

MONITEUR BELGE

BELGISCH STAATSBLAD

Prix de l'abonnement annuel :

Belgique : F 4 176; étranger : F 16 152.

Prix au numéro : F 10 par feuille de huit pages.

Pour les abonnements et la vente au numéro, prière de s'adresser à la Direction du Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles. Téléphone 02/552 22 11.



Prijs van een jaarabonnement :

België : F 4 176; buitenland : F 16 152.

Prijs per nummer : F 10 per vel van acht bladzijden.

Voor abonnements en voor verkoop per nummer kan U terecht bij het Bestuur van Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel. Telefoon 02/552 22 11.

167e ANNEE

N. 245

167e JAARGANG

JEUDI 25 DECEMBRE 1997
DEUXIEME EDITION

DONDERDAG 25 DECEMBER 1997
TWEEDE EDITIE

Le prochain numéro du Moniteur belge portera la date du 30 décembre 1997.

Het volgend nummer van het Belgisch Staatsblad zal de datum van 30 december 1997 dragen.

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 3085

[C - 97/27680]

9 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3,7°;

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées donné le 16 juin 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées donné le 12 juin 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 17 juin 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 3 juillet 1997;

Vu la délibération du Gouvernement du 3 juillet 1997, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 juillet 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé;

Arrête :

Titre Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° Agence : l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

3° Ministre : le Ministre ayant dans ses attributions la politique des personnes handicapées;

4° bénéficiaire : toute personne handicapée telle que définie à l'article 2 du décret et dont la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'un accueil ou d'un hébergement dans un service résidentiel, d'accueil de jour et de placement familial agréé par l'Agence;

5° jeune : le bénéficiaire âgé de moins de 18 ans ou le bénéficiaire âgé de 18 ans à 21 ans pour lequel la décision d'intervention visée à l'article 20 du décret précise qu'il peut continuer à bénéficier de services pour jeunes;

6° adulte : le bénéficiaire âgé de 18 ans au moins et ne bénéficiant pas d'une dérogation pour être accueilli ou hébergé dans un service pour jeunes;

7° une prise en charge : unité de subsidiation correspondant à 365 journées de prises en charge;

8° capacité d'accueil ou d'hébergement : le nombre maximum de personnes handicapées que, selon les termes du rapport visé à l'article 8, alinéa 1^{er}, 6°, il est permis d'accueillir ou d'héberger en même temps par infrastructure;

9° capacité agréée : le nombre moyen annuel de prises en charge autorisées et pouvant faire l'objet d'une subvention par l'Agence;

10° occupation moyenne de référence (O.M.R.) : total des journées de prises en charge des bénéficiaires pendant la période de référence divisé par le nombre de journées que cette dernière comprend;

11° service : les services visés à l'article 24 alinéa 2, 6°, 7°, 9°, 11° du décret agréés par l'Agence.

Art. 3. § 1^{er}. Il faut entendre par journée de prise en charge : journée pour laquelle l'Agence octroie une intervention dans les frais d'hébergement, d'accueil de jour, d'entretien, de traitement et d'éducation ou ayant trait au placement familial, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées et pendant laquelle un bénéficiaire satisfait à une ou plusieurs des conditions suivantes :

1° est accueilli ou hébergé par le service en semaine;

2° est accueilli ou hébergé par le service le week-end ou dans le cadre de vacances organisées par le service dont la durée maximale est de 30 jours par an;

3° est en famille les week-ends et jours de vacances avec par bénéficiaire, un maximum de 138 jours pour les adultes et 188 pour les jeunes;

4° est en absence justifiée par un certificat médical à concurrence de 30 jours maximum en cas de maladie et 90 jours en cas d'hospitalisation;

5° est en absence justifiée par un document probant attestant d'un des événements prévus par l'article 2 de l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue d'obligations civiques ou de missions civiles;

6° est en absence justifiée par un écrit de la personne handicapée, des parents de la personne handicapée ou de son représentant légal à concurrence de 5 journées maximum par an.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, 4°, deux périodes d'absence pour maladie ou hospitalisation sont considérées comme une seule et même période d'absence de longue durée si elles sont interrompues par moins de 3 journées de présence ou de retour en famille.

§ 3. Lorsque le bénéficiaire est accueilli en semaine dans un service d'accueil de jour pour adultes, les journées de prises en charge sont limitées à un maximum de 227 par an par bénéficiaire et sont constituées par :

1° les journées de présence physique dans le service;

2° l'assimilation des journées d'absence justifiées comme prévu au § 1^{er} 4°, 5° et 6°.

Pour l'évaluation de l'occupation moyenne de référence des services d'accueil de jour pour adultes, le total des journées de prise en charge pour chacun des bénéficiaires doit être multiplié par un coefficient dont le numérateur est 365 et le dénominateur est 227.

Le quota de jours de fréquentation par semaine de 5 jours sera mentionné dans le dossier d'admission des bénéficiaires accueillis à temps partiel.

Art. 4. § 1^{er}. Le service d'accueil de jour pour jeunes accueille en journée :

1° des bénéficiaires jeunes fréquentant un établissement d'enseignement;

2° des bénéficiaires jeunes qui, en raison de leur handicap, sont incapables de fréquenter un établissement d'enseignement.

Le service fournit une prise en charge individuelle éducative, médicale, thérapeutique, psychologique et sociale complémentaire à leur scolarité et adaptée à leurs besoins et vise à une intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

§ 2. Le service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés accueille en journée des bénéficiaires jeunes qui, en raison de leur handicap, sont incapables de fréquenter un établissement d'enseignement et fournit une prise en charge individuelle éducative, médicale, thérapeutique, psychologique, sociale et adaptée à leurs besoins et vise à une intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

§ 3. Le service d'aide à l'intégration s'adresse à des bénéficiaires jeunes âgés de plus de 7 ans et assure en collaboration avec la famille et les autres intervenants :

a) une aide éducative et psychothérapeutique aux bénéficiaires et à leur famille par des interventions individuelles visant à permettre l'intégration scolaire et sociale optimale;

b) une information, une aide et un soutien aux bénéficiaires en vue de favoriser leur autonomie notamment en matière de gestion et de prise en charge des activités quotidiennes, de logement, de travail, de formation, de gestion budgétaire et de loisirs.

Le service d'aide à l'intégration conclut des conventions avec les établissements scolaires fréquentés par les bénéficiaires et ce quel que soit le réseau scolaire concerné.

Ces conventions doivent stipuler les objectifs précis de la collaboration en fonction des projets individuels, la durée précise de la collaboration, les lieux et modalités d'intervention, le mode d'évaluation de cette collaboration et les conditions de résiliation de celle-ci.

Un comité d'accompagnement composé de l'ensemble des représentants des partenaires est mis en place pour chaque service d'aide à l'intégration.

§ 4. Le service d'accueil de jour pour adultes accueille en journée des bénéficiaires adultes, assure un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique, social et thérapeutique optimal adapté aux besoins individuels des personnes handicapées et vise à l'intégration sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

Art. 5. § 1^{er}. Le service résidentiel pour jeunes accueille et héberge des bénéficiaires jeunes qui fréquentent ou non un établissement d'enseignement, fournit une prise en charge individuelle éducative, médicale, thérapeutique, psychologique et sociale complémentaire à leur scolarité et adaptée à leurs besoins et vise à une intégration scolaire, sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

§ 2. Le service résidentiel pour adultes accueille et héberge des bénéficiaires adultes, assure un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique et social optimal adapté à leurs besoins et vise à l'intégration sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

§ 3. Le service résidentiel de nuit pour adultes héberge des bénéficiaires adultes et assure un accompagnement optimal adapté à leurs besoins et vise à l'intégration sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

§ 4. Le service résidentiel de transition, organisé au départ d'un service résidentiel, vise à préparer la réinsertion en famille ou la mise en autonomie de bénéficiaires dans des logements individuels ou dans des logements communautaires à raison d'un maximum de six bénéficiaires par unité de logement. Ces logements sont situés en dehors du service résidentiel.

La personne handicapée ou son représentant légal prend en charge les frais de location ou de sous-location du logement.

Le service doit s'assurer, par l'établissement d'une convention avec un service d'accompagnement, que les personnes handicapées qui ont été hébergées par le service résidentiel de transition et qui le quittent, continuent à bénéficier d'un suivi.

Art. 6. Le service de court séjour assure l'accueil et l'hébergement de bénéficiaires pour des périodes limitées à 90 jours maximum par année et par bénéficiaire et procure un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique et social optimal adapté à leurs besoins et vise à l'intégration sociale, culturelle ou professionnelle de la personne handicapée.

Art. 7. Le service de placement familial assure la recherche, la sélection de familles d'accueil ainsi que le placement dans celles-ci de bénéficiaires jeunes ou adultes. Il assure aux familles le soutien, la guidance et la coordination avec les autres services fréquentés par les bénéficiaires.

Titre II. — De l'agrément des services

CHAPITRE 1^{er}. — De la demande d'agrément

Art. 8. La demande est accompagnée des documents et renseignements suivants :

1° un projet médico-socio-pédagogique ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets individuels établi selon le canevas minimum prévu à l'annexe I;

2° un règlement d'ordre intérieur;

3° une note indiquant la ou les catégories de handicaps dont sont atteintes les personnes que l'on se propose d'y recevoir ainsi que leur nombre, leur sexe et leur âge;

4° l'identité du directeur du service, ainsi que son certificat de bonnes vie et moeurs datant de moins de trois mois;

5° une copie certifiée conforme des diplômes du directeur;

6° un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies; ce rapport doit dater de moins d'un an et stipule, en outre la capacité d'accueil et d'hébergement des infrastructures;

7° un plan de l'établissement indiquant pour ses différents niveaux les voies de communication internes, la destination des locaux ainsi que, le cas échéant, le nombre de lits par chambre;

8° une copie des statuts publiés au *Moniteur belge*.

Les services résidentiels de transition ainsi que les services de placement familiaux ne sont pas tenus de fournir les documents prévus à l'alinéa 1^{er}, 6° et 7°.

Le règlement d'ordre intérieur indique au moins :

1° l'identification exacte (dénomination, siège, nature, forme juridique) de la personne juridique chargée de la gestion du service et la mention de la date de l'agrément et de la durée de celui-ci lorsque le service a déjà été agréé;

2° les objectifs du service et l'ensemble des services offerts par celle-ci, avec une description globale des bénéficiaires à accueillir ou à héberger;

3° le cas échéant, les conditions spéciales d'admission, notamment celles tenant à la période d'essai, les caractéristiques spécifiques des bénéficiaires telles que l'âge, le sexe, les handicaps supplémentaires ou l'exclusion de ceux-ci;

4° les circonstances pouvant donner lieu à la réorientation ou au congédiement de la personne handicapée du service, la durée du préavis;

5° les modalités de mise en oeuvre du conseil des usagers;

6° les modalités d'introduction des réclamations, des suggestions et des remarques éventuelles et leur mode de traitement;

7° les droits et obligations mutuels du bénéficiaire, de son représentant légal et du service;

8° les risques couverts par les polices d'assurance souscrites par le service.

Les services résidentiels de transition ainsi que les services de placement familial ne sont pas tenus de fournir les documents prévus à l'alinéa 2, 5°.

Art. 9. § 1^{er} Une demande de renouvellement est accompagnée des documents prévus à l'article 8, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 6°.

Si des modifications étaient apportées aux documents exigés en vertu de l'article 8, alinéa 1^{er}, 3°, 5°, 7° et 8°, ceux-ci sont joints.

Un rapport d'évaluation des activités réalisées depuis le dernier agrément est également joint.

§ 2. La demande de modification d'agrément relative à la transformation de service telle que visée à la section 2 du Titre VIII peut être introduite par un service ou, moyennant une convention écrite, par un groupement de services.

Cette demande doit stipuler outre les documents visés à l'article 8 :

1° le nombre et la nature des prises en charge agréées existant à la date de la demande;

2° l'occupation moyenne de référence de l'année précédente;

3° le nombre et la nature des prises en charge que l'on souhaite transformer;

4° le nombre et la nature des prises en charge que l'on souhaite créer ainsi que le type de service visé et la date prévue pour leur mise en place;

5° les modifications en terme d'infrastructure nécessaires à la transformation;

6° le projet médico-socio-pédagogique envisagé;

7° le budget précis reprenant les charges estimées en frais de fonctionnement, en personnel non éducatif et en personnel éducatif;

8° la ou les catégories de handicap des bénéficiaires à prendre en charge;

9° l'étalement dans le temps du projet de transformation;

10° le projet de formation du personnel;

11° un document précisant les modalités d'organisation des relations collectives dans le service transformé.

Le personnel transféré conserve la qualité, la rémunération et l'ancienneté dont il bénéficiait avant son transfert.

L'Agence accuse réception de la demande de transformation, instruit le dossier et la transmet à la Commission Subrégionale dont relève le service qui émet un avis dans les deux mois.

Faute d'avis dans les deux mois, l'avis est considéré comme favorable.

Le Conseil de l'Education, l'accueil et l'hébergement est saisi de la demande et remet son avis dans un délai d'un mois.

Le Comité de gestion prend la décision dans un délai d'un mois.

CHAPITRE II. — *De la décision d'agrément*

Art. 10. L'Agence apprécie les éléments du dossier de demande, de renouvellement ou de transformation d'agrément.

En cas d'agrément, la décision mentionne :

1° le type de service pour lequel la structure est agréée;

2° les catégories et la gravité des handicaps dont sont atteintes les personnes que le service peut accueillir ou héberger;

3° la capacité agréée du service;

4° la nature des prises en charges autorisées et leur ventilation en ce qui concerne les prises en charge pour adultes visées à l'article 21 § 3, 3°;

5° le sexe et l'âge minimum et maximum des jeunes pouvant être accueillis ou hébergés, le sexe des personnes adultes pouvant être accueillis ou hébergés;

6° la localisation des implantations ainsi que leur capacité d'accueil ou d'hébergement.

CHAPITRE III. — *Des conditions d'agrément*

Art. 11. Outre les principes d'agrément prévus à l'article 54 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, les services doivent répondre aux conditions d'agrément visées aux articles 12 à 14.

Le défaut de répondre aux dites conditions entraîne le retrait d'agrément et la fermeture du service conformément à la procédure visée à l'article 58 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées.

L'Agence est chargée de l'exécution des décisions de fermeture des services.

Elle veille à l'application de toutes les mesures nécessaires à cet effet. A cette fin, elle peut procéder à l'évacuation des personnes handicapées et requérir la collaboration de tout service pour assurer l'accueil et l'hébergement urgent de personnes handicapées.

Section 1^{ère}. — Des obligations relatives au projet et à la prise en charge des bénéficiaires

Art. 12. § 1^{er}. Le projet médico-socio-pédagogique est élaboré, évalué et mis à jour en concertation pour le moins avec l'équipe sociale, éducative et thérapeutique du service.

Ce projet, son évaluation ainsi que ses mises à jour sont remis à tous les membres du service et au Conseil des usagers. Il est mis à jour et évalué, au minimum, à chaque demande de renouvellement de l'agrément.

Il fait l'objet d'un avis de la délégation syndicale.

§ 2. Le service met en place un projet individuel pour chaque bénéficiaire. Ce projet individuel est élaboré en concertation avec l'ensemble des intervenants internes et externes, la personne handicapée et sa famille.

Il contient au minimum :

- 1° l'identification du bénéficiaire;
- 2° les objectifs à atteindre;
- 3° la méthodologie utilisée et les moyens concrets mis en œuvre pour atteindre ses objectifs;
- 4° la ou les personnes ressources;
- 5° la procédure d'évaluation et la date d'échéance de celle-ci.

Il est établi dans un délai de trois mois à dater de l'admission dans le service.

§ 3. Le service tient un dossier médico-socio-pédagogique individuel.

Le dossier comprend :

- 1° une analyse des besoins de la personne;
- 2° un bilan des connaissances, aptitudes, potentialités et aspirations de la personne;
- 3° un bilan psychologique;
- 4° un bilan médical;
- 5° une anamnèse sociale;
- 6° une évaluation de l'autonomie.

Le bilan médical contient les attestations médicales et protocoles d'exams médicaux ou documents utiles à sa prise en charge fournis par la personne handicapée lors de l'admission ainsi que toutes les pièces établies durant son séjour dans le service. Le dossier médical est consultable par l'inspection médicale de l'Agence. Les autres volets du dossier individuel sont tenus à disposition des services de l'inspection de l'Agence dans le cadre du respect du secret professionnel.

§ 4. Le service assure en permanence une direction effective. A défaut de la présence du directeur, un membre du personnel délégué à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant extérieures qu'intérieures.

§ 5. Pour être agréé et préalablement à toute admission d'une personne handicapée, le service souscrit une police d'assurance :

1° couvrant la responsabilité civile du service ou des personnes dont il doit répondre pour tout dommage survenu à un bénéficiaire ou causé par celui-ci. L'assurance doit préciser que le bénéficiaire garde la qualité de tiers et couvrir les dommages jusqu'à concurrence d'un minimum de 100 millions pour les dommages corporels et 10 millions pour les dommages matériels, par sinistre.

2° couvrant tout dommage causé par un bénéficiaire qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant son séjour. Dans ce cas, l'assurance doit couvrir le décès à concurrence d'un montant minimum de 100.000 francs, l'incapacité permanente à concurrence d'un montant minimum de 500.000 francs et les frais de traitement à concurrence d'un montant minimum de 100.000 francs.

§ 6. Le service ne peut accueillir un nombre supérieur de bénéficiaires à sa capacité d'accueil ou d'hébergement.

§ 7. Le service tient à jour un registre des activités qu'il organise tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement.

Ce registre comprend au minimum les données suivantes :

- 1° le lieu de l'activité;
- 2° la date de l'activité;
- 3° les objectifs de l'activité;
- 4° les participants;
- 5° le personnel d'encadrement.

§ 8. Le service résidentiel est en mesure d'assurer la prise en charge de bénéficiaires 24 heures sur 24 et 365 jours par an.

§ 9. Le service d'accueil de jour pour adultes et pour jeunes non scolarisés assure la prise en charge effective de bénéficiaires au minimum 227 jours par an à raison de 6 heures par jour et est ouvert au minimum 7 heures 30 par jour.

§ 10. Le service d'accueil de jour pour jeunes assure la prise en charge effective de bénéficiaires au minimum 210 jours par an à raison de 6 heures par jour et est au minimum ouvert 7 heures 30 par jour.

§ 11. Les services dont la décision d'agrément précise qu'ils sont agréés pour une ou plusieurs catégories de handicap suivantes :

- 1° paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida, de myopathie, de neuropathie;
- 2° déficience intellectuelle profonde;

- 3° déficience intellectuelle sévère;
- 4° troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres avec handicap associé ,
- sont tenus d'accueillir, d'héberger ou d'accueillir et héberger des bénéficiaires des dites catégories par priorité selon les modalités prévues au Titre V.

Section 2. — Des obligations en matière de gestion administrative et comptable

Art. 13. Le service doit :

1° être un pouvoir public, un établissement d'utilité publique ou une association sans but lucratif et posséder une autonomie technique, budgétaire et comptable ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de leur mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence;

2° ne pas comporter dans le conseil d'administration de la personne morale :

a) des personnes appartenant à la même famille, conjoints et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration;

b) des personnes faisant partie du personnel du service en nombre supérieur ou égal à la moitié du nombre total des membres composant le conseil d'administration;

3° être dirigé par une personne qui ne peut être président du conseil d'administration de la personne morale;

4° sans préjudice des dispositions visées à l'article 27 du décret, fournir à l'Agence tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle :

a) les comptes annuels tels que définis par l'Agence;

b) les documents en matière de fréquentation journalière nécessaires à l'établissement de la subvention annuelle, de la subvention journalière et de la part contributive tels qu'établis par l'Agence;

c) les documents en matière de frais supplémentaires résultant de séjour de vacances, de frais de transport, de frais de déplacement et de prestations de santé tels qu'établis par l'Agence;

d) le bilan social tel que défini par l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social complété par les annexes définies par l'Agence ou, au cas où le service n'est pas soumis à l'arrêté précité, un bilan social selon le modèle établi par l'Agence en s'inspirant du bilan fixé par ledit arrêté royal;

e) la liste du personnel qu'il a occupé et rémunéré durant l'exercice écoulé, ventilée par fonctions et catégories telles que reprises à l'annexe II, reprenant pour chaque membre du personnel la durée hebdomadaire du temps de travail ainsi que le total des heures rémunérées sur l'exercice et l'ancienneté pécuniaire selon le formulaire établi par l'Agence;

5° mentionner la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichage émanant du service.

Le bilan social ainsi que les comptes annuels, le bilan des activités et la liste du personnel visée à l'alinéa 1^{er}, 4°, e) sont communiqués par le service au Conseil d'entreprise ou, à défaut, à la délégation syndicale.

Section 3. — Des obligations relatives aux bâtiments et aux installations.

Art. 14. Les bâtiments et installations doivent répondre aux normes architecturales telles que prévues à l'annexe XV.

Les bâtiments et installations doivent présenter des conditions d'accessibilité en rapport avec le handicap des bénéficiaires.

CHAPITRE IV. — Du dépassement et des modifications de la capacité agréée

Art. 15. § 1^{er}. L'accueil de personnes handicapées au-delà de la capacité agréée est autorisé dans limites suivantes :

1° l'occupation moyenne de référence peut être supérieure de 1,5 unité maximum pour les services dont la capacité agréée est inférieure ou égale à 60 prises en charge;

2° l'occupation moyenne de référence peut être supérieure de 3 unités maximum pour les services dont la capacité agréée est supérieure à 60 prises en charge.

Le dépassement ne permet la prise en charge de personnes handicapées que dans des conditions suivantes :

1° celles visées à l'article 15 de l'arrêté du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

2° pour un dépannage;

3° pour une période d'essai d'une durée maximale de 3 mois par bénéficiaire.

§ 2. Le dépassement ne donne droit à aucune subvention et n'entraîne pas de réduction des charges.

En aucun cas, l'intervention réclamée en fonction de l'application du présent article à la personne handicapée ou à sa famille ou à un autre pouvoir public ne peut excéder celle applicable en vertu du chapitre IV du titre III.

Art. 16. La capacité agréée d'un service agréé pour 60 prises en charge au plus, est réduite de trois unités lorsque lors des trois années d'attribution précédentes l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de trois unités à la capacité agréée.

La capacité agréée d'un service agréé pour plus de 60 prises en charge et moins de 120 prises en charge est réduite de six unités lorsque lors des trois années d'attribution précédentes l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de six unités à la capacité agréée.

La capacité agréée d'un service agréé pour plus de 120 prises en charge est réduite de neuf unités lorsque lors des trois années d'attribution précédentes l'Agence a observé que l'occupation moyenne de référence a été inférieure de neuf unités à la capacité agréée.

Art. 17. La capacité agréée d'un nouveau service ou d'un service ayant vu sa capacité agréée augmentée, pour autant qu'il continue à répondre aux conditions d'agrément, ne peut être revue à la baisse qu'après trois années civiles complètes de fonctionnement à dater de l'agrément ou de la modification de l'agrément.

Titre III. — Des subventions

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 18. Dans les limites des crédits budgétaires, pour les prestations effectuées en faveur des bénéficiaires qu'ils accueillent ou hébergent, il est accordé aux services à l'exception des services d'aide à l'intégration et des services de court séjour dont les subventions sont régies par le Titre VII :

- 1° des subventions annuelles et journalières dont sont déduites les parts contributives des personnes handicapées;
- 2° le remboursement de divers frais réels.

Art. 19. L'Agence intervient en faveur d'un bénéficiaire pour sa prise en charge dans un seul service.

Le cumul est néanmoins autorisé pour un bénéficiaire qui fréquente :

- 1° un placement familial et un service d'accueil de jour;
- 2° un service d'accueil de jour pour adultes et un service résidentiel de nuit;
- 3° un service résidentiel de nuit pour adultes et une entreprise de travail adapté;
- 4° un service résidentiel de nuit pour adultes et un centre de formation professionnelle;
- 5° un service d'accueil de jour et une entreprise de travail adapté dans le cas d'une fréquentation à temps partiel;
- 6° un service d'accueil de jour et un centre de formation professionnelle uniquement dans le cas d'une fréquentation à temps partiel;
- 7° un service d'accueil de jour et un service de rééducation fonctionnelle uniquement dans le cas d'une fréquentation à temps partiel;
- 8° deux services d'accueil de jour pour adultes uniquement dans le cas d'une fréquentation partielle;
- 9° un service résidentiel de transition et un service d'accueil de jour pour adultes;
- 10° un service résidentiel agréé par l'aide à la jeunesse et un service d'accueil de jour pour jeunes uniquement pour les jeunes qui sont incapables, en raison de leur handicap, de fréquenter un établissement d'enseignement.

L'Agence peut néanmoins autoriser le cumul de prises en charge sur base d'un projet individuel particulier.

CHAPITRE II. — Du calcul des subventions

Section Ire. — De la subvention annuelle

Art. 20. La subvention annuelle est destinée à couvrir :

- 1° les charges de fonctionnement;
- 2° les charges de personnel non éducatif et éducatif, qui concernent le personnel de direction, administratif, social et ouvrier occupé, les psychologues, paramédicaux, personnel spécial, éducateurs chefs de groupe, chefs éducateurs, éducateurs et assimilés occupés, dont les qualifications correspondent aux titres requis repris à l'annexe II.

La subvention annuelle doit être utilisée pour des charges de personnel à raison d'un pourcentage minimum de :

- 1° 90% pour les services résidentiels de transition;
- 2° 75% pour les services résidentiels de nuit et les services de placement familial;
- 3° 80% pour les autres services.

Les limites de l'admissibilité des charges sont précisées aux annexes III et IV.

Art. 21. § 1^{er}. Le montant de la subvention par prise en charge figurant à l'annexe IV, § 1^{er} est déterminé sur la base de différents critères tenant aux caractéristiques des services et des bénéficiaires.

Les critères visés à l'alinéa 1^{er} sont les suivants :

- 1° la nature du service;
- 2° le caractère privé ou public du pouvoir organisateur;
- 3° la taille du service;
- 4° la présence à raison de moins de 25%, de 25 à 50% et de plus de 50% des jours de week-ends et de vacances scolaires;
- 5° la scolarisation ou non des bénéficiaires;
- 6° la nature de la prise en charge.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 2, 6°, la prise en charge vise pour les jeunes à répondre aux besoins de bénéficiaires :

- 1° atteints de déficience intellectuelle légère;
- 2° atteints de déficience intellectuelle modérée;
- 3° atteints de déficience intellectuelle sévère et non alités;
- 4° atteints de déficience intellectuelle sévère et alités;
- 5° atteints de déficience intellectuelle profonde et non alités;
- 6° atteints de déficience intellectuelle profonde et alités;
- 7° atteints de déficience intellectuelle profonde et de moins de 6 ans;
- 8° atteints de déficience intellectuelle profonde et de plus de 6 ans;

- 9° atteints de déficience intellectuelle profonde et de troubles envahissants du développement;
- 10° atteints de troubles caractériels présentant un état névrotique ou prépsychotique;
- 11° aveugles, amblyopes ou atteints de troubles graves de la vue de moins de 12 ans;
- 12° aveugles, amblyopes ou atteints de troubles graves de la vue et de plus de 12 ans;
- 13° sourds, demi-sourds ou atteints de troubles graves de l'ouïe ou de la parole et de moins de 8 ans;
- 14° sourds, demi-sourds ou atteints de troubles graves de l'ouïe ou de la parole et de plus de 8 ans;
- 15° atteints de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres et de moins de 12 ans;
- 16° atteints de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres et de plus de 12 ans;
- 17° atteints de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida, de myopathie de neuropathie;
- 18° atteints d'une affection chronique non-contagieuse ne nécessitant plus de soins dans un service de pédiatrie.

§ 3. Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 2, 6°, les prises en charge pour les adultes sont réparties en quatre catégories, A, B, C, D, définies comme suit :

1° A : prises en charge qui ne sont pas comptées parmi les prises en charge visées aux points B, C, D et visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints de déficiences intellectuelles légères, modérées ou sévères, sensorielles ou physiques qui nécessitent un accueil et/ou un hébergement.

2° B : prise en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires :

- 1° atteints de déficience intellectuelle profonde;
- 2° atteints de déficience intellectuelle sévère, sensorielle ou physique et présentant trois des caractéristiques suivantes :
 - a) être grabataire;
 - b) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
 - c) présenter des troubles graves du comportement;
 - d) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;
 - e) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
 - f) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;
 - g) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;
 - h) être atteint d'une épilepsie non stabilisée;
 - i) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave, notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive.

3° C : prise en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints de déficience physique, sensorielle, ou intellectuelle sévère ou profonde et présentant au moins quatre des critères suivants, dont un au moins figure dans l'énumération sous 1° et les trois autres dans l'énumération sous 2° :

- 1° a) être grabataire;
- b) nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne;
- c) souffrir d'incontinence nocturne et diurne;
- 2° a) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir;
- b) présenter des troubles graves du comportement;
- c) nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne;
- d) nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée;
- e) être atteint d'une épilepsie non stabilisée;
- f) nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave notamment la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive;

4° D : prise en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires hébergés en service résidentiel de nuit pour adultes et n'ayant pas d'activités en journée.

Art. 22. Pour le calcul de la subvention annuelle, l'occupation moyenne de référence est prise en compte. Si cette occupation moyenne de référence est supérieure à la capacité agréée, c'est la capacité agréée qui est prise en compte dans le calcul du montant théorique visé à l'article 24.

Art. 23. § 1^{er}. Lorsque le service a déjà bénéficié de la subvention annuelle durant deux exercices d'attribution depuis sa création ou depuis une des circonstances visées au paragraphe ci-après, la période de référence s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédant l'année d'attribution.

L'Agence fixe l'occupation moyenne de référence (OMR) dans le courant du premier trimestre de l'exercice d'attribution.

§ 2. En cas de création ou lorsque le service connaît une des circonstances citées ci-après, la période de référence s'étend du 1^{er} jour de fonctionnement ou de la modification survenue au 31 décembre de l'année civile en cours.

Par circonstances, on entend :

- 1° une diminution de capacité agréée;
- 2° une augmentation de capacité agréée sauf si elle est consécutive à la transformation d'un service visée à la section 2 du titre VIII;
- 3° une modification d'agrément susceptible d'entraîner une augmentation des subventions en raison des différences de catégories de handicaps;
- 4° un accroissement d'au moins 10 % du nombre de prises en charge en cours d'année par rapport à l'occupation moyenne de référence et pour peu que le service en fasse la demande à l'Agence.

L'Agence arrête l'occupation moyenne de référence (OMR) à titre provisoire au début de la période concernée et ajuste ce nombre au terme de l'exercice sur base de l'occupation moyenne effective durant la période de référence.

Ce mode de calcul est automatiquement reconduit l'année civile suivante.

§ 3. Lorsque le service connaît une transformation telle que visée à la section 2 du titre VIII, le calcul de la subvention annuelle du service dont les prises en charge sont transformées est réalisé selon les modalités prévues dans les cas de réduction de capacité agréée conformément à l'article 25.

Pour le calcul de la subvention annuelle des projets de transformation visés à l'article 86, § 1^{er}, a), b), c), d), et e) le reliquat des subventions obtenu par la réduction de capacité agréée est automatiquement affecté à la structure bénéficiaire et accordé sous formes d'interventions mensuelles pendant l'année de la transformation et sur une base annuelle, l'année qui suit la transformation

Dès l'année suivante, le calcul de la subvention annuelle de la structure bénéficiaire est réalisé conformément à l'article 24.

Art. 24. § 1^{er} Dans les cas visés à l'article 23, paragraphe 1^{er}, et § 3 dernier alinéa, la subvention annuelle est déterminée à partir des paramètres suivants :

- 1° le montant théorique de la subvention annuelle (MT), qui s'obtient en multipliant l'occupation moyenne de la période de référence (OMR) par la subvention par prise en charge;
- 2° le montant attribué de la subvention forfaitaire annuelle de l'année précédente multiplié par le coefficient d'adaptation fixé annuellement par le Gouvernement;
- 3° la capacité agréée au 31 décembre de l'année qui précède.

§ 2. Le montant attribué de la subvention annuelle pour l'année d'attribution (MA) s'obtient de la manière suivante :

- 1° Pour les services jusque 60 prises en charge :
 - a) si l'occupation moyenne de la période de référence (OMR) est inférieure de plus de 3 prises en charge à la capacité agréée au 31 décembre de l'année qui précède, le montant attribué (MA) est égal au montant théorique (MT);
 - b) si l'occupation moyenne de la période de référence (OMR) n'est pas inférieure de plus de 3 prises en charge à la capacité agréée au 31 décembre de l'année qui précède, le montant attribué (MA) est égal au montant attribué de l'année précédente adapté, sauf si le montant théorique (MT) est supérieur ou égal à ce dernier, auquel cas le montant attribué (MA) est égal au montant théorique (MT);
- 2° Pour les services de plus de 60 prises en charge et de 120 prises en charge au plus :
 - a) si l'occupation moyenne de la période de référence (OMR) est inférieure de plus de 6 prises en charge à la capacité agréée au 31 décembre de l'année qui précède, le montant attribué (MA) est égal au montant théorique (MT);
 - b) si l'occupation moyenne de la période de référence (OMR) n'est pas inférieure de plus de 6 prises en charge à la capacité agréée au 31 décembre de l'année qui précède, le montant attribué (MA) est égal au montant attribué de l'année précédente adapté, sauf si le montant théorique (MT) est supérieur ou égal à ce dernier, auquel cas le montant attribué (MA) est égal au montant théorique (MT);
- 3° Pour les services de plus de 120 prises en charge :
 - a) si l'occupation moyenne de la période de référence (OMR) est inférieure de plus de 9 prises en charge à la capacité agréée au 31 décembre de l'année qui précède, le montant attribué (MA) est égal au montant théorique (MT);
 - b) si l'occupation moyenne de la période de référence (OMR) n'est pas inférieure de plus de 9 prises en charge à la capacité agréée au 31 décembre de l'année qui précède, le montant attribué (MA) est égal au montant attribué de l'année précédente adapté, sauf si le montant théorique (MT) est supérieur ou égal à ce dernier, auquel cas le montant attribué (MA) est égal au montant théorique (MT).

Art. 25. Dans les cas visés à l'article 23, § 2, et § 3 alinéa 2, la subvention annuelle est déterminée en multipliant l'occupation moyenne de référence (OMR) par la subvention par prise en charge, visée à l'article 21, et en adaptant le montant annuel ainsi obtenu à la durée de la période de référence.

Ce mode de calcul est automatiquement reconduit l'année civile suivante.

Art. 26. A leur demande, un supplément de subvention est octroyé aux services dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est au terme de l'année d'attribution, supérieure à 10 ans.

L'ancienneté à prendre en considération pour chaque membre du personnel, est l'ancienneté pécuniaire obtenue en cours d'année, pondérée par le volume de prestation rémunérée.

Afin de déterminer l'ancienneté pécuniaire moyenne, le total des anciennetés pondérées, est divisé par le total des volumes de prestations rémunérées du personnel.

Le supplément, lorsqu'il est accordé une première fois, est liquidé automatiquement pour l'année suivante.

Au terme de celle-ci, l'Agence procède à la vérification de l'ancienneté moyenne du personnel.

Si cette ancienneté est inférieure à 11 ans, le supplément qui avait été octroyé est récupéré.

Si cette ancienneté est supérieure ou égale à 11 ans, le supplément octroyé est ajusté en fonction d'une part des paramètres de subventionnement en vigueur dans l'exercice écoulé et d'autre part d'une modification d'ancienneté pécuniaire qui serait constatée.

Le supplément est accordé à concurrence de la différence entre le montant attribué initial et le montant obtenu par la multiplication de l'occupation moyenne de référence par les subventions par prise en charge.

Art. 27. Le total des subventions résultant des dispositions du présent arrêté est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office national de Sécurité sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 tendant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 28. La subvention annuelle est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par avances mensuelles.

Les avances continuent à être liquidées, sur base de la subvention annuelle attribuée l'année précédente, tant que la subvention pour l'année d'attribution n'est pas déterminée.

Les avances sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Art. 29. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier effectivement de la subvention annuelle attribuée, chaque service doit respecter les normes en matière de nombre et de qualification des membres du personnel prévues à l'article 55.

Dans tous les cas, seul le personnel rémunéré peut être pris en compte.

§ 2. Au terme de chaque année d'attribution, le service établit une liste du personnel qu'il a occupé et rémunéré durant cette année, ventilée par fonctions et catégories telles que reprises à l'annexe II, reprenant pour chaque membre du personnel la durée hebdomadaire contractuelle du temps de travail ainsi que le total des heures rémunérées sur l'exercice et l'ancienneté pécuniaire. Pour la valorisation en effectif des prestations du personnel, il sera tenu compte du volume des prestations. Cette liste est transmise à l'Agence pour le 15 janvier au plus tard suivant le formulaire déterminé par l'Agence.

§ 3. Lorsque l'Agence constate qu'un service ne respecte pas une des normes reprises ci-dessus, elle lui notifie le montant de la somme à récupérer en application de l'article 57 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat.

Le retrait est effectué à partir du 1^{er} jour du mois qui suit la date de notification.

§ 4. Si le total des charges de personnel du service atteint un pourcentage inférieur à celui fixé à l'article 20, § 2 la différence est récupérée au moment du contrôle de l'utilisation des subventions déduction faite des récupérations visées au § 3.

Section 2. — De la subvention annuelle pour médecin

Art. 30. Dans les services, à l'exception des services de placement familial et des services résidentiels de transition, une subvention annuelle est accordée afin de couvrir les charges de médecin coordinateur des activités de soins et paramédicales à l'exclusion de toutes prestations figurant à la nomenclature des prestations de santé établies sur la base de la législation relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Le médecin coordinateur des activités de soins et paramédicales, dont les qualifications sont en rapport avec la nature du handicap des personnes handicapées accueillies ou hébergées, est engagé dans les liens d'un contrat de travail ou dans le cadre d'une convention moyennant une rémunération ou des honoraires forfaitaires. Il ne peut facturer des prestations à l'Institut National Maladie Invalidité pour des bénéficiaires du service.

La subvention par prise en charge est fixée de la façon suivante :

1° en service résidentiel pour jeunes :

a) 4.900 francs pour les prises en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints de déficience intellectuelle légère, modérée, de troubles caractériels présentant un état névrotique ou prépsychotique, aveugles, amblyopes ou atteints de troubles de la vue ou sourds, demi-sourds ou atteints de troubles graves de l'ouïe ou de la parole;

b) 13.000 francs pour les prises en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints de déficience intellectuelle sévère, profonde, de déficience intellectuelle profonde et de troubles envahissants du développement, de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres, de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida, de myopathie, de neuropathie, d'une affection non contagieuse ne nécessitant plus de soins dans un service de pédiatrie ou pour tout bénéficiaire ayant droit à une allocation familiale supplémentaire en raison de son handicap sur base d'une attestation émanant des organismes débiteurs desdites allocations;

2° en service résidentiel pour adultes :

a) 5.400 francs pour les prises en charge visées à l'article 21, § 3, 1°;

b) 13.500 francs pour les prises en charge visées à l'article 21, § 3, 2° et 3°;

3° en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés : 13.000 francs par prise en charge;

4° en service d'accueil de jour pour jeunes : 4.900 francs pour les prises en charge visant à répondre aux besoins de bénéficiaires atteints de déficience intellectuelle sévère, profonde, de déficience intellectuelle profonde et de troubles envahissants du développement, de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres, de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida, de myopathie, de neuropathie, ou pour tout bénéficiaire ayant droit à une allocation familiale supplémentaire en raison de son handicap sur base d'une attestation émanant des organismes débiteurs desdites allocations;

5° en service d'accueil de jour pour adultes : 4.900 francs pour les prises en charge visées à l'article 21 § 3, 2° et 3°.

La subvention annuelle pour médecin coordinateur est égale à la subvention par prise en charge multipliée par l'occupation moyenne de référence (OMR). Elle est liquidée conformément aux dispositions prévues aux articles 28 et 29 du présent arrêté.

Section 3. — De la subvention journalière

Art. 31. A l'exception des services résidentiels de transition, les services résidentiels, les services d'accueil de jour et les services de placement familial bénéficient d'une subvention journalière accordée par journée de présence des bénéficiaires.

La subvention journalière est calculée sur base des montants journaliers repris à l'annexe V, multipliés par le nombre de journées de présence des bénéficiaires de chaque trimestre tel qu'il résulte du relevé trimestriel établi par le service et approuvé par l'Agence. Elle est liquidée chaque trimestre.

La subvention journalière perçue par le service de placement familial est rétrocédée aux familles d'accueil dans un délai de deux mois maximum.

CHAPITRE III. — *Du remboursement de divers frais réels*

Section 1^{re}. — Des prestations de santé en service résidentiel et placement familial

Art. 32. Le coût des spécialités pharmaceutiques nécessaires pour un traitement spécial prolongé peut être remboursé en sus du prix journalier forfaitaire moyennant autorisation de l'Agence, suivant le taux de base fixé par l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité, à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

Art. 33. Sauf en cas d'urgence, les examens spéciaux, les séjours dans un établissement de soins et les interventions chirurgicales et l'utilisation du matériel d'ostéosynthèse sont soumis à autorisation préalable de l'Agence. Ces frais sont remboursés par l'Agence à concurrence :

1° du prix journalier forfaitaire déterminé en application de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci et de la quote-part du prix de journée à charge du patient;

2° du prix figurant aux tarifs de base déterminé par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

Art. 34. § 1^{er}. L'Agence peut rembourser les prothèses orthopédiques et acoustiques et les chaises roulantes sur avis favorable de l'Inspection Médicale à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

Le coût des réparations peut être pris en charge par l'Agence sur production de la facture.

§ 2. Les prothèses dentaires, lunettes et autres prothèses de l'oeil peuvent être remboursées par l'Agence sur avis favorable de l'Inspection Médicale à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

Le coût des réparations peut également être pris en charge par l'Agence au prix établi par facture.

§ 3. Le coût des soins dentaires tant conservateurs que réparateurs peut être remboursé par l'Agence au prix qui sert de base de remboursement des prestations de santé donnant lieu à l'intervention de l'assurance maladie-invalidité à condition qu'il y ait intervention de l'organisme assureur et déduction faite de celle-ci.

Section 2. — Des frais de déplacement en services résidentiels, à l'exception des services résidentiels de transition

Art. 35. § 1^{er}. L'Agence rembourse les frais de déplacement des bénéficiaires et des personnes qui les accompagnent, s'ils ne peuvent se déplacer seuls, lorsqu'ils doivent être transférés dans une autre service ou recevoir des soins de santé en dehors du service.

Le remboursement s'effectue à concurrence des dépenses réelles, déduction faite des interventions des différents organismes d'assurance, et sur présentation d'une déclaration certifiée sincère et exacte, dûment datée et signée par le demandeur.

§ 2. En cas d'utilisation d'un véhicule automobile par la personne handicapée pour le déplacement visé au § 1^{er} et éventuellement la personne qui l'accompagne, l'Agence rembourse les frais de transport sur base d'une puissance fiscale de la voiture limitée à 11 CV et au taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Section 3. — Des frais de transport en services d'accueil de jour

Art. 36. Des indemnités pour le transport des bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour à l'exception des services d'aide à l'intégration sont accordées aux services selon les modalités ci-après :

1° pour autant que les services organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour adultes, pour se rendre de leur résidence au service et inversement sont pris en considération à concurrence de 126,82 francs maximum par jour de prise en charge de l'Agence;

2° les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires accueillis en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés sont pris en considération à concurrence des dépenses réellement effectuées;

3° les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires scolarisés accueillis en service d'accueil de jour pour jeunes, afin de se rendre de leur résidence au service et inversement sont pris en considération à concurrence de 202,92 francs maximum par jour de ramassage collectif organisé par le service, uniquement pour les journées passées dans le service durant les congés et les vacances scolaires.

4° les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires non scolarisés accueillis en service d'accueil de jour pour jeunes, afin de se rendre de leur résidence au service et inversement sont pris en considération à concurrence de 202,92 francs maximum par jour de ramassage collectif organisé par le service.

Dans tous les cas, l'octroi des indemnités pour frais de transport se fait sur production des pièces justificatives.

Le choix du mode de transport et les conditions dans lesquelles celui-ci s'effectue incombent au responsable du service, sans préjudice du respect des dispositions générales relatives au transport de personnes; la durée du transport journalier ne peut dépasser deux heures.

L'Agence fixe les modalités de la procédure à suivre pour réclamer ces indemnités.

Des avances mensuelles sont liquidées sur base de 80% des subventions octroyées l'avant dernier exercice.

Ces avances seront régularisées l'exercice suivant compte tenu des dépenses réelles admissibles justifiées par des pièces probantes introduites au cours du premier trimestre de cet exercice.

Art. 37. Une subvention annuelle pour frais de personnel peut être octroyée pour le transport des bénéficiaires de l'Agence accueillis en service d'accueil de jour sous réserve de la conclusion d'une convention relative à l'intervention du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand conclue sur base du décret du 11 juillet 1996.

La subvention est fixée à 874.946 francs toutes charges comprises par unité de personnel subsidiable. Le nombre d'unités de personnel subsidiables est égal à 0,0781 par bénéficiaire pris en charge et régulièrement transporté.

Section 4. — Des frais supplémentaires résultant de séjours de vacances en services résidentiels à l'exception des services résidentiels de transition.

Art. 38. Les services peuvent organiser en dehors de leurs propres installations et sous leur responsabilité, des séjours de vacances pour les bénéficiaires. Le programme de ces vacances est communiqué à l'Agence au plus tard un mois avant le début de celles-ci.

Art. 39. La subvention journalière accordée au service est majorée du montant des frais supplémentaires dûment prouvés, résultant de séjours de vacances jusqu'à un maximum de 341,35 francs par jour et par personne et de trente jours par an.

Les frais de transport qui peuvent être pris en considération à l'occasion de vacances sont limités à ceux résultant des déplacements effectués sur le territoire national.

CHAPITRE IV. — Des parts contributives des personnes handicapées

Art. 40. La personne handicapée contribue forfaitairement à sa prise en charge.

Cette part contributive est réclamée par le service qui l'accueille, sur base des articles 41 à 52.

Art. 41. § 1^{er}. S'il s'agit d'un bénéficiaire jeune accueilli et hébergé dans un service ou dans une famille d'accueil, la part contributive prévue à l'article 40 du présent arrêté est fixée à un montant équivalent aux 2/3 des allocations familiales perçues, sur base d'une attestation émanant des organismes débiteurs desdites allocations, et cela par journée de présence dans le service.

§ 2. S'il s'agit d'un orphelin ou de l'enfant d'un travailleur invalide, chômeur ou pensionné, sa part contributive est la même que s'il n'appartenait pas à l'une de ces catégories.

Art. 42. § 1^{er}. Le bénéficiaire adulte accueilli et hébergé dans un service résidentiel ou dans une famille d'accueil contribue, en fonction de ses revenus, au prix de journée de présence dans le service qui l'accueille.

La part contributive en service résidentiel est de 1.000 francs par journée de présence; une somme de 4.285 francs minimum par mois est laissée à la disposition de la personne handicapée non travailleur.

La part contributive en famille d'accueil est de 950 francs par journée de présence; une somme de 5.785 francs minimum par mois est laissée à la disposition de la personne handicapée non travailleur.

Au cas où la personne handicapée adulte exerce une activité professionnelle, elle conserve la libre disposition de la moitié de son salaire, sans que cette quotité puisse être inférieure à 5.713 francs par mois.

§ 2. La disposition du § 1^{er} du présent article est applicable au bénéficiaire jeune, accueilli et hébergé dans un service résidentiel pour adultes, ainsi qu'au bénéficiaire adulte maintenu, par la dérogation visée à l'article 2 5° et 6°, dans un service résidentiel pour jeunes.

Art. 43. Si l'ensemble des revenus de la personne handicapée, déduction faite de la quotité laissée à sa disposition, ne lui permet pas de payer le montant de la part contributive, la part contributive est alors réduite au prorata des revenus constatés. En ce qui concerne la personne handicapée mariée, il sera tenu compte des charges familiales.

Art. 44. La part contributive prévue par l'article 40 est fixée à 143 francs par jour de présence dans un service d'accueil de jour pour jeunes.

La part contributive est fixée à 93 francs par jour, par dérogation, si les parents prouvent que leurs revenus nets cumulés sont inférieurs à 31.420 francs par mois.

Lorsque deux enfants d'une même famille sont simultanément accueillis dans un service d'accueil de jour pour jeunes, la part contributive due pour chaque enfant est fixée à 93 francs.

La simultanéité de l'accueil, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même service, doit être vérifiée par l'Agence.

Pour autant qu'elle utilise le moyen de transport du service, la personne handicapée participe aux frais de transport à concurrence de 29 francs par jour.

Art. 45. La part contributive prévue à l'article 40 est fixée, en service d'accueil de jour pour adultes, à 207 francs par jour de présence pour les personnes handicapées âgées de moins de 21 ans et à 286 francs par jour de présence pour les personnes handicapées âgées de plus de 21 ans.

Pour autant qu'elle utilise le moyen de transport du service, la personne handicapée participe aux frais de transport à concurrence de 29 francs par jour.

Art. 46. Dans les services résidentiels de transition, la part contributive est fixée à 610 francs par mois.

Art. 47. En cas de cumul de prise en charge tel qu'autorisé par l'article 19, la part contributive due pour la prise en charge de jour est payée par le service résidentiel.

Art. 48. Lorsque la part contributive de la personne handicapée a été limitée en application de l'article 43 du présent arrêté, elle est augmentée, dans les limites de la part contributive maximale définie à l'article 42, à concurrence des sommes accordées pour couvrir la majoration des frais d'accueil et d'hébergement entraînée par le dommage imputable à un tiers reconnu responsable et donnant lieu à réparation en application des articles 1382 à 1386 du Code civil.

Art. 49. Les parts contributives sont déduites des subventions dues aux services sur base des relevés trimestriels établis par le service dont question à l'article 31, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 50. Les montants correspondant aux parts contributives déterminées en vertu des articles 41 à 52 à sont versés directement aux services intéressés.

Art. 51. § 1^{er}. A l'exception des dispositions prévues aux §§ 2 et 3 du présent article, aucun supplément à la part contributive ne peut être exigé par le service pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et de séjour des personnes handicapées.

§ 2. Peuvent être exigés en supplément de la part contributive et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

1° en services résidentiels :

- a) la partie du coût qui reste à charge du bénéficiaire dans les frais de prothèse;
- b) les frais de transport exposés par la personne handicapée pour se rendre du lieu du service vers sa résidence, son lieu de travail ou un établissement d'enseignement et inversement;
- c) les frais scolaires;
- d) les frais spécifiques liés à l'incontinence;
- e) les frais d'aides techniques telles que les voiturettes et autres dispositifs mécaniques ou électriques;
- f) la part des frais pharmaceutiques non couverts par une intervention prévue dans le présent arrêté et déduction faite des interventions de l'organisme assureur;

2° en services d'accueil de jour : les frais scolaires.

§ 3. Peuvent être acceptés en supplément de la part contributive les frais exposés en vue d'assurer à la personne handicapée, à sa demande ou à la demande de son représentant légal, un confort ou des possibilités d'épanouissement et de loisirs ne répondant pas à des besoins vitaux.

CHAPITRE V. — *Dispositions communes*

Art. 52. L'Agence procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées en vertu du présent arrêté sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère non justifiée.

La rectification ou la récupération débute le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elle a été notifiée et peut faire l'objet d'un plan d'apurement négocié.

Art. 53. Les montants repris aux articles 29, § 3, 30, 36, 37, 39, 42, 44, 45, 46 et à l'annexe V sont rattachés à l'indice pivot 119,53 à la date du 1^{er} mai 1996.

Les échelles de traitement reprises à l'annexe VIII sont rattachées à l'indice pivot 138,01 à la date du 1^{er} janvier 1990 sur la base de l'indice des prix en vigueur définis le 1^{er} janvier 1984.

Le Gouvernement décide des adaptations à appliquer au coefficient visé à l'article 24, § 1^{er}, 2° et aux montants de l'annexe IV en tenant compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Pour 1998, le coefficient d'adaptation visé à l'article 24, § 1^{er}, 2° est fixé à 101,5%.

Titre IV. — *Des normes et qualification du personnel*

Art. 54. Le personnel des services doit répondre aux normes de qualification prévues à l'annexe II.

Le service tient à disposition du service d'Inspection de l'Agence les copies certifiées conformes des diplômes des membres du personnel.

Les membres du personnel des services doivent fournir au service, lors de l'engagement, un certificat de bonnes vie et moeurs.

Art. 55. Les services doivent répondre aux normes en matière de personnel prévues aux annexes IX, X, et XI.

Titre V : De la politique d'admission, d'accueil, du suivi des plaintes, y compris des relations financières avec les personnes handicapées et de la gestion des biens et des fonds des personnes handicapées

CHAPITRE Ier. — *De la politique d'admission*

Art. 56. Les services visés à l'article 24, alinéa 2, 6°, 7°, 9° et 11° du décret ne peuvent admettre des personnes handicapées que pour autant qu'elles soient en possession soit :

1° de la décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 21 du décret qui conclut à la nécessité d'un accueil ou à un hébergement;

2° de la décision provisoire visée à l'article 15 de l'arrêté du 4 juillet 1996 portant exécution du décret;

3° de l'accusé de réception de la demande d'intervention introduite par la personne handicapée.

4° de la décision d'un organisme compétent d'une autre collectivité fédérée admise à produire ses effets dans la région de langue française en vertu d'un accord de coopération.

Art. 57. Les services communiquent, dans les trois jours, au bureau régional couvrant la zone géographique dont ils ressortent, les avis d'entrée et de sortie des bénéficiaires qu'ils accueillent ou hébergent.

Art. 58. Chaque service agréé pour la ou les déficiences suivantes :

1° paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida, de myopathie de neuropathie;

2° déficience intellectuelle profonde;

3° déficience intellectuelle sévère;

4° troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres avec handicap associé;

pourvoit au remplacement des départs naturels à partir du premier janvier 1998 en choisissant prioritairement les personnes handicapées à accueillir ou à héberger dans une liste des personnes handicapées atteintes des déficiences visées ci-avant, transmise dans un délai de cinq jours, à dater de la demande par le service, par le bureau régional couvrant la zone géographique dont il ressort.

Si le bureau régional ne transmet pas la liste dans le délai fixé, le service peut admettre le bénéficiaire de son choix pour autant qu'il soit satisfait aux dispositions prévues aux articles 56 et 62.

Art. 59. La liste visée à l'article 58 contient l'ensemble des demandes d'accueil ou d'hébergement introduites par des personnes handicapées auprès du bureau régional compétent,

introduites par des personnes handicapées avant le 1^{er} décembre 1996 auprès des services et ce sur base d'un document probant attestant de la date d'introduction de la demande et connues du bureau régional couvrant la zone géographique dont le service ressort à l'initiative des services, des personnes handicapées, d'autres bureaux régionaux ou dans le cadre d'accords de coopération visés à l'article 16 du décret.

Cette liste précise, le cas échéant, les coordonnées du service dans lequel la personne handicapée a émis le souhait d'être accueillie ou hébergée.

Elle indique pour chaque personne la date d'introduction de la demande.

Art. 60. Le service établit un ordre de priorité sur la base des éléments suivants :

1° la date d'introduction de la demande;

2° l'adéquation entre le projet médico-socio-pédagogique du service, son organisation, son infrastructure et les besoins de la personne handicapée, constatée ou mise en évidence en concertation avec le service et la personne handicapée;

3° l'urgence d'un accueil ou d'un hébergement en raison de l'état physique, psychique ou social de la personne handicapée.

L'Agence statue sur base des propositions des services et doit tenir compte du refus de la personne handicapée ou de son représentant légal et du refus motivé du service.

Le cas échéant, la décision porte également sur :

1° les modalités d'application de celle-ci lorsqu'elle est favorable au bénéficiaire qui n'a pas été accueilli par le service pendant la période d'instruction du recours;

2° le financement de la prise en charge du bénéficiaire éventuellement accueilli ou hébergé pendant la période d'instruction du recours malgré la décision de l'Agence.

Art. 61. Un recours contre les décisions visées à l'article 60 peut être introduit par les services auprès de l'Agence.

L'Agence instruit le dossier.

Le comité de gestion statue dans un délai de deux mois à dater de l'envoi du recours.

Art. 62. Un service ne peut en aucun cas admettre des personnes handicapées pour lesquelles la décision d'intervention ne correspond pas aux catégories de handicap prévues dans la décision d'agrément.

Les prises en charge de personnes handicapées dont la décision d'intervention de l'Agence ne conclurait pas à la nécessité d'un accueil ou d'un hébergement ne font l'objet d'aucune subvention pour le service.

En aucun cas, l'admission dans un service ne peut être conditionnée par une contrepartie en espèces ou en nature des candidats à l'admission, de leurs représentants légaux ou de leur famille.

CHAPITRE II. — *De l'accueil*

Art. 63. Une convention de séjour, d'accueil, de traitement ou d'accompagnement est conclue entre chaque bénéficiaire ou son représentant légal et le service.

Celle-ci est signée par les deux parties et remise à chacune d'entre elles.

Elle comprend au moins les dispositions suivantes :

1° l'identité des parties, le cas échéant, l'identité du bénéficiaire sera accompagnée de celle de son représentant légal;

2° la date d'admission ou de début des services, la durée du contrat, la fréquentation à temps partiel s'il échet et, le cas échéant, la durée de la période d'essai;

3° le montant de la part contributive due ainsi que le montant minimum qui doit être laissé à la disposition de la personne handicapée;

4° la personne physique ou morale qui répond du paiement et du mode de règlement et de paiement;

5° les suppléments réclamés en sus de la part contributive conformément aux dispositions prévues à l'article 51, § 2 et § 3;

6° les modalités de préavis et de résiliation de la convention;

7° le mode suivant lequel cette convention peut être adaptée ou modifiée.

Un exemplaire du règlement d'ordre intérieur est signé pour réception et pour accord par le bénéficiaire ou son représentant légal, ce règlement fait partie intégrante de la convention.

Art. 64. Le bénéficiaire ou son représentant légal a le droit d'être informé de façon complète, exacte et en temps utile sur toutes les questions touchant son accueil ou son hébergement et son projet individuel y compris l'information relative au dossier visé à l'article 12, § 3, tenu par le service sous réserve du secret professionnel et dans le respect de la loi sur la protection de la vie privée.

Art. 65. § 1^{er}. Sauf en cas de force majeure ou d'extrême urgence, il existe une obligation de concertation préalable entre le service et le bénéficiaire ou son représentant légal en ce qui concerne :

1° les mesures qui s'imposent en raison de l'évolution de la situation physique et mentale;

2° les modifications dans les conditions individuelles de logement et de vie;

L'initiative de la concertation doit être prise par la partie désirant introduire une modification.

§ 2. Toute plainte relative à la prise en charge dans un service doit être formulée par écrit, par le bénéficiaire, son représentant légal, un parent ou un allié.

Cette plainte est adressée à l'Agence qui en accuse immédiatement réception.

L'Agence en informe sans délai le pouvoir organisateur. L'Agence procède à l'instruction de la plainte dès réception de celle-ci et ce dans un délai maximum de six mois.

L'Agence informe le plaignant et le pouvoir organisateur de la suite réservée à la plainte.

Art. 66. Dans chaque service à l'exception des services de placement familial, il y a lieu de créer un conseil des usagers représentant ceux-ci et, au besoin, leurs représentants légaux.

Le conseil des usagers a pour mission de formuler toutes suggestions relatives à la qualité de vie et à l'organisation pratique de l'accueil ou de l'hébergement des usagers.

Les responsables du service lui transmettent toutes informations utiles à la participation des usagers au projet médico-socio-pédagogique.

Une concertation entre le conseil des usagers et le service est organisée pour :

1° les modifications au règlement d'ordre intérieur;

2° d'importantes modifications aux conditions générales de logement et de vie.

Art. 67. § 1^{er}. Les responsables du service veillent à la constitution du conseil des usagers. Ils doivent, en outre, assurer le fonctionnement régulier dudit conseil.

Un membre du personnel en assure l'animation et le secrétariat.

§ 2. Le conseil des usagers comporte au moins trois membres dont un président élu en son sein.

Les membres du conseil des usagers ne peuvent en aucun cas faire partie du pouvoir organisateur du service.

§ 3. Le conseil des usagers se réunit au moins une fois par trimestre ou à la demande des usagers, de leurs représentants légaux ou du service.

§ 4. Le service veille à ce que la liste des membres du conseil soit communiquée aux usagers et à leurs représentants légaux au moyen d'un tableau d'affichage mis à jour régulièrement. Il veille également à ce que des procès verbaux des réunions soient établis et soient consignés dans un registre prévu à cet effet.

CHAPITRE III. — *De la gestion des biens et fonds de la personne handicapée*

Art. 68. § 1^{er}. Chaque service résidentiel pour adultes auquel la personne handicapée ou son représentant légal confie éventuellement la gestion de fonds ou de biens, doit veiller à l'ouverture, pour chacune d'elles, d'un compte individuel auprès d'un organisme bancaire ou de crédit situé en Belgique. Le choix de l'organisme est soumis à l'accord de la personne handicapée ou de son représentant légal.

Une attestation signée par la personne handicapée ou son représentant légal indiquant que la personne handicapée ou son représentant légal a décidé de confier la gestion de fonds ou de biens au service doit être portée au dossier individuel visé à l'article 12, § 3.

Cette attestation précise les fonds et les biens visés.

§ 2. Toute opération effectuée, par l'intermédiaire du service résidentiel, pour la personne handicapée qui a confié la gestion de ses fonds ou biens à celui-ci, est portée à son compte individuel dans les huit jours de l'opération.

Ne sont pas visées par le présent chapitre les sommes attribuées aux personnes handicapées, à titre de subsides, lesquelles sommes sont inscrites dans la comptabilité du service et font l'objet d'un relevé qui est communiqué à l'Agence.

Art. 69. Chaque service résidentiel pour adultes tient, pour chaque personne handicapée, une fiche comptable individuelle dont le modèle est fixé par l'Agence.

Une attestation d'ouverture de compte auprès de l'organisme bancaire ou de crédit est jointe à cette fiche comptable. Toute opération relative à des sommes d'argent ou à des valeurs mobilières pour une personne handicapée, est portée sur la fiche comptable, dans les huit jours de l'opération.

A la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, un relevé de la comptabilité personnelle leur est fourni dans les huit jours.

Le décompte annuel est transmis automatiquement à la personne handicapée ou à son représentant légal au terme de l'année civile et au départ de la personne handicapée.

Art. 70. La fiche comptable individuelle mentionnée à l'article 69 ainsi que les documents relatifs aux comptes individuels ouverts par le service conformément à l'article 68, sont, à tout moment tenus à la disposition de l'Agence qui les contrôle une fois par an.

Le délégué de l'Agence appose, sur les fiches comptables contrôlées, son visa constatant l'exactitude du compte.

Art. 71. Chaque service est tenu de fournir au délégué de l'Agence tous les renseignements que celui-ci estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Art. 72. Le délégué de l'Agence avise, sans délai, l'Administrateur général des irrégularités qu'il constate.

Art. 73. Le délégué de l'Agence ne peut être membre du conseil d'administration d'un des services sur lequel il est chargé d'exercer le contrôle, ni parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclusivement d'un administrateur d'un membre du personnel de ces services ou d'une personne handicapée accueillie dans un de ces services.

Titre V. — Du respect des normes

Art. 74. Les services de l'inspection ont pour mission de vérifier le respect des normes d'agrément et d'assurer une fonction de conseil auprès des services agréés par l'Agence.

Ils s'assurent du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et vérifient les comptabilités.

Ils procèdent périodiquement à l'évaluation de la mise en oeuvre des projets médico-socio-pédagogiques avec chaque service. Pour ce faire, ils évaluent en collaboration avec les services et les équipes éducatives les méthodes de travail, la qualité des services, prestations et la mise en place des projets de vie des bénéficiaires. Ils vérifient l'existence et la mise à jour du dossier individuel visé à l'article 10, § 3. Ils assurent également une fonction de conseil auprès des services et des équipes éducatives.

Les remarques et conclusions des différentes inspections, positives ou négatives, sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise et/ou la délégation syndicale ainsi que le conseil des usagers.

Art. 75. § 1^{er}. Les services agréés par l'Agence, tiennent une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

La teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé correspondent à celle du schéma complet des comptes annuels avec bilan, comptes de résultats et annexes conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont transmis par voie de circulaire aux services.

§ 2. Les interventions financières sollicitées auprès des bénéficiaires ou de leurs représentants légaux doivent impérativement être comptabilisées au titre de récupérations de frais.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, ces interventions sont déduites du montant des charges correspondantes.

De même, les subventions versées aux services par des pouvoirs publics ou par des oeuvres que ces pouvoirs subventionnent, sont déduites des charges correspondantes imputées valablement dans l'exercice. Il n'est tenu compte desdites subventions que dans la mesure où elles sont allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de la subvention.

§ 3. Le bilan de départ de chaque service est soumis à l'Agence dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* de l'extrait de leur décision d'agrément.

§ 4. L'exercice comptable correspond à l'année civile. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard le 31 mai de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprises dont la mission sera de certifier et le cas échéant de redresser les comptes.

Ils doivent également être accompagnés des comptes annuels consolidés de l'entité juridique dont le service fait partie ou auquel il est lié par une direction unique au sens du chapitre III, section 1 point IV A § 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels.

§ 5. Dans le cas où des prestations sont effectuées par une association juridiquement distincte mais néanmoins liée au service par une direction unique au sens du chapitre III, section 1 point IV A § 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels, les prestataires actent leur présence au registre du personnel.

Titre VI. — Des conventions avec les services d'aide à l'intégration et les services de court séjour

Art. 76. § 1^{er}. Les services d'aide à l'intégration et de court séjour sont financés par convention.

La convention est conclue pour une durée déterminée de trois ans maximum.

Elle peut être renouvelée pour une durée égale ou inférieure après évaluation. Elle doit prévoir des conditions spécifiques d'infrastructure, d'encadrement et de fonctionnement.

§ 2. Durant l'année au cours de laquelle la transformation est réalisée, le montant de la convention correspond au reliquat de subvention obtenu par la réduction de capacité agréée du service dont les prises sont transformées conformément à l'article 25.

Dès l'année suivante, le montant de la convention correspond au reliquat de subvention obtenu par la réduction de capacité agréée calculée sur une base annuelle.

§ 3. Pour les services visés à l'article 84 2°, le montant de la convention est égal au montant de la convention 1997 indexée.

Art. 77. Une avance est octroyée dans les deux mois de la mise en oeuvre effective de la transformation, à concurrence des 2/3 du montant visé à l'article 76 § 2. Le solde est liquidé après vérification des comptes et des pièces justificatives et avis favorable de l'Agence.

Art. 78. Le service avec lequel la convention a été conclue est tenu :

1° d'établir une comptabilité conforme à celle décrite à l'article 76, § 1;

2° de se soumettre au contrôle de l'Agence selon les modalités prévues au titre VI;

3° de transmettre à l'Agence un rapport annuel d'activité.

Les services de l'inspection procèdent à l'évaluation du projet deux fois par année.

Art. 79. L'Agence est chargée :

1° de veiller à l'adéquation entre activités et projet de service;

2° de donner tout avis sur les réajustements et les réorientations éventuelles du projet visé par la convention;

3° d'évaluer le projet à la lumière du rapport de l'inspection pédagogique et du rapport annuel d'activité visé à l'article 78, 3°, d'autoriser la poursuite de l'action et d'approuver le paiement du solde sous réserve de la vérification des comptes et pièces justificatives.

Art. 80. Si l'évaluation du service s'avère négative, les moyens qui lui auraient été attribués l'année suivante peuvent être alloués au service initiateur du projet dans le cadre de son agrément avant transformation ou dans le cadre d'un projet de transformation visé à l'article 85, § 1^{er}, a), b), c), d), e).

Titre VII. — De la programmation

Section 1re. — Du nombre de prises en charges agréées et de services agréés.

Art. 81. Dans l'attente de la définition par le Gouvernement des critères relatifs à la programmation du nombre de services d'accueil de jour, de services résidentiels, de services de placement familial et de services de court séjour inclus ou non dans des structures existantes établis en se fondant notamment sur les propositions émises par les Commissions subrégionales visées à l'article 39 du décret, le nombre de services ne peut dépasser le nombre de services agréés au premier janvier 1998 en ce non compris les services d'aide à l'intégration pour jeunes de 8 à 18 ans et les services de court séjour.

Art. 82. Le nombre de services d'aide à l'intégration pour jeunes de 8 à 18 ans est fixé par le Comité de gestion de l'Agence en fonction des disponibilités budgétaires et après évaluation qualitative des projets en fonction des besoins; il ne peut dépasser 25 services d'aide à l'intégration dont 7 services pour jeunes atteints de déficience intellectuelle, 7 services pour jeunes atteints de troubles du comportement, 7 services pour jeunes atteints de polyhandicaps, 2 services pour jeunes atteints de déficience auditive et 2 services pour jeunes atteints de déficience visuelle.

Le nombre de services de court séjour est fixé à un par bureau régional.

Art. 83. La capacité agréée totale des services est fixée provisoirement, par bureau régional, à 3,1 pour mille habitants dont 1 pour mille doit être consacré à des prises en charge visant à répondre d'une part aux besoins d'adultes visés à l'article 21, 3, § 2^o et 3^o et d'autre part aux besoins de jeunes atteints de déficience intellectuelle sévère, profonde, de déficience intellectuelle profonde avec des troubles envahissants du développement, de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres, de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida, de myopathie et de neuropathie.

Toutefois, lorsque le nombre de prises en charge agréées dépasse le pourcentage fixé, le nombre peut être maintenu.

Art. 84. Le nombre de prises en charge agréées par type de service ne peut dépasser la capacité agréée au 1^{er} janvier 1998.

Toutefois, les nombres visés à l'alinéa premier et à l'article 81 peuvent être augmentés dans les limites des possibilités budgétaires et dans les conditions suivantes :

1^o l'augmentation de la capacité agréée ou la création d'un nouveau service fait suite à des transformations telles que prévues à la section 2;

2^o la création du nouveau service d'aide à l'intégration fait suite à un projet spécifique conventionné par l'Agence en 1996 et 1997;

3^o l'augmentation de la capacité agréée ou la création d'un nouveau service fait l'objet d'une promesse ferme et définitive de subvention à l'achat, la construction ou l'aménagement et que l'infrastructure satisfait aux normes d'agrément, pour autant qu'elles répondent aux besoins subrégionaux;

4^o l'augmentation de la capacité agréée et la création d'un nouveau service concernent des prises en charge de personnes polyhandicapées.

Section 2. — De la transformation des services

Art. 85. § 1^{er}. Le projet de transformation doit répondre aux conditions suivantes :

1^o permettre le maintien du volume global de l'emploi en équivalents temps plein;

2^o garantir le maintien des emplois existants dans les limites définies dans les normes d'agrément;

3^o assurer la neutralité budgétaire de la transformation;

4^o prévoir les modalités de formation du personnel;

5^o assurer le transfert :

a) de prises en charge pour jeunes en prises en charge pour adultes;

b) de prises en charge visant à répondre à des besoins de jeunes atteints de déficience intellectuelle légère, modérée, de troubles caractériels présentant un état névrotique ou prépsychotique, aveugles, amblyopes ou atteints de troubles de la vue ou sourds, demi-sourds ou atteints de troubles graves de l'ouïe ou de la parole vers des prises en charge visant à répondre aux besoins de jeunes atteints de déficience intellectuelle sévère, profonde, de déficience intellectuelle profonde et de troubles envahissants du développement, de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres, de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spinabifida, de myopathie, de neuropathie, d'une affection non contagieuse ne nécessitant plus de soins dans un service de pédiatrie;

c) de prise en charge pour adultes visée à l'article 21, § 3, 1^o, vers des prises en charge pour adultes visées à l'article 21, § 3, 2^o et 3^o;

d) de prise en charge pour jeunes et adultes vers des prises en charge en services résidentiels de transition;

e) de prise en charge pour adultes visés à l'article 21, § 3, 4^o en service résidentiel de nuit vers des prises en charge en service résidentiel de nuit et en service d'accueil de jour;

f) de prise en charge pour jeunes ou pour adultes en service de court séjour;

g) de prise en charge pour jeunes en services d'accueil de jour vers des prises en charge en services d'aide à l'intégration pour jeunes de 8 ans à 18 ans.

Art. 86. Sauf dérogation de l'Agence, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le coût des prises en charge transformées ne peut être supérieur au reliquat de la subvention obtenu par la réduction de capacité du service dont les prises en charge ont été transformées

Titre VIII. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 87. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés.

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1985 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995;

3° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 février 1985 organisant le contrôle des valeurs mobilières appartenant à des personnes handicapées bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

4° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 18 juillet 1994, 9 mars 1995, 23 mars 1995, 30 mai 1996, 20 juillet 1996, 20 février 1997 et 24 juillet 1997;

5° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 juin 1990 fixant les conditions de prorogation de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés en faveur de certains bénéficiaires dudit Fonds au moment où ils accèdent à la majorité civile.

Art. 88. A titre transitoire, le service qui emploie un ou des médecins appointés ou conventionnés et pour lesquels la subvention annuelle pour médecin serait inférieure au montant de la subvention 1997 continue à bénéficier du montant de la subvention jusqu'au départ ou mise à la retraite desdits médecins.

Art. 89. Les services disposent d'un délai d'un an pour se conformer aux dispositions prévues aux articles 66 et 67.

Art. 90. Les dispositions qu'il appartient aux autorités fédérales de modifier ou de substituer à celles visées au présent arrêté s'appliqueront avec les adaptations éventuellement nécessaires.

Art. 91. Le Ministre charge l'Administrateur Général de l'Agence de lui fournir annuellement, pour le 31 mars, une évaluation portant sur l'application du présent arrêté et, notamment, les demandes d'accueil et d'hébergement non satisfaites et sur les besoins à rencontrer prioritairement dans le secteur.

Art. 92. Jusqu'au 31 décembre 1999, le plan comptable, les comptes de résultats et le bilan peuvent continuer à être établis dans leur teneur, leur présentation et leur numérotation aux comptes et bilan normalisés faisant l'objet de l'annexe XII.

Art. 93. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 94. Le Ministre qui a l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 9 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ANNEXE I (visée à l'article 8)

PROJET MEDICO-SOCIO-PEDAGOGIQUE DES SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR ET RESIDENTIELS

I. PROJET INSTITUTIONNEL

1. HISTORIQUE/FINALITE

Histoire du projet

Valeurs qui fondent le travail

Références théoriques

Population cible

Finalités du service proposé et besoins à rencontrer...

2. POPULATION ACCUEILLIE

Nombre/sexe/âge

catégories de handicap/pathologies

scolarité (pour les mineurs), type et lieu

origine géographique

durée du séjour

parents (en vie, présents ou absents, profil d'âge, profil socio-culturel,...)

3. ADMISSIONS ET REORIENTATIONS

procédure et critères d'admission

procédure et critères de réorientation

4. MODE DE STRUCTURATION
- a) Inventaire et mode d'utilisation des ressources
- Infrastructure
- Lieu d'implantation, type d'environnement
- Structuration de l'espace (unités de vie, locaux réservés à l'hébergement, aux activités,...)
- Ressources extérieures
- Commerces, services
- Sportives
- Culturelles
- Collaborations avec d'autres services spécialisés ou non
- Personnel
- Volume d'emploi par fonction
- Définition des rôles
- Politique de recrutement : niveau de qualification, diversité des ressources (pluridisciplinarité), équilibre hommes/femmes,...
- Politique de formation (interne et externe) : comment est-elle organisée, quelle participation de l'institution dans les frais de formation, qui est sollicité
- Horaires : logique de structuration des horaires
- b) Mode de fonctionnement
- Organigramme fonctionnel et hiérarchique
- Structuration des activités :
- * quels projets d'activités, avec quelles finalités, pour qui...
- * structuration temporelle (durée, rythme, régularité,...)
- Détermination des indications thérapeutiques : selon quels critères et quelle logique, procédure et délais de révision
- Répartition des bénéficiaires dans les groupes : selon quels critères et quelle logique, procédure de révision de la répartition
- c) Procédures de coordination et de concertation
- entre travailleurs : différents types de réunions, rythme, objet, avec quels intervenants
- avec l'extérieur (partenaires) : quels partenaires, quels intervenants assurent les contacts
- avec les parents : quel mode de collaboration est prévu, avec quels objectifs, à quel rythme, quels intervenants assurent les contacts
- entre résidents : quel mode de concertation est prévu, à quel rythme, qui assure la gestion des réunions
5. MODE D'EVALUATION DE LA PERTINENCE DU PROJET INSTITUTIONNEL
- Qui, quand et avec quel mandat
- Quelle formalisation en est faite (rédaction du projet institutionnel) par qui
- II. MODES D'ELABORATION ET DE SUIVI DES PROJETS INDIVIDUELS
- * mode d'évaluation des compétences et des besoins de chaque personne handicapée compte tenu de son projet de vie
- * mode d'élaboration et de suivi des actions (partenaires, responsabilités, délais)
- * mode d'évaluation des résultats atteints et des stratégies choisies
- pour ces 3 phases de travail
- quelle place est réservée concrètement à la personne et à sa famille
- quels sont les intervenants impliqués prioritairement
- quels sont les outils utilisés

ANNEXE II (visée aux articles 13, 20, 29, 54 et à l'annexe III)

QUALIFICATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES

Nature de l'emploi	Qualifications requises
Educateur - classe III (18 ans)	<p>Les porteurs d'un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique). - Brevet, certificat ou attestation de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures. - Les puéricultrices, aides-familiales et sanitaires et gardes-malades qui possèdent un des titres suivants : <ul style="list-style-type: none"> * brevet de puéricultrice. * brevet d'aide ou d'auxiliaire familiale et sanitaire ou certificat de qualification d'assistante familiale et sanitaire. * certificat de garde-malade ou brevet d'hospitalier(e) ou brevet d'assistant(e) en soins hospitaliers.

Nature de l'emploi	Qualifications requises
Educateur - classe II B (20 ans)	<ul style="list-style-type: none"> - Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique). - Les éducateurs classe III, les puéricultrices, les gardes-malades et les aides-familiales et sanitaires ayant 10 ans d'ancienneté dans une des fonctions.
Educateur - classe II A (20 ans)	<p>Les porteurs d'un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diplôme délivré par une université ou par un établissement d'enseignement supérieur de type long si les cycles d'études comportent au moins quatre années. - Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale. - Brevet d'infirmier(e). - Brevet de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe exclusivement et effectivement d'enfants de 0 à 6 ans. - Les éducateurs ayant 10 ans d'ancienneté dans la classe II B.
Educateur - classe II (20 ans)	<p>Uniquement les éducateurs de la classe II déjà en service dans une institution agréée à la date du 1^{er} janvier 1976 porteurs d'un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diplôme ou certificat d'une école ou d'un cours technique secondaire supérieur à orientation pédagogique, psychologique ou sociale. - Brevet d'infirmier(e) ou de puéricultrice pour autant que celle-ci s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans. - Diplôme, certificat ou titre assimilé au moins du niveau de l'enseignement normal primaire ou, pour autant que leurs titulaires s'occupent d'enfants de 3 à 6 ans. - Diplôme de l'enseignement normal gardien.
Educateur - classe I (20 ans)	<p>Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale au moins du type court de plein exercice ou de promotion sociale.</p>
Chef éducateur (21 ans)	<p>Voir ci-dessus éducateur classe I.</p>
Educateur - chef de groupe (21 ans)	<ul style="list-style-type: none"> - Les chefs éducateurs ayant au moins une année de service dans cette fonction.
Sous-directeur classe II (24 ans)	<ul style="list-style-type: none"> - Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II A et au moins trois ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou service résidentiel pour handicapés. - Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II B et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou service résidentiel pour handicapés. - Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe III et au moins dix ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou service résidentiel pour handicapés. - Les rédacteurs comptant au moins cinq années de service dans un établissement pour enfants ou services résidentiels pour handicapés.
Sous-directeur classe I (24 ans)	<ul style="list-style-type: none"> - Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe I et au moins trois ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou service résidentiel pour handicapés. - Soit les qualifications requises pour les éducateurs de la classe II A et au moins cinq ans de fonctions éducatives dans un établissement pour enfants ou service résidentiel pour handicapés. - Les porteurs d'un diplôme universitaire. - Les économistes ayant au moins cinq ans de service dans un établissement pour enfants ou service résidentiel pour handicapés. - Les sous-directeurs de la classe II qui comptent au moins cinq ans de service.
Directeur classe II (24 ans) Etablissements de 6 à 20 lits ou places	<ul style="list-style-type: none"> - Les qualifications requises pour les sous- directeurs de classe II - Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale au moins du type court, de plein exercice ou de promotion sociale.

Nature de l'emploi	Qualifications requises
Directeur classe I (24 ans) Etablissements de 6 à 20 lits ou places	- Les qualifications requises pour les sous- directeurs classe I.
Directeur classe II (24 ans) Etablissements de 30 à 60 lits ou places	- Les qualifications requises pour les sous- directeurs classe II.
Directeur classe I (24 ans) Etablissements de 30 à 60 lits ou places	- Les qualifications requises pour les sous- directeurs classe I.
Directeur classe II (24 ans) Etablissements de plus de 60 lits ou places	- Les qualifications requises pour les sous- directeurs classe II.
Directeur classe I (24 ans) Etablissements de plus de 60 lits ou places	- Les qualifications requises pour les sous- directeurs classe I.
Commis (18 ans)	<p>Les porteurs d'un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique). - Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agrée après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.
Commis-sténodactylographe	- Les porteurs d'un titre requis pour la fonction de commis et un certificat ou diplôme attestant de la connaissance de la sténodactylographie.
Rédacteur (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.
Econome (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la formation de rédacteur.
Comptable 2e classe (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.
Comptable 1ère classe (20 ans)	<ul style="list-style-type: none"> - Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction. - Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.
Personnel ouvrier catégorie I (18 ans)	- Les manoeuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.
Personnel ouvrier catégorie II (18 ans)	- Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.
Personnel ouvrier catégorie III (18 ans)	- Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.
Personnel ouvrier catégorie IV (18 ans)	- Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.
Personnel ouvrier catégorie V (18 ans)	- Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.
Infirmier(ère) breveté(e) (21 ans)	- Les titulaires du brevet d'infirmier(ère).
Infirmier(ère) gradué(e) (23 ans)	- Les porteurs d'un diplôme d'infirmier(ère) gradué(e) visé(e) à l'article 1er de l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation des conditions de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier(ère) modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1960, 27 octobre 1961 et 24 décembre 1968.
Diététicien (ne) (23 ans)	- les porteurs du diplôme octroyant ce titre.
Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique (23 ans)-	les porteurs du diplôme octroyant ce titre.
Copiste (Braille) 2e classe (18 ans)	- Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.
Copiste (Braille) 1ère classe (20 ans)	- Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.
Médecin généraliste (27 ans)	- Les porteurs du diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchement.

Nature de l'emploi	Qualifications requises
Médecin spécialiste (27 ans)	- Les porteurs d'un titre de qualification requise pour l'exercice de la fonction de médecin généraliste ainsi qu'un titre de spécification requis suite à l'avis émis par la Commission d'Agréation des médecins spécialistes.
Licencié en psychologie, en psychopédagogie, en pédagogie en kinésithérapie et en logopédie (24 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.
Licencié à orientation économique, juridique, administrative ou informatique (24 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.
Assistant en psychologie (23 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.
Ergothérapeute, kinésithérapeute, logopède (23 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.
Rééducateur en psychomotricité (23 ans)	- Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.
Assistant, auxiliaire, ou conseiller social (23 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.
Infirmier(ère) gradué(e) social(e) (23 ans)	- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.
Bricoleur en appareillage A 3 (18 ans)	- Les porteurs du diplôme ou certificat de qualification de quatrième année de l'enseignement secondaire technique de qualification.
Technicien en électronique A1 ou A2	- Les porteurs d'un diplôme octroyant un de ces titres.
Puéricultrice, aide familiale et sanitaire ou garde-malade	- Les porteurs d'un brevet ou certificat octroyant un de ces titres.
Aide de laboratoire clinique A3	- Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

ANNEXE III (visée à l'article 20)

PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

I. Les charges sont réputées non admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants;

- elles doivent être relatives aux bénéficiaires visés à l'art. 2 du présent arrêté donnant lieu à une subvention de l'Agence - Au cas où le service accueille ou héberge des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence, les charges relevées dans la comptabilité du service sont réduites par l'application d'un coefficient. Celui-ci reprend au numérateur les journées de prises en charge et au dénominateur les journées d'accueil ou d'hébergement de la totalité des bénéficiaires du service. L'année d'attribution de la subvention est la période concernée pour le calcul de ces journées. Celles-ci sont calculées compte tenu du fait que pour les services agréés à la fois pour de l'accueil de jour et de l'hébergement, une journée en section d'accueil de jour est considérée comme équivalente à la moitié d'une journée en section d'hébergement. Les journées de prises en charge figurant au numérateur sont cependant augmentées des journées des bénéficiaires non-subventionnés par l'Agence à concurrence d'un maximum de 1,5 prises en charge pour les institutions dont l'OMR est < ou = à 60 et de 3 prises en charge pour les services dont l'OMR est > à 60 ainsi que des journées de présence des personnes handicapées pour lesquelles le Bureau régional n'a pas encore statué.

- elles doivent être relatives aux frais pour lesquels l'institution a été subventionnée en fonction du présent arrêté.

- elles doivent être relatives à des infrastructures agréées par l'Agence.

- elles doivent être comptabilisées dans le respect des principes de la loi du 17/07/75 et ses arrêtés d'exécution.

- elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées par une direction unique au sens du chapitre III, section 1 point IV A § 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées.

- elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées.

- elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 61 visés à l'annexe XII du présent arrêté :

- les charges relatives aux assurances-groupes;

- la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Le taux maximal étant celui prévu pour les véhicules de 7 CV;

- les valeurs d'investissements de plus de 20.000 F. imputées en charge sur un seul exercice;

- les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

- les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

- les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

- les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

- les charges de loyer entre ASBL sauf si elles correspondent à la valeur des amortissements de la partie non-subsidiée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné. Dans ce cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés à l'annexe XII du présent arrêté :

- les rémunérations ne correspondant pas aux échelles reprises à l'annexe VIII, et qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points II, III et IV de l'annexe VI;

- les charges patronales légales et les avantages complémentaires non repris dans la liste énumérée au point I de l'annexe VI;

- le paiement des prestations effectuées pour le compte de l'institution par des personnes ou des sociétés de services, ne satisfaisant pas aux exigences de qualification fixées à l'annexe II;

- les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 622 de l'annexe XII du présent arrêté;

- les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6260 et 6261 de l'annexe XII du présent arrêté;

- les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;

- les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale;

- les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur;

- la partie des rémunérations du personnel PRIME prise en charge par les ASBL.

2.3. dans les comptes 63 visés à l'annexe XII du présent arrêté :

- les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :

- 10 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300 de l'annexe XII du présent arrêté.

- 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301 de l'annexe XII du présent arrêté.

- 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 6302 de l'annexe XII du présent arrêté, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles visés au compte 63023 qui sont amortis à un taux de 10 %.

- 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 6303 de l'annexe XII du présent arrêté à l'exception du matériel éducatif et des équipements destinés à des fins administratives qui sont amortis à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33%.

- 10 % pour le mobilier visé au compte 6304 de l'annexe XII du présent arrêté.

- 20 % pour le matériel roulant visé au compte 6304 de l'annexe XII du présent arrêté.

- L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires visés au compte 6305 de l'annexe XII du présent arrêté.

- les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634 de l'annexe XII du présent arrêté.

- les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635 de l'annexe XII du présent arrêté.

- les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636 de l'annexe XII du présent arrêté.

- les autres provisions visées au compte 637 de l'annexe XII du présent arrêté.

2.4. dans les comptes 65 visés à l'annexe XII du présent arrêté :

- les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 6500X- « Charges financières d'emprunt pour investissements », 6501X- « Charges financières de leasings », 6560X- « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 6561X- « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6590X- « Charges financières comptes bancaires », 6591X- « Charges financières - placements »

- les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté de l'institution. L'institution doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'Agence ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit.

- les charges financières résultant des opérations de placement.

2.5. dans les comptes 66 visés à l'annexe XII du présent arrêté :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660 de l'annexe XII du présent arrêté;

- les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 661 et 669 de l'annexe XII du présent arrêté.

2.6. dans les comptes 69 visés à l'annexe XII du présent arrêté :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69 de l'annexe XII du présent arrêté.

2.7. Divers :

- les dons simultanément comptabilisés en charge et en produits;

- les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charge et en produits;

- les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'Administration collégalement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

- les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté.

Le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;

- les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

- les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur de l'institution ou de gestion de trésorerie. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges et produits aux différentes subventions visées au titre III Ch. II du présent arrêté.

4.1. Principes généraux.

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle visée au titre III, Chapitre II, Section première, les charges de fonctionnement général du service visées à l'article 20, 1° et de personnel et qui sont valablement imputées dans les comptes 610, 611, 612, 613, 616, 617, 618, 619, 62, 63, 64, 65, et 69 visés à l'annexe XII du présent arrêté;

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle pour médecins visée au titre III, Chapitre II, Section 2 du présent arrêté, les charges relatives aux médecins appointés ou rémunérés dans le cadre d'une convention écrite avec le service et qui sont valablement imputées dans les comptes 62 et 6177 visés à l'annexe XII du présent arrêté;

Sont considérées comme des charges relevant de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II, Section 3 du présent arrêté, les charges liées à la présence effective des pensionnaires et dont ils ont le bénéfice exclusif et qui sont valablement imputées dans les comptes 614, 615 et visés à l'annexe XII du présent arrêté.

4.2. Charges et produits relevant simultanément de différentes subventions.

« Les frais de déplacement de service » concernent les frais de véhicule n'appartenant pas à l'institution. Ils sont imputés au compte 6150 et doivent être ventilés sur base de justificatifs probants en deux sous-comptes reprenant tantôt les frais de déplacement de service relatif au fonctionnement général du service, tantôt les frais de déplacement réalisés avec des pensionnaires. Ces frais relèvent respectivement de la subvention annuelle et de la subvention journalière.

Les frais de déplacement imputés au compte 6151 « Service extérieur de ramassage collectif » relèvent de la subvention journalière visée au titre III, Chapitre II Section 3 du présent arrêté.

Les frais de véhicule appartenant à l'institution doivent être répartis dans des sous-comptes appropriés des comptes généraux, essentiellement par l'intermédiaire des comptes suivants 63041- « Amortissement véhicule », 6124- « Carburant véhicule », 6135X- « Assurances véhicules », 640X- « Taxes véhicule », 61115- « Entretien et réparations véhicule ». La répartition de ces charges entre la subvention journalière et la subvention annuelle est opérée à partir d'une clé de répartition distinguant les kilomètres parcourus respectivement avec ou sans pensionnaires. A défaut de la tenue d'un carnet de bord permettant d'établir cette distinction, l'affectation de ces charges au sein des deux subventions concernées se réalise de la manière suivante : 10% de ces charges relèvent de la subvention annuelle et 90% de la subvention journalière.

Les prestations de firmes privées relèvent des enveloppes suivantes :

- Pour les préparations de repas : 40% du montant hors TVA sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la TVA sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

- Pour le nettoyage de vêtements, draps, travaux d'entretien etc. : 65% du montant hors TVA sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif - Ils relèvent de la subvention annuelle. Le solde y compris la TVA sur l'entièreté du montant relève de la subvention journalière.

- Pour les prestations de secrétariat social, comptabilité, ou autres prestations administratives : 100% du montant TVAC sont assimilables à des frais de personnel non-éducatif.

- Pour les prestations relatives à la supervision d'équipes éducatives : 100% du montant TVAC sont assimilables à des frais de personnel éducatif.

Les récupérations de frais sont déduites des charges de nature correspondantes.

Le contrôle de l'utilisation des subventions de plusieurs services constituant une même entité administrative se réalise en totalisant d'une part les subventions octroyées par enveloppes et d'autre part les charges ventilées par sections dans la comptabilité.

ANNEXE IV (visée aux articles 21 et 53)

§ 1^{er} LISTE DES SUBSIDES PAR PRISE EN CHARGE

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec OM <= 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Déf.intel. légère	748.132	739.471	652.856	748.132	739.471	652.856
Déf.intel. modérée	870.878	860.474	756.434	975.143	964.719	860.474
Déf.intel.sév.et alité	996.457	983.103	849.566	1.152.862	1.139.540	1.006.318
Déf.int.sév.et non alité	1.009.877	996.523	862.986	1.166.282	1.152.960	1.019.738
Déf.int.prof.et alité	996.457	983.103	849.566	1.152.862	1.139.540	1.006.318
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	1.009.877	996.523	862.986	1.166.282	1.152.960	1.019.738
Troubles caract.	1.019.787	1.006.759	876.478	1.149.729	1.136.731	1.006.759
Av/Amb. - 12ans	1.019.787	1.006.759	876.478	1.149.729	1.136.731	1.006.759
Av/Amb. 12ans et +	824.200	815.538	728.924	911.152	902.460	815.538
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1.296.809	1.279.476	1.106.144	1.470.253	1.452.909	1.279.476
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	1.001.705	991.301	887.261	1.105.970	1.095.546	991.301

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 ans.	1.061.184	1.047.831	914.293	1.194.375	1.181.053	1.047.831
Troubles mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 ans et +.	954.200	943.536	836.895	1.061.072	1.050.387	943.536
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1.418.500	1.400.733	1.223.069	1.596.280	1.578.503	1.400.733
Affection chron. non-contagieuse	937.008	926.604	822.564	1.041.273	1.030.849	926.604

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 50	25 à 50	-25
A	1.039.201	1.028.869	925.544
B	1.075.170	1.064.558	958.442
C	1.317.743	1.303.831	1.164.710

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	460.943
B	469.952
C	483.494
D	631.688

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	320.007	320.007
Déficiência intellectuelle modérée	370.487	370.487
Déficiência intellectuelle sévère	370.487	370.487
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	517.272	517.272
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	464.913	464.913
Troubles caractériels.	480.254	534.906
Av/Amb. - 12ans	406.869	406.869
Av/Amb. 12ans et +	358.773	358.773
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	507.108	507.108
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	400.528	400.528
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 a.	511.843	511.843
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 a. et +.	477.948	477.948
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	696.400	696.400

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	390.492
Déficiência intellectuelle modérée	462.742
Déficiência intellectuelle sévère	462.742
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	673.270
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	598.179
Troubles caractériels.	698.428
Av/Amb. - 12ans	514.871
Av/Amb. 12ans et +	445.903
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	658.300
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	505.657
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 a.	665.136
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 a. et +.	616.517
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	929.149

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	482.495
B	487.883
C	704.641

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	231.913
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	398.256
--	---------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec OM > 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Déf.intel. lég.	706.728	698.067	611.452	706.728	698.067	611.452
Déf.intel. mod.	829.474	819.070	715.030	933.739	923.315	819.070
Déf.intel.sév.alité	955.053	941.699	808.162	1.111.458	1.098.136	964.914
Déf.int.sév.non al.	968.473	955.119	821.582	1.124.878	1.111.556	978.334
Déf.int.prof.alité	955.053	941.699	808.162	1.111.458	1.098.136	964.914
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	968.473	955.119	821.582	1.124.878	1.111.556	978.334
Troubles caract.	978.383	965.355	835.074	1.108.325	1.095.327	965.355
Av/Adbl. - 12ans	978.383	965.355	835.074	1.108.325	1.095.327	965.355
Av/Adbl. 12ans et +	782.796	774.134	687.520	869.748	861.056	774.134
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1.255.405	1.238.072	1.064.740	1.428.849	1.411.505	1.238.072
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	960.301	949.897	845.857	1.064.566	1.054.142	949.897
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 ans.	1.019.780	1.006.427	872.889	1.152.971	1.139.649	1.006.427
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 ans et +.	912.796	902.132	795.491	1.019.668	1.008.983	902.132
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1.377.096	1.359.329	1.181.665	1.554.876	1.537.099	1.359.329
Affection chron. non-contagieuse	895.604	885.200	781.160	999.869	989.445	885.200

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 50	25 à 50	-25
A	997.797	987.465	884.140
B	1.033.766	1.023.154	917.038
C	1.276.339	1.262.427	1.123.306

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	419.539
B	428.548
C	442.090
D	590.284

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficience intellectuelle légère	291.894	291.894
Déficience intellectuelle modérée	342.374	342.374
Déficience intellectuelle sévère	342.374	342.374
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	489.159	489.159
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	436.800	436.800
Troubles caractériels.	452.141	506.793
Av/Adbl. - 12ans	378.756	378.756
Av/Adbl. 12ans et +	330.660	330.660
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	478.995	478.995
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	372.415	372.415
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 a.	483.730	483.730
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 a. et +.	449.835	449.835
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	668.287	668.287

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficience intellectuelle légère	350.755
Déficience intellectuelle modérée	423.005
Déficience intellectuelle sévère	423.005
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	633.533
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	558.442
Troubles caractériels.	658.691
Av/Adbl. - 12ans	475.134
Av/Adbl. 12ans et +	406.166
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	618.563
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	465.920
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. - 8 a.	625.399
Tr. mot.,dysmélie, poliom., malf.du squ. 8 a. et +.	576.780
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	889.412

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	442.758
B	448.146
C	664.904

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	231.913
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	398.256
--	---------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec OM <= 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Déf.intel. lég.	725.082	716.874	634.789	725.082	716.874	634.789
Déf.intel. mod.	841.410	831.550	732.950	940.222	930.343	831.550
Déf.intel.sév.alité	960.422	947.766	821.212	1.108.648	1.096.022	969.767
Déf.int.sév.non al.	973.140	960.485	833.930	1.121.366	1.108.741	982.485
Déf.int.prof.alité	960.422	947.766	821.212	1.108.648	1.096.022	969.767
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant du dév.	973.140	960.485	833.930	1.121.366	1.108.741	982.485
Troubles caract.	982.531	970.185	846.717	1.105.679	1.093.361	970.185
Av/Amb. - 12ans	982.531	970.185	846.717	1.105.679	1.093.361	970.185
Av/Amb. 12ans et +	797.172	788.964	706.879	879.578	871.340	788.964
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1.245.067	1.228.641	1.064.373	1.409.442	1.393.005	1.228.641
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	965.395	955.535	856.936	1.064.208	1.054.329	955.535
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 ans.	1.021.764	1.009.109	882.555	1.147.990	1.135.364	1.009.109
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 ans et +.	920.374	910.268	809.204	1.021.658	1.011.531	910.268
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1.360.395	1.343.558	1.175.184	1.528.879	1.512.031	1.343.558
Affection chron. non-contagieuse	904.082	894.222	795.622	1.002.895	993.015	894.222

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 50	25 à 50	-25
A	1.000.931	991.138	893.217
B	1.035.018	1.024.962	924.394
C	1.264.907	1.251.723	1.119.877

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	452.911
B	461.449
C	474.283
D	614.727

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	312.700	312.700
Déficiência intellectuelle modérée	360.472	360.472
Déficiência intellectuelle sévère	360.472	360.472
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	499.382	499.382
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	449.831	449.831
Troubles caractériels.	464.350	516.069
Av/Amb. - 12ans	394.902	394.902
Av/Amb. 12ans et +	349.386	349.386
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	489.763	489.763
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	388.901	388.901
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	494.244	494.244
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	462.168	462.168
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	668.899	668.899

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	380.026
Déficiência intellectuelle modérée	448.400
Déficiência intellectuelle sévère	448.400
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	647.634
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	576.572
Troubles caractériels.	671.443
Av/Amb. - 12ans	497.733
Av/Amb. 12ans et +	432.465
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	633.467
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	489.014
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	639.936
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	593.925
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	889.785

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	467.094
B	472.193
C	677.322

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	222.050
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	378.081
--	---------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec OM > 60

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Déf.intel. lég.	683.678	675.470	593.385	683.678	675.470	593.385
Déf.intel. mod.	800.006	790.146	691.546	898.818	888.939	790.146
Déf.intel.sév.alité	919.018	906.362	779.808	1.067.244	1.054.618	928.363
Déf.int.sév.non al.	931.736	919.081	792.526	1.079.962	1.067.337	941.081
Déf.int.prof.alité	919.018	906.362	779.808	1.067.244	1.054.618	928.363
Déf.int.prof.non al.+ troubles envahissant. du dév.	931.736	919.081	792.526	1.079.962	1.067.337	941.081
Troubles caract.	941.127	928.781	805.313	1.064.275	1.051.957	928.781
Av/Amb. - 12ans	941.127	928.781	805.313	1.064.275	1.051.957	928.781
Av/Amb. 12ans et +	755.768	747.560	665.475	838.174	829.936	747.560
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	1.203.663	1.187.237	1.022.969	1.368.038	1.351.601	1.187.237
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	923.991	914.131	815.532	1.022.804	1.012.925	914.131
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 ans.	980.360	967.705	841.151	1.106.586	1.093.960	967.705
Troubles mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 ans et +.	878.970	868.864	767.800	980.254	970.127	868.864
Paralysie cérébrale, sclér. en plaque, spina-bif., myopathie, neurop.	1.318.991	1.302.154	1.133.780	1.487.475	1.470.627	1.302.154
Affection chron. non-contagieuse	862.678	852.818	754.218	961.491	951.611	852.818

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+ 50	25 à 50	-25
A	959.527	949.734	851.813
B	993.614	983.558	882.990
C	1.223.503	1.210.319	1.078.473

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

A	411.507
B	420.045
C	432.879
D	573.323

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Déficiência intellectuelle légère	284.587	284.587
Déficiência intellectuelle modérée	332.359	332.359
Déficiência intellectuelle sévère	332.359	332.359
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	471.269	471.269
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	421.718	421.718
Troubles caractériels.	436.237	487.956
Av/Amb. - 12ans	366.789	366.789
Av/Amb. 12ans et +	321.273	321.273
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	461.650	461.650
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	360.788	360.788
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	466.131	466.131
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	434.055	434.055
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	640.786	640.786

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Déficiência intellectuelle légère	340.289
Déficiência intellectuelle modérée	408.663
Déficiência intellectuelle sévère	408.663
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév.- 6 ans.	607.897
Déf.int.prof.+ troubles envahissant du dév. 6 ans et +.	536.835
Troubles caractériels.	631.706
Av/Amb. - 12ans	457.996
Av/Amb. 12ans et +	392.728
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de - 8 ans.	593.730
Sourds, troubles grav. de l'ouïe de 8 ans et +.	449.277
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. - 8 a.	600.199
Tr. mot.,dysmélie, poliomy., malf.du squ. 8 a. et +.	554.188
Paral. cérébr., sclér. en plaque, spina-bif., etc.	850.048

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	427.357
B	432.456
C	637.585

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	222.050
--	---------

SERVICES RESIDENTIELS DE TRANSITION

	378.081
--	---------

§ 2 LES SUBVENTIONS PAR PRISE EN CHARGE QUI FIGURENT AU § 1^{ER} DE LA PRÉSENTE ANNEXE ONT ÉTÉ CALCULÉS PAR ADDITION DES MONTANTS SUIVANTS :

- a) Pour les services autres que les services de placement familial et les services résidentiels de transition :
- Montant n°1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :
- 95273 F. en services résidentiels <= 60 prises en charge
 - 94773 F. en services résidentiels > 60 prises en charge
 - 46874 F. en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. <= 60 prises en charge
 - 44213 F. en service d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec O.M. > 60 prises en charge
 - 44213 F. en service d'accueil de jour pour jeunes avec une OM < = 60 prises en charges
 - 44713 F. en service d'accueil de jour pour jeunes avec une OM > 60 prises en charges
- Montant n°2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :
- 212071 F. en services résidentiels avec une O.M.R <= 60 prises en charge
 - 171167 F. en services résidentiels avec une O.M.R > 60 prises en charge
 - 148550 F. en service d'accueil de jour pour jeunes non-scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M.R <= 60 prises en charge
 - 111474 F. en service d'accueil de jour pour jeunes non-scolarisés et service d'accueil de jour pour adultes avec une O.M.R > 60 prises en charge
 - 139087 F. en service d'accueil de jour pour jeunes avec une O.M.R <= 60 prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe XIII par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

- 703425 F. pour le personnel administratif
- 800514 F. pour les comptables
- 629006 F. pour les ouvriers
- 975838 F. pour les assistants sociaux
- 931661 F. pour les directeurs dans les institutions dont l'O.M.R. est <= à 60
- 1216630 F. pour les directeurs dans les institutions dont l'O.M.R. est > à 60

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

- 58,15 % en services résidentiels
- 54,15 % en services d'accueil de jour

Montant n°3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif)

- Selon le type de prise en charge, les coefficients de subventionnement prévus au point a) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

- 1027312 F. pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial
- 824690 F. pour les éducateurs Cl 1, 2A et chefs éduc.
- 690715 F. pour les éducateurs Cl 2B, Cl 3, puéricultrices et assimilés
- 961519 F. pour les éducateurs chefs de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

- 1° Pour les institutions privées : 58,15 % en services résidentiels
- 54,15 % en services d'accueil de jour
- 2° Pour les institutions publiques : 49,88 % en services résidentiels
- 45,88 % en services d'accueil de jour

On applique ensuite le coefficient suivant, compte tenu des disponibilités budgétaires :

- 82 % en service résidentiel pour jeunes
- 82 % en service résidentiel de nuit pour adultes
- 82 % en services résidentiels pour adultes
- 70 % en services d'accueil de jour pour jeunes
- 100 % en services d'accueil de jour pour jeunes
- 85 % en services d'accueil de jour pour adultes

D'autre part la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de la « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point a) de l'annexe XIV est réajustée annuellement par l'Agence :

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institution constatée durant l'année de référence soit :

70,93 % EDUC.I / 29,07 % EDUC.II en Services résidentiels pour adultes
 64,92 % EDUC.I / 35,08 % EDUC.II en Services résidentiels de nuit pour adultes
 74,41 % EDUC.I / 25,59 % EDUC.II en Services résidentiels pour jeunes
 79,78 % EDUC.I / 20,22 % EDUC.II en Services d'accueil de jour pour jeunes
 82,25 % EDUC.I / 17,75 % EDUC.II en Services d'accueil de jour pour jeunes non-scolarisables
 74,71 % EDUC.I / 25,29 % EDUC.II en Services d'accueil de jour pour adultes

b) pour les services de placement familial :

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

48070 F.

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

les coefficients de subventionnement prévus au point b) de l'annexe XIV sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans :

975838 F. pour la fonction de Directeur

975838 F. pour la fonction d'Assistant Social et/ou éduc.(minimum cl.2A)

1027312 F. pour les Psychologues et/ou Paramédicaux

661229 F. pour la fonction de Commis

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

54,15 % pour les institutions privées

45,88 % pour les institutions publiques

c) pour les services résidentiel de transition

Montant n°1 : (représentant une moyenne des charges de personnel de fonctionnement).

12435 F.

Montant n°2 : (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif).

le coefficient de subventionnement prévu au point c) de l'annexe XIV est multiplié par le barème suivant compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de 10 ans : 975838 F. sur base de l'échelle 16.

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 26 du présent arrêté.

La somme du résultat obtenu est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

58,15 % pour les institutions privées

49,88 % pour les institutions publiques

ANNEXE V (visée à l'article 31)

MONTANTS DE LA SUBVENTION JOURNALIÈRE

SERVICES RESIDENTIELS

Jeunes

	De 0 à -de 3 ans	De 3 à - de 12 ans	12 ans et +
inférieur ou égal à 30 prises en charge	217	263	314
supérieur à 30 prises en charge	200	246	297

Adultes

inférieur ou égal à 30 prises en charge	340
supérieur à 30 prises en charge	323

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR

Jeunes

	0 à - 3 ans		3 à - 12 ans		12 ans et +	
	SCOL.	NON SCOL.	SCOL.	NON SCOL.	SCOL.	NON SCOL.
Inférieur ou égal à 30 prises en charge	145	147	153	160	167	178
Supérieur à 30 prises en charge	131	133	139	146	154	165

Adultes

inférieur ou égal à 30 prises en charge	178
supérieur à 30 prises en charge	165

SERVICES DE PLACEMENT FAMILIAL

	De 0 à - de 3 ans	De 3 à - de 12 ans	12 ans
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle sévère, profonde, ou de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida, de myopathie, de neuropathie. Prise en charge d'adultes visés à l'article 16 4 ^{ième} alinéa point C.	621	652	686
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle modérée, de troubles caractériels présentant un état névrotique ou prépsychotique, aveugles, amblyopes ou atteints de troubles graves de la vue, de troubles moteurs, de dysmélie, de poliomyélite, de malformation du squelette et des membres.			
Prise en charge d'adultes visés à l'article 16 4 ^{ième} alinéa point b.	587	618	652
Prise en charge de jeunes atteints de déficience intellectuelle légère, de sourds, demi-sourds ou atteints de troubles graves de l'ouïe ou de la parole, atteints d'une affection chronique non contagieuse ne nécessitant plus de soins dans un service de pédiatrie.			
Prise en charge d'adultes visés à l'article 16 4 ^{ième} alinéa point a.	553	584	618

ANNEXE VI (visée à l'annexe III)

FRAIS DE PERSONNEL ADMISSIBLES

I. Avantages complémentaires.

Les avantages complémentaires comprennent exclusivement :

1° Une allocation annuelle spéciale d'un montant maximum de 23.434 francs, payable par tranches mensuelles de 1.953 francs maximum, accordée à tous les membres du personnel à l'exception des médecins.

Les membres du personnel qui effectuent des prestations à temps partiel bénéficient de cette allocation proportionnellement aux prestations effectives.

2° Un supplément de traitement de 50 % sur base du traitement horaire subventionné, accordé dans les services résidentiels et services de placement familial, à concurrence de 11 heures maximum par dimanche, pour les prestations effectuées le dimanche par les membres du personnel repris ci-dessous :

a) personnel éducatif :

- chef de groupe;
- chef éducateur;
- éducateur classe I;
- éducateur classe 2;
- éducateur classe 2A;
- éducateur classe 2B;
- éducateur classe 3.

b) personnel d'entretien :

- ouvrier 1ère catégorie;
- ouvrier 2ème catégorie;
- ouvrier 3ème catégorie;
- ouvrier 4ème catégorie;
- ouvrier 5ème catégorie;

- c) fonctions particulières
- assistant(e) social(e);
 - infirmier(ère) gradué(e),
 - infirmier(ère) breveté(e);
 - puéricultrice;
 - garde-malade;
 - aide familiale et sanitaire.

La durée maximum des prestations prise en considération par dimanche est limitée à 16 heures en tenant compte du régime dominical en vigueur, fixé en fonction du nombre de personnes handicapées présentes le jour en question.

3° Une indemnité pour prestations irrégulières durant la nuit accordée aux infirmiers(ères) gradué(e)s et breveté(e)s dans les services résidentiels et les services de placement familial à l'exception des services résidentiels de transition.

Le montant de cette indemnité est fixé à 20 % du salaire horaire, mais le total ne peut dépasser 10 % du salaire de l'intéressé.

4° Une indemnité forfaitaire journalière spéciale de 500 francs, payée aux membres du personnel qui accompagnent les bénéficiaires, afin de couvrir leurs charges complémentaires réelles durant les séjours de vacances organisés par les services résidentiels et les services de placement familial à l'exception des services résidentiels de transition, et qui donnent droit au remboursement limité des frais exposés.

A l'exception du premier et du dernier jour des vacances, cette indemnité ne pourra être octroyée que pour chaque période de présence de 24 heures par jour dans le centre de vacances.

L'octroi de cette indemnité forfaitaire journalière est limité à trente jours maximum par accompagnateur.

5° Une allocation de fin d'année calculée selon les dispositions en vigueur pour les agents de la Région wallonne.

II. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel éducatif, des directeurs et assistants sociaux, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

Les institutions agréées ou conventionnées par l'Agence, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH,

Les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM,

Les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse,

L'ONE,

Les Centres Agréés,

Les institutions agréées et conventionnées par la Direction Générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère Fédéral des Affaires Sociales, de la Santé Publique et de l'Environnement,

Les institutions agréées et conventionnées par la Direction Générale de l'Action sociale et de la Santé du Ministère de la Région Wallonne.

Les Ecoles d'Enseignement Spécial,

Les institutions ayant obtenu une convention avec l'INAMI,

sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un an maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les 10 jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel non-éducatif, hormis les directeurs et assistants sociaux, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'Agence peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

- pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe VII.

- pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe VII .

Ces services ne sont pris en considération qu'à partir de la date à laquelle un membre du personnel atteint l'âge fixé à l'annexe VII et à condition qu'il ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1^{er} janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

III. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1^{er}. Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe ;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur base des critères fixés au point II de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point II de la présente annexe.

IV. Ne sont pas admissibles :

1° Les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension.

2° La partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

ANNEXE VII (visée aux annexes III et VI)

ECHELLES DE TRAITEMENT

	Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)	Age Min
NON ED.	Directeur	Dir Cl 1 15-29	17	24
		Dir Cl 1 30-60	19	24
		Dir Cl 1 60+	21	24
		Dir Cl 2 15-29	15	24
		Dir Cl 2 30-60	17	24
		Dir Cl 2 60+	19	24
		Dir 6-14	15	24
		Sous-Dir Cl 1	19	24
		Sous-Dir Cl 2	17	24
	Personnel administratif	Licencié à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	21	24
		Gradué ou régent à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	16	23
		Rédacteur	9	20
		Econome	15	20
		Commis	4	18
		Commis Sténo Dact.	5	18
		Comptable Cl 1	15	23
		Comptable Cl 2	12	20
		Assistant soc.	16	23
		Ouvrier	Ouv Cat 1	1	18
	Ouv Cat 2		2	18
	Ouv Cat 3		3	18
Ouv Cat 4	7		18	
Ouv Cat 5	10		18	
EDUC	Psy / Para	Licencié en Psy/Péda/Kine	21	24
		Gradué en Kiné/Logo/Ergo/Diététique et Assist. en Psy.	16	23
		Rééducateur en Psychomotricité porteur des qualifications requises pour être Educateur classe 1 ou d'un titre jugé équivalent par le Ministère de l'Education.	16	23
	Pers. Spécial	Inf Brev	14	21
		Inf Grad	16	23
		Techn Bricol app	5	18
		Techn Elec A1	16	23
		Techn Elec A2	9	20
		Aide Labo Clin	5	18
		Copiste A3	5	18
		Copiste A2	9	20
		Orthoptiste	16	23
		Gradué en informatique	16	23
		Licencié en informatique	21	24

	Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)	Age Min
MED	Educ. Cat. I	Chef Educ	17	21
		Educ Cl 1	15	20
		Educ Cl 2	24	20
		Educ Cl 2A	13	20
	Educ. Cat. II	Educ Cl 2B	11	20
		Educ Cl 3	6	18
		Aide Fam. & San.	8	18
		Puéricultrice	8	18
		Garde Mal	8	18
	Chef de groupe	Chef de Groupe	18	21
	Médecin	Médecin Gén.	22	27
		Médecin Spéc.	23	27

ANNEXE VIII (visée à l'article 53 et à l'annexe III)

BAREMES (Index 100 = 01/01/1990 et revalorisations jusqu'au 31/01/1996 incluses)

Numéros d'échelle (cf. annexe VII)

Anc. péc	1	2	3	4	5
0	495.957	495.957	500.183	512.565	512.565
1	500.537	500.537	506.759	518.244	518.244
2	505.117	505.117	513.335	523.923	523.923
3	509.696	509.696	519.911	529.602	529.602
4	509.696	509.696	519.911	529.602	529.602
5	512.054	512.054	524.557	537.493	537.493
6	512.054	512.054	524.557	537.493	537.493
7	514.412	514.412	529.203	545.385	545.385
8	514.412	514.412	529.203	545.385	545.385
9	516.770	516.770	535.456	553.277	553.277
10	516.770	516.770	535.456	553.277	553.277
11	519.128	519.128	541.710	561.168	561.168
12	519.128	519.128	541.710	561.168	561.168
13	521.486	521.486	547.963	569.060	569.060
14	521.486	521.486	547.963	569.060	569.060
15	523.844	527.103	554.216	579.875	579.875
16	523.844	527.103	554.216	579.875	579.875
17	526.201	533.356	560.470	590.689	590.689
18	526.201	533.356	560.470	590.689	590.689
19	528.559	539.610	566.723	601.504	601.504
20	528.559	539.610	566.723	601.504	601.504
21	530.917	545.863	572.977	612.319	612.319
22	530.917	545.863	572.977	612.319	612.319
23	533.275	552.116	579.230	623.134	623.134
24	533.275	552.116	579.230	623.134	623.134
25	538.338	558.370	585.483	633.949	633.949
26	538.338	558.370	585.483	633.949	633.949

Anc. péc	1	2	3	4	5
27	543.401	564.623	591.737	650.949	650.949
28	543.401	564.623	591.737	650.949	650.949
29	543.401	564.623	591.737	667.949	667.949
30	543.401	564.623	591.737	667.949	667.949
31	543.401	564.623	591.737	667.949	667.949

Numéros d'échelle

Anc. péc	6	7	8	9	10
0	512.565	516.202	512.565	521.459	532.470
1	518.244	522.778	518.244	532.309	539.046
2	523.923	529.354	523.923	543.158	545.622
3	529.602	535.930	529.602	554.007	552.199
4	529.602	535.930	529.602	554.007	552.199
5	537.493	542.184	537.493	564.465	558.452
6	537.493	542.184	537.493	564.465	558.452
7	545.385	548.437	545.385	574.922	564.705
8	545.385	548.437	545.385	574.922	564.705
9	555.590	554.690	600.226	600.229	570.959
10	555.590	554.690	605.649	600.229	570.959
11	567.185	560.944	611.073	625.536	577.212
12	567.185	560.944	618.303	625.536	577.212
13	578.780	567.197	625.534	650.843	583.466
14	578.780	567.197	632.765	650.843	583.466
15	593.211	573.451	639.996	676.150	589.719
16	593.211	573.451	647.227	676.150	589.719
17	607.641	579.704	654.458	701.457	595.972
18	607.641	579.704	661.689	701.457	595.972
19	622.071	586.810	668.920	726.764	603.078
20	622.071	586.810	676.150	726.764	603.078
21	636.501	593.916	683.381	752.071	610.185
22	636.501	593.916	690.612	752.071	610.185
23	650.932	601.022	697.843	777.379	617.291
24	650.932	601.022	705.074	777.379	617.291
25	665.362	608.128	712.305	802.686	624.397
26	665.362	608.128	719.536	802.686	624.397
27	679.792	615.234	726.766	827.993	631.503
28	679.792	615.234	733.997	827.993	631.503
29	694.222	615.234	741.228	853.300	631.503
30	694.222	615.234	741.228	853.300	631.503
31	694.222	615.234	741.228	853.300	631.503

Numéros d'échelle

Anc. péc	11	12	13	14	15
0	527.917	539.534	549.609	582.145	600.221
1	538.765	550.384	558.648	592.994	611.071
2	549.613	561.233	567.686	603.844	621.920
3	560.462	572.082	576.725	614.693	632.769
4	560.462	572.082	576.725	614.693	632.769
5	571.310	582.540	587.573	625.542	643.619
6	571.310	582.540	587.573	625.542	643.619
7	585.770	592.998	598.422	640.002	658.078
8	585.770	592.998	598.422	640.002	658.078
9	600.229	618.305	609.270	733.378	686.999
10	600.229	618.305	609.270	733.378	686.999
11	614.689	643.612	620.118	755.071	715.919
12	614.689	643.612	620.118	755.071	715.919
13	629.149	668.918	634.578	776.763	741.226
14	629.149	668.918	634.578	776.763	741.226
15	643.608	694.225	649.038	798.456	766.533
16	643.608	694.225	649.038	798.456	766.533
17	658.068	719.532	663.497	820.148	791.840
18	658.068	719.532	663.497	820.148	791.840
19	672.528	744.839	677.957	841.841	817.147
20	672.528	744.839	677.957	841.841	817.147
21	686.988	770.147	692.417	863.534	842.454
22	686.988	770.147	692.417	863.534	842.454
23	701.447	795.454	706.876	885.226	867.761
24	701.447	795.454	706.876	885.226	867.761
25	715.907	820.761	721.336	906.919	893.068
26	715.907	820.761	721.336	906.919	893.068
27	730.367	846.068	735.867	928.611	918.375
28	730.367	846.068	735.867	928.611	918.375
29	744.826	871.375	761.103	950.304	943.682
30	744.826	871.375	761.103	950.304	943.682
31	744.826	871.375	761.103	950.304	943.682

Numéros d'échelle

Anc. péc	16	17	18	19	20
0	630.347	686.988	717.715	746.638	OPJ
1	642.998	697.837	728.564	757.487	
2	655.649	708.686	739.413	768.337	
3	668.300	719.536	750.263	779.186	
4	668.300	719.536	750.263	779.186	
5	689.993	730.385	761.112	790.035	
6	689.993	730.385	761.112	790.035	
7	711.686	744.845	775.572	804.495	
8	711.686	744.845	775.572	804.495	
9	816.528	773.765	804.492	833.415	
10	816.528	773.765	804.492	833.415	
11	838.220	802.685	833.412	862.336	

Anc. péc	16	17	18	19	20
12	838.220	802.685	833.412	862.336	
13	859.913	827.992	858.719	887.643	
14	859.913	827.992	858.719	887.643	
15	881.606	853.299	884.026	912.950	
16	881.606	853.299	884.026	912.950	
17	903.298	878.606	909.333	938.257	
18	978.012	878.606	909.333	938.257	
19	999.705	903.913	934.640	963.564	
20	999.705	903.913	934.640	963.564	
21	1.021.398	929.220	959.947	988.871	
22	1.021.398	929.220	959.947	988.871	
23	1.043.090	954.527	985.254	1.014.178	
24	1.043.090	954.527	985.254	1.014.178	
25	1.064.783	979.834	1.010.561	1.039.485	
26	1.064.783	979.834	1.010.561	1.039.485	
27	1.086.475	1.005.141	1.035.868	1.064.792	
28	1.086.475	1.005.141	1.035.868	1.064.792	
29	1.086.475	1.030.448	1.061.175	1.090.099	
30	1.086.475	1.030.448	1.061.175	1.090.099	
31	1.086.475	1.030.448	1.086.482	1.115.406	

Numéros d'échelle

Anc. péc	21	22	23	24
0	835.210	1.034.050	1.377.494	549.609
1	860.517	1.059.357	1.377.494	560.458
2	885.824	1.084.664	1.431.724	571.306
3	911.131	1.109.971	1.431.724	582.154
4	911.131	1.109.971	1.485.955	582.154
5	949.996	1.154.257	1.485.955	593.003
6	949.996	1.154.257	1.540.185	593.003
7	988.862	1.198.543	1.540.185	607.462
8	988.862	1.198.543	1.594.416	607.462
9	1.027.727	1.242.830	1.594.416	621.922
10	1.027.727	1.242.830	1.648.646	621.922
11	1.066.592	1.287.116	1.648.646	636.382
12	1.066.592	1.287.116	1.702.877	636.382
13	1.105.458	1.331.403	1.702.877	650.841
14	1.105.458	1.331.403	1.757.107	650.841
15	1.144.323	1.375.689	1.757.107	665.301
16	1.144.323	1.375.689	1.811.338	665.301
17	1.183.189	1.419.976	1.811.338	679.761
18	1.183.189	1.419.976	1.865.568	679.761
19	1.222.054	1.464.262	1.865.568	694.220
20	1.222.054	1.464.262	1.919.798	694.220
21	1.260.919	1.508.549	1.919.798	700.548

Anc. péc	21	22	23	24
22	1.260.919	1.508.549	1.974.029	700.548
23	1.299.785	1.552.835	1.974.029	706.875
24	1.299.785	1.552.835	1.974.029	706.875
25	1.299.785	1.552.835	1.974.029	721.335
26	1.299.785	1.552.835	1.974.029	721.335
27	1.299.785	1.552.835	1.974.029	735.795
28	1.299.785	1.552.835	1.974.029	735.795
29	1.299.785	1.552.835	1.974.029	761.102
30	1.299.785	1.552.835	1.974.029	761.102
31	1.299.785	1.552.835	1.974.029	761.102

ANNEXE IX (visée à l'article 55)

Quotas minimum de personnel non éducatif à respecter en fonction de l'OMR

OMR > à	Services résidentiels	Services d'accueil de jour pour jeunes	Services d'accueil de jour pour adultes
1	0,1425	0,0950	0,0950
2	0,2850	0,1900	0,1900
3	0,4275	0,2850	0,3325
4	0,5700	0,3800	0,4275
5	0,7125	0,4750	0,5225
6	0,8550	0,5700	0,6650
7	0,9500	0,7125	0,7600
8	1,1400	0,8075	0,8550
9	1,2825	0,9025	0,9500
10	1,4250	0,9500	1,0450
15	2,3750	1,6625	1,5200
20	3,0875	2,1375	1,9950
25	3,8000	2,1375	1,9950
30	4,5125	2,8500	3,3250
35	5,2250	2,8500	3,3250
40	6,1750	3,5625	3,3250
45	7,1250	4,5125	4,2750
50	8,0750	4,7500	4,5125
60	8,5500	5,7000	5,9375
65	8,5500	6,1750	5,9375
70	9,9750	6,1750	5,9375
75	9,9750	7,1250	6,8875
80	11,4000	7,1250	6,8875
	+0,95 par tranche de 10 (OMR) en +	+ 0,95 par tranche de 15 (OMR) en +	+ 0,95 par tranche de 25 (OMR) en +

On entend par « personnel non-éducatif », l'ensemble du personnel de direction, administratif, social et ouvrier occupé, dont la qualification correspond aux exigences de la fonction reprises à l'annexe III, quel que soit son statut même si ses prestations sont effectuées par l'intermédiaire d'une société de services.

ANNEXE X (visée à l'article 55)

a) Quotas minimum de personnel éducatif à respecter par bénéficiaire en fonction de l'OMR.
SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Ment. Légers	0,3208	0,3142	0,2483	0,3208	0,3142	0,2483
Ment. Modérés.	0,4060	0,3981	0,3190	0,4852	0,4773	0,3981
Ment. Sévères alités	0,5004	0,4903	0,3888	0,6152	0,6051	0,5038
Ment. sév. Non-alit.	0,5088	0,4986	0,3972	0,6236	0,6135	0,5122
Ment. prof. Alités	0,5004	0,4903	0,3888	0,6152	0,6051	0,5038
Ment. prof. Non-alités + troubles dév	0,5088	0,4986	0,3972	0,6236	0,6135	0,5122
Caractériels	0,5122	0,5023	0,4033	0,6110	0,6011	0,5023
Av./Ambl. -12 ans	0,5122	0,5023	0,4033	0,6110	0,6011	0,5023
Av./Ambl. 12 ans &+	0,3659	0,3594	0,2935	0,4320	0,4254	0,3594
Sourds -8 ans	0,7053	0,6921	0,5604	0,8371	0,8239	0,6921
Sourds 8 ans & +	0,4825	0,4746	0,3955	0,5617	0,5538	0,4746
Mot.A - 8 ans	0,5383	0,5281	0,4266	0,6395	0,6294	0,5281
Mot.A 8 ans & +	0,4566	0,4485	0,3675	0,5378	0,5297	0,4485
Mot.B	0,7796	0,7661	0,6311	0,9147	0,9012	0,7661
Affect.chron.non-cont.	0,4442	0,4363	0,3572	0,5235	0,5155	0,4363

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	+50	25à50	-25
A	0,5431	0,5352	0,4562
B	0,5702	0,5620	0,4809
C	0,7269	0,7162	0,6099

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

	+50	25à50	-25
A	0,1186	0,1186	0,1186
B	0,1256	0,1256	0,1256
C	0,1361	0,1361	0,1361
D	0,2505	0,2505	0,2505

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	S	NS
Ment. Légers	0,0961	0,0961
Ment. Modérés.	0,1305	0,1305
Ment. Sévères	0,1305	0,1305
Ment. prof.& troubl. dév.-6ans	0,2432	0,2432
Ment. prof.& troubl. dév. +6ans	0,2032	0,2032
Caractériels	0,2105	0,2527
Av./Ambl. -12 ans	0,1570	0,1570
Av./Ambl. 12 ans &+	0,1204	0,1204
Sourds -8 ans	0,2239	0,2239
Sourds 8 ans & +	0,1486	0,1486

	S	NS
Mot.A - 8 ans	0,2287	0,2287
Mot.A 8 ans & +	0,2026	0,2026
Mot.B	0,3501	0,3501

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

Ment. Légers	0,1373
Ment. Modérés.	0,1865
Ment. Sévères	0,1865
Ment. prof.& troubl. dév.-6ans	0,3474
Ment. prof.& troubl. dév. +6ans	0,2902
Caractériels	0,3610
Av./Ambl. -12 ans	0,2243
Av./Ambl. 12 ans & +	0,1720
Sourds -8 ans	0,3199
Sourds 8 ans & +	0,2122
Mot.A - 8 ans	0,3267
Mot.A 8 ans & +	0,2894
Mot.B	0,5001

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

A	0,2077
B	0,2119
C	0,3463

On entend par « personnel éducatif », l'ensemble des psychologues, paramédicaux, personnel spécial, éducateurs des catégories I et II et éducateurs chefs de groupe tels qu'ils sont repris à l'annexe VII, dont la qualification correspond aux exigences de la fonction reprises à l'annexe II, quel que soit leur statut même si leurs prestations sont effectuées par l'intermédiaire d'une société de services.

b) Quotas de personnel à respecter en fonction de l'OMR, dans les services de placement familial :

0,1205

c) Quotas minimum de personnel à respecter en fonction de l'OMR, dans les services résidentiels de transition :

0,2375

ANNEXE XI (visée à l'article 55)

Normes qualitatives minimales à respecter en fonction de l'OMR, par les services à l'exception des Services résidentiels de nuit pour adultes, des Services résidentiels de transition, des Services de placement familial, des Services résidentiels jusque 15 prises en charge et des Services d'accueil de jour jusque 15 prises en charge.

SERVICES RESIDENTIELS

Directeur : 0,5

Assistant social : 0,25

Administratif : 0,25

Ouvrier : 1 par tranche accomplie de 15 pensionnaires

Psychologue : 0,25

Paramédical : 0,5

Educateur : 3 par tranche accomplie de 15 pensionnaires

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR

Directeur : 0,5

Assistant social : 0,25

Administratif : 0,25

Ouvrier : 0,5 par tranche accomplie de 15 pensionnaires

Psychologue : 0,25

Paramédical : 0,5

Educateur : 1,5 par tranche accomplie de 15 pensionnaires

ANNEXE XII (visée à l'article 91 et à l'annexe III)

Plan comptable minimum normalisé des services pour personnes handicapées

Classe I : Fonds propres, provisions pour risques et charges à plus d'un an

10	Dotations, apports et dons en capital
12	Plus-values de réévaluation
13	Réserves
14	Résultats reportés
15	Subsides d'investissement
150	Montants obtenus
1500	Pouvoirs publics
15000	Etat
15001	Communautés
15002	Régions
15003	Provinces
1502	Villes, Communes
1503	Loterie Nationale
1504	Autres
159	Amortissement des subsides d'investissement
1590	Pouvoirs publics
15900	Etat
15901	Communautés
15902	Régions
15903	Provinces
1592	Villes, Communes
1593	Loterie Nationale
1594	Autres
16	Provisions pour risques et charges
161	Provisions pour gros travaux d'entretien
162	Provisions pécunes de vacances et de sortie
164	Autres provisions
17	Dettes à plus d'un an
172	Dettes de location - financement et assimilées
173	Etablissements de crédit
174	Autres emprunts
175	Dettes relatives aux achats de biens et services
176	Avances récupérables et trop perçus récupérables par pouvoirs subsidants
1760	Dettes certaines
1763	Dettes estimées
178	Cautionnements reçus en numéraire
179	Autres dettes

Classe II : Frais d'établissement, actifs immobilisés et créances à plus d'un an

20	Frais d'établissement
200	Frais de constitution, préexploitation, premier établissement
2000	Frais portés à l'actif
2009	Amortissements actés
204	Frais de restructuration
2040	Frais portés à l'actif
2049	Amortissements actés
21	Immobilisations incorporelles
210	Frais portés à l'actif
219	Amortissements actés
22	Terrains et constructions
220	Terrains
2200	Frais portés à l'actif
221	Constructions
2210	Frais portés à l'actif
2219	Amortissements actés
222	Terrains bâtis
2220	Frais portés à l'actif
2229	Amortissements actés
223	Autres droits réels sur des immeubles (Ex dr. d'usufruit)
2230	Frais portés à l'actif
2239	Amortissements actés

- 224 Grosses réparations et gros entretiens
 - 2240 Frais portés à l'actif
 - 2249 Amortissements actés
- 225 Transformation des immeubles
 - 2250 Frais portés à l'actif
 - 2259 Amortissements actés
- 23 Installations, machines et outillages
 - 230 Installations de sécurité
 - 2300 Frais portés à l'actif
 - 2309 Amortissements actés
 - 231 Installations de cuisine
 - 2310 Frais portés à l'actif
 - 2319 Amortissements actés
 - 232 Installations de buanderie
 - 2320 Frais portés à l'actif
 - 2329 Amortissements actés
 - 233 Matériel éducatif
 - 2330 Frais portés à l'actif
 - 2339 Amortissements actés
 - 234 Equipement médical et paramédical
 - 2340 Frais portés à l'actif
 - 2349 Amortissements actés
 - 235 Equipement de bureau
 - 2350 Frais portés à l'actif
 - 2359 Amortissements actés
 - 236 Equipement informatique
 - 2360 Frais portés à l'actif
 - 2369 Amortissements actés
 - 237 Matériel et outillage d'entretien
 - 2370 Frais portés à l'actif
 - 2379 Amortissements actés
 - 239 Divers
 - 2390 Frais portés à l'actif
 - 2399 Amortissements actés
- 24 Mobilier et matériel roulant
 - 240 Mobilier
 - 2400 Frais portés à l'actif
 - 2409 Amortissements actés
 - 241 Matériel roulant
 - 2410 Frais portés à l'actif
 - 2419 Amortissements actés
- 25 Immobilisations détenues en location-financement et droits similaires
 - 250 Terrains et constructions
 - 2500 Terrains
 - 25000 Valeurs d'acquisition
 - 2501 Constructions
 - 25010 Valeurs d'acquisition
 - 25019 Amortissements actés
 - 2502 Terrains bâtis
 - 25020 Valeurs d'acquisition
 - 25029 Amortissements actés
 - 251 Installations, machines et outillages
 - 2510 Installations de sécurité
 - 25100 Frais portés à l'actif
 - 25109 Amortissements actés
 - 2511 Installations de cuisine
 - 25110 Frais portés à l'actif
 - 25119 Amortissements actés
 - 2512 Installations de buanderie
 - 25120 Frais portés à l'actif
 - 25129 Amortissements actés
 - 2513 Matériel éducatif
 - 25130 Frais portés à l'actif
 - 25139 Amortissements actés

	2514	Equipelement médical et paramédical
		25140 Frais portés à l'actif
		25149 Amortissements actés
	2515	Equipelement de bureau
		25150 Frais portés à l'actif
		25159 Amortissements actés
	2516	Equipelement informatique
		25160 Frais portés à l'actif
		25169 Amortissements actés
	2517	Matériel et outillage d'entretien
		25170 Frais portés à l'actif
		25179 Amortissements actés
	2519	Divers
		25190 Frais portés à l'actif
		25199 Amortissements actés
	2520	Mobilier
		25200 Frais portés à l'actif
		25209 Amortissements actés
	2521	Matériel roulant
		25210 Frais portés à l'actif
		25219 Amortissements actés
26		Immeubles et équipement de réserve
	260	Frais portés à l'actif
	269	Amortissement actés
27		Constructions en cours et acomptes versés
	270	Constructions en cours
	271	Acomptes versés
28		Immobilisations financières
	288	Cautionnements versés en numéraire
29		Créances à plus d'un an
	290	Créances pour prestations
		2900 Créances certaines
		2903 Créances estimées
		2906 Acomptes versés
		2907 Créances douteuses
	291	Autres créances

Classe III : Stocks

30		Produits personnalisables
	300	Alimentation
	301	Textile et habillement
	302	Médicaments
		3021 Médicaments courants
		3022 Spécialités pharmaceutiques
	303	Matériel éducatif
	304	Accessoires de toilette et de soins
	305	Matériel jetable et disposable
	307	Autres biens
31		Produits non personnalisables
	310	Produits et matière d'entretien
	311	Combustible
	312	Fournitures de bureau
	317	Autres biens

Classe IV : Créances et dettes à un an au plus

40		Créances de fonctionnement
	400	Créances de fonctionnement générales
		4000 Créances sur Pouvoirs subsidiants
		40000 AGENCE (ex Fonds 81)
		40001 OPJ
		40002 AGENCE (ex FCIPPH)
		40003 INAMI
		40004 Enseignement
		40005 Pouvoir subsidiant étranger
		40009 Autres

	4001	Créances sur pouvoirs locaux et CPAS
	4002	Créances sur organismes assureurs
	4003	Créances sur parents, tuteurs
	4004	Créances sur allocations familiales
	4005	Créances sur travailleurs
	4006	Créances sur familles d'accueil
	4007	Créances sur handicapés
	4009	Autres créances de fonctionnement
403		Créances estimées sur pouvoirs subsidants
	4030	AGENCE(ex F81)
	4031	OPJ
	4032	AGENCE (ex FCIPPH)
	4033	INAMI
	4034	Enseignement
	4035	Pouvoir subsidant étranger
	4039	Autres créances estimées
404		Autres créances sans titres dressés
	4041	Créances sur pouvoirs locaux et CPAS
	4042	Créances sur organismes assureurs
	4043	Créances sur parents, tuteurs
	4044	Créances sur allocations familiales
	4045	Créances sur travailleurs
	4046	Créances sur familles d'accueil
	4047	Créances sur handicapés
	4049	Autres créances sans titres dressés
	406	Acomptes versés
	407	Créances douteuses
	409	Réductions de valeurs actées (-)
41		Autres créances
	411	T.V.A. à récupérer
	412	Impôts et précompte à récupérer
	415	Créances sur services auxiliaires (Ecole ou atelier protégé au sein de la même asbl)
	416	Créances diverses
	417	Créances douteuses
	418	Cautionnements versés en numéraire
	419	Réduction de valeurs actées (-)
42		Dettes à plus d'un an échéant dans l'année
	422	Dettes de location - financement et assimilées
	423	Etablissements de crédit
	424	Autres emprunts
	425	Dettes relatives aux achats de biens et services
	426	Avances récupérables et trop perçus récupérables par les Pouvoirs subsidants
	428	Cautionnements reçus en numéraire
	429	Autres dettes
43		Dettes financières
	430 - 434	Etablissements de crédit
	435 - 439	Autres emprunts
44		Dettes courantes
	440	Fournisseurs de produits
	441	Prestataires de services
	443	Dettes estimées sur pouvoirs subsidants
	4430	AGENCE (ex F81)
	4431	OPJ
	4432	AGENCE (ex FCIPPH)
	4433	INAMI
	4434	Enseignement
	4435	Pouvoir subsidant étranger
	4439	Autres
444		Autres dettes sans titres dressés
	4441	Créances sur pouvoirs locaux et CPAS
	4442	Créances sur organismes assureurs
	4443	Créances sur parents, tuteurs
	4444	Créances sur allocations familiales
	4445	Créances sur travailleurs

	4446	Créances sur familles d'accueil
	4447	Créances sur handicapés
	4449	Autres créances de fonctionnement
	445	Autres dettes sans titres dressés
45		Dettes fiscales, salariales et sociales
	451	T.V.A. à payer
	452	Impôts et taxes à payer
	453	Précomptes retenus
	454	Office National de la Sécurité Sociale
	455	Rémunérations
	456	Provisions pour pécules de vacances
	459	Autres dettes sociales
48		Autres dettes
	484	Dettes envers les services auxiliaires
	489	Autres
49		Comptes de régularisation
	490	Charges à reporter
	491	Produits acquis
	492	Charges à imputer
	493	Produits à reporter
	499	Comptes d'attente

Classe V : Placement de trésorerie et valeurs disponibles

52		Titres à revenu fixes
53		Dépôts à terme
54		Valeurs échues à l'encaissement
55		Etablissements de crédit
	550 - 559	Comptes ouverts auprès des divers établissements à subventionner en
		.... 0 comptes courants
		.....1 chèques émis et virements
		.....9 réductions de valeurs actées (-)
56		Office des Chèques Postaux
	560	Compte courant
	561	Chèques émis et virement
57		Caisses
	570 - 577	Caisses espèces
	578	Timbres
58		Transferts internes

Classe VI : Charges

61		Charges d'objet social
	610	Loyers, charges locatives et redevances emphytéotiques
	611	Entretien et réparations
		6110 Nettoyage, produits et matériel d'entretien
		6111 Réparations, gros entretien
		6119 Variation des stocks
		61190 Produits et matériels d'entretien
	612	Energie
		6120 Mazout
		6121 Electricité
		6122 Gaz
		6123 Eau
		6129 Variations des stocks
		61290 Combustibles
	613	Charges administratives
		6130 Fournitures
		6131 Téléphone, frais postaux
		6132 Abonnements, cotisations, documentation
		6133 Publicité
		6134 Honoraires non médicaux
		6135 Assurances diverses
		6139 Variation des stocks
		61390 Fournitures de bureau

- 614 Charges personnalisables
 - 6140 Alimentation
 - 6141 Textile et habillement
 - 6142 Biens de consommation pharmaceutiques
 - 61420 Remèdes et médicaments courants
 - 61421 Spécialités pharmaceutiques
 - 6143 Activités éducatives
 - 61430 Loisirs
 - 61431 Activités de vacances
 - 61432 Activités informatives
 - 61433 Activités informatiques
 - 61434 Activités thérapeutiques
 - 61435 Activités d'expression
 - 61437 Autres activités
 - 6144 Accessoires de toilette et de soins
 - 6145 Matériel jetable etposable
 - 6146 Buanderie
 - 6147 Autres charges personnalisables
 - 6149 Variation des stocks
 - 61490 Alimentation
 - 61491 Textile et habillement
 - 61492 Biens de consommation pharmaceutique
 - 61493 Matériel éducatif
 - 61494 Accessoires de toilette et soins
 - 61495 Matériel jetable etposable
- 615 Frais de déplacement
 - 6150 Frais de déplacement de service
 - 6151 Service extérieur de ramassage collectif
- 616 Frais de représentation
- 617 Autres service extérieurs
 - 6170 Direction et administration
 - 6171 Educateur - Chef de groupe
 - 6172 Ouvrier
 - 6173 Social
 - 6174 Educateur cat. I
 - 6175 Educateur cat. II
 - 6176 Paramédical, psychologue et spécial
 - 6177 Médical
 - 6178 Chauffeur S.I. ou C.J.
 - 6179 Divers
- 618 Formation du personnel et supervision d'équipes
- 619 Autres services et biens
- 62 Rémunérations et charges sociales
 - 620 Rémunérations
 - 6200 Brut annuel
 - 6201 Allocation annuelle spéciale
 - 6202 Suppléments pour prestations dominicales
 - 6203 Heures supplémentaires
 - 6204 Primes de fin d'année
 - 6205 Indemnités de rupture
 - 6206 Indemnités pour les prestations irrégulières de nuit
 - 6209 Divers
 - 621 Cotisations patronales légales d'assurance sociales
 - 622 Primes patronales pour assurances extra-légales
 - 623 Autres frais de personnel
 - 6230 Assurance - loi
 - 6231 Médecine du travail
 - 6232 Intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux
 - 6233 Vêtements de travail
 - 6234 Rémunérations garanties non soumises à l'O.N.S.S.
 - 6235 Indemnité journalière de vacances
 - 6236 Pécules de vacances et de sortie (payés durant l'exercice)
 - 6239 Divers
 - 624 Pensions de retraite et de survie

625	Interventions de l'employeur dans les frais de personnel mis à disposition par les pouvoirs publics
6250	T.C.T.
6251	C.S.T.
6252	C.M.T./contractuel subventionné
6253	F.B.I.E.
6254	Autres
626	Pécules de vacances et de sortie
6260	Dotation à la provision
6261	Utilisation de la provision

N.B.(1) : Les comptes 6200 à 6209, 621, 622, 6230 à 6239, 628 doivent être subdivisés, selon les nécessités, comme suit :

- 0 Direction et administration
- 1 Educateur - Chef de groupe
- 2 Ouvrier
- 3 Social
- 4 Educateur cat. I
- 5 Educateur cat. II
- 6 Paramédical, psychologue et spécial
- 7 Médical
- 8 Chauffeur S.I. ou C.J.
- 9 Divers

(2) Le cas échéant le compte 621 peut encore être ventilé dans chaque sous-compte en "personnel déclaré comme manuel" et "personnel déclaré comme intellectuel"

63	Amortissements réductions de valeur et provisions pour risques et charges
630	Amortissements et réductions de valeur
6300	Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement
6301	Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles
6302	Amortissements et réductions de valeur sur constructions et terrains bâtis
	63020 Constructions
	63021 Terrains bâtis
	63022 Autres droits réels sur immeubles
	63023 Grosses réparations et gros entretiens
	63024 Transformation des immeubles
6303	Amortissements et réductions de valeur sur machines et outillages
	63031 Installations de cuisine
	63032 Installations de buanderie
	63033 Matériel éducatif
	63034 Equipement médical et paramédical
	63035 Equipement de bureau
	63036 Equipement informatique
	63037 Matériel et outillage d'entretien
	63039 Divers
6304	Amortissements et réductions de valeur sur mobilier et matériel roulant
	63040 Mobilier
	63041 Matériel roulant
6305	Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations détenues en location-financement et droits similaires
	63050 Constructions et terrains bâtis
	630500 Constructions
	630501 Terrains bâtis
	63051 Installations, machines et outillages
	630510 Installations de sécurité
	630511 Installations de cuisine
	630512 Installations de buanderie
	630513 Equipement éducatif
	630514 Equipement médical et paramédical
	630515 Equipement de bureau
	630516 Equipement informatique
	630517 Matériel et outillage d'entretien
	630519 Divers
	63052 Mobilier et matériel roulant
	630521 Mobilier
	630522 Matériel roulant
631	Réductions de valeur sur stocks
6310	Dotation
6311	Rotation (-)

633	Réductions de valeur sur créances à plus d'un an
6330	Dotation
6331	Rotation (-)
634	Réductions de valeur sur créances à un an au plus
6340	Dotation
6341	Rotation (-)
635	Provisions pour pensions légales et extra-légales et obligations similaires
6350	Dotation
6351	Utilisation et reprises (-)
636	Provisions pour grosses réparations et gros entretiens
6360	Dotation
6361	Utilisation et reprises (-)
637	Provisions pour autres charges
6370	Dotation
6371	Utilisation et reprises (-)
64	Autres charges d'exploitation
641	Impôts et taxes
642	Moins values sur la réalisation des créances
648	Charges diverses
649	Charges de fonctionnement portées à l'actif au titre de charges de restructuration
65	Charges financières
650	Charges des emprunts d'investissement
654	Intérêts sur crédit à court terme
659	Charges financières diverses
66	Charges exceptionnelles
660	Charges exceptionnelles
661	A restituer aux pouvoirs subsidants (exercice en cours)
669	A restituer aux pouvoirs subsidants (exercice années antérieures)
69	Affectations et prélèvements
690	Perte reportée de l'exercice précédent
691	Dotation à la réserve
693	Bénéfice à reporter
695	Administrateur ou gérant

Classe VII : Produits

70	Produits de fonctionnement
700	En provenance des pouvoirs subsidants
7000	AGENCE (ex F81)
70001	Subvention forfaitaire annuelle
70002	Prises en charge supplémentaires et/ou complémentaires
70003	Parts contributives (-)
70004	Frais spéciaux
70005	Frais de ramassage collectif
7001	OPJ
7002	AGENCE (ex FCIPPH)
7003	INAMI
7004	Enseignement
7005	Pouvoir subsidant étranger
7009	Autres
701	En provenance des pouvoirs locaux et CPAS
702	En provenance d'organismes assureurs
703	En provenance de parents, tuteurs
704	Allocations familiales
705	En provenance de travailleurs
707	En provenance des handicapés
709	Produits de fonctionnement d'une autre provenance
72	Production immobilisée
73	Dons et sponsorship
730	Dons
731	Sponsorisation
74	Autres produits de fonctionnement
743	Récupération de frais, dommages-intérêts, assurances
7430	Congé Education
7431	Accident du travail
7439	Autres
749	Produits de fonctionnement divers

75	Produits financiers
750	Produits des immobilisations financières
751	Produits des actifs circulants
752	Plus values sur réalisations d'actifs circulants
753	Subsides en capital et intérêts
759	Produits financiers divers
76	Produits exceptionnels
760	Produits exceptionnels
761	A recevoir des pouvoirs subsidants (exercice en cours)
769	A recevoir des pouvoirs subsidants (exercices années antérieures)
79	Affectations et prélèvements
790	Bénéfice reporté de l'exercice antérieur
791	Prélèvement sur le capital
792	Prélèvement sur les réserves
793	Perte à reporter
794	Intervention de tiers en vue de l'apurement des pertes

Note : Doivent être ventilés par section, les comptes portant les numéros 600 à 624 inclus, 629, 630, 66, 700 à 709 inclus, 79

La ventilation a trait aux sections citées ci-après, auxquelles sont attribuées les codes suivants :

00	Semi-internat réservé à non-scolarisés
01	Internat
02	Semi-internat
03	Home pour travailleurs
04	Home de court séjour
05	Placement familial
06	Centre de jour
07	Centre d'observation
08	Home pour non travailleurs
09	Home de nursing
10	Ramassage collectif semi-internat
11	Ramassage collectif centre de jour
12	Autres sections non agréées par l'Agence.

II. BILAN ANNUEL

NOM DE L'INSTITUTION : ANNEE :

ACTIF		PASSIF	
2. Frais d'établissement, actifs immobilisés et créances à plus d'un an		1. Fonds propres, provisions pour risques et charges et dettes à plus d'un an	
20 frais d'établissement .....	.....	10 dotations, apports et dons en capital .....	.....
21 immobilisations incorporelles .....	.....	12 plus values de réévaluation.....	.....
22 terrains et constructions.....	.....	13 réserves.....	.....
23 installations, machines et outillages.....	.....	14 résultats reportés .....	.....
24 mobilier et matériel roulant.....	.....	15 subsides d'investissement.....	.....
25 location-financement.....	.....	16 provisions.....	.....
26 immeubles et équipement de réserve.....	.....	17 dettes à plus d'un an.....	.....
27 constructions en cours et acomptes versés...	.....	
28 immobilisation financières .....	.....	
29 créances à plus d'un an.....	.....	
3. Stocks			
30 produits personnalisables .....	.....	4. Dettes à un an au plus	
31 produits non personnalisables .....	.....	42 dettes à plus d'un an échéant dans l'année .	.....
4. Créances à un an au plus		43 dettes financières .....	.....
40 créances de fonctionnement .....	.....	44 dettes courantes .....	.....
41 autres créances .....	.....	45 dettes fiscales, salariales et sociales .....	.....
5. Placements de trésorerie et valeurs disponibles		453 précomptes retenus.....	.....
51 à 53 placements .....	.....	454 O.N.S.S.....	.....
54 valeurs échues.....	.....	455 rémunérations .....	.....
55 banques .....	.....	451 + 452 + 456 + 459 autres dettes fiscales, salariales et sociales.....	.....
56 C.C.P .....	.....	48 autres dettes .....	.....
57 caisses .....	.....	49 régularisation et attente.....	.....
58 transferts .....	.....	
TOTAL ACTIF	.....	TOTAL PASSIF	.....

III. COMPTES DE RESULTATS

	Codes	Exercice (en francs)	Exercice précédent (en francs)
I. Produits.....	70/74	.....	.....
A. Produits de fonctionnement.....	70	.....	.....
1. Pouvoirs subsidants.....	700	.....	.....
AGENCE(ex F81).....	7000	.....	.....
O.P.J.....	7001	.....	.....
A.W.I.P.H.(ex FCIPPH).....	7002	.....	.....
I.N.A.M.I.....	7003	.....	.....
Enseignement.....	7004	.....	.....
Pouvoir subsidant étranger.....	7005	.....	.....
2. Pouvoirs locaux et C.P.A.S.....	701	.....	.....
3. Organismes assureurs.....	702	.....	.....
4. Parents, tuteurs.....	703	.....	.....
5. Allocations familiales.....	704	.....	.....
6. Travailleurs.....	705	.....	.....
7. Handicapés.....	707	.....	.....
8. Autres provenance.....	708	.....	.....
B. Productions immobilisée.....	72	.....	.....
C. Dons et sponsorship.....	73	.....	.....
D. Autres produits.....	74	.....	.....
1. Récupération de frais.....	743	.....	.....
Congé - éducation.....	7430	.....	.....
Accident de travail.....	7431	.....	.....
Autres.....	7430	.....	.....
2. Divers.....	749	.....	.....
Charges.....	61/64	.....	.....
A. Charges d'objet social.....	61	.....	.....
1. Loyers, charges locatives et redevance emphytéotiques.....	610	.....	.....
2. Entretien et réparations.....	611	.....	.....
Nettoyage, produits et matériels d'entretien.....	6110	.....	.....
Réparations, gros entretien.....	6111	.....	.....
Variation des stocks.....	6119	.....	.....
3. Energie.....	612	.....	.....
Mazout.....	6120	.....	.....
Electricité.....	6121	.....	.....
Gaz.....	6122	.....	.....
Eau.....	6123	.....	.....
Variation des stocks.....	6129	.....	.....
4. Charges administratives.....	613	.....	.....
Fournitures.....	6130	.....	.....
Téléphone, frais postaux.....	6131	.....	.....
Abonnements, cotisations, documentation.....	6132	.....	.....
Publicité.....	6133	.....	.....
Honoraires non-médicaux.....	6134	.....	.....
Assurances diverses.....	6135	.....	.....
Variation des stocks.....	6139	.....	.....

	Codes	Exercice (en francs)	Exercice précédent (en francs)
5. Charges personnalisables	614	.....	.....
Alimentation	6140	.....	.....
Textile et habillement	6141	.....	.....
Biens de consommation pharmaceutiques	6142	.....	.....
Activités éducatives	6143	.....	.....
Accessoires de toilette et de soins	6144	.....	.....
Matériel jetable et disposable	6145	.....	.....
Buanderie	6146	.....	.....
Autres charges personnalisables	6147	.....	.....
Variation des stocks	6149	.....	.....
6. Frais de déplacement	615	.....	.....
a) de service	6150	.....	.....
b) ramassage collectif	6151	.....	.....
7. Frais de représentation	616	.....	.....
8. Autres services extérieurs	617	.....	.....
a) direction et administration	6170	.....	.....
b) éducateur chef de groupe	6171	.....	.....
c) ouvrier	6172	.....	.....
d) social	6173	.....	.....
e) éducateur cat I	6174	.....	.....
f) éducateur cat II	6175	.....	.....
g) paramédical, psychologue et spécial	6176	.....	.....
h) médical	6177	.....	.....
i) chauffeur SI ou CJ	6178	.....	.....
j) divers	6179	.....	.....
9. Formation du personnel	618	.....	.....
10. Autres services et biens	619	.....	.....
B. Rémunérations et charges sociales	62	.....	.....
1. Rémunérations	620	.....	.....
Brut annuel	6200	.....	.....
Allocation annuelle spéciale	6201	.....	.....
Suppléments prestations dominicales	6202	.....	.....
Heures supplémentaires	6203	.....	.....
Primes de fin d'année	6204	.....	.....
Indemnités de rupture	6205	.....	.....
Rémunération pour les prestations irrégulière de nuit	6204	.....	.....
Divers	6209	.....	.....
2. Cotisations patronales légales	621	.....	.....
3. Primes patronales pour assurances extra-légales	622	.....	.....
4. Autres frais de personnel	623	.....	.....
Assurance-loi	6230	.....	.....
Médecine du travail	6231	.....	.....
Intervention dans abonnements sociaux	6232	.....	.....
Vêtements de travail	6233	.....	.....
Rémunérations garanties non soumise à l'O.N.S.S.	6234	.....	.....
Indemnité journalière de vacances	6235	.....	.....
Pécules de vacances et de sortie (payés)	6236	.....	.....
Divers	6239	.....	.....
5. Pensions	624	.....	.....

	Codes	Exercice (en francs)	Exercice précédent (en francs)
6. Interventions dans les frais de personnel mis à disposition par les pouvoirs publics.....	625	.....	.....
T.C.T.....	6250	.....	.....
C.S.T.....	6251	.....	.....
C.M.T./Contractuels subventionné.....	6252	.....	.....
F.B.I.E.....	6253	.....	.....
Autres.....	6254	.....	.....
7. Pécules de vacances et de sortie.....	626	.....	.....
Dotation à la provision.....	6260	.....	.....
Utilisation de la provision.....	6261	.....	.....
C. Amortissements, réductions de valeur, provisions pour risques et charges.....	63	.....	.....
1. Amortissements et réductions de valeur.....	630	.....	.....
Sur frais d'établissement.....	6300	.....	.....
Sur immobilisations incorporelles.....	6301	.....	.....
Sur constructions et terrains bâtis.....	6302	.....	.....
Sur machines et outillage.....	6303	.....	.....
Sur mobilier et matériel roulant.....	6304	.....	.....
Sur immobilisations détenues en location - financement et droits similaires.....	6305	.....	.....
2. Réductions de valeur sur stocks.....	631	.....	.....
3. Réductions de valeur sur créance à plus d'un an.....	633	.....	.....
4. Réductions de valeur sur créance à un an au plus.....	634	.....	.....
5. Provisions pour pensions légales et extra légales et obligations similaires.....	635	.....	.....
6. Provisions pour grosses réparations et gros entretiens..	636	.....	.....
7. Provisions pour autres charges.....	637	.....	.....
D. Autres charges.....	64	.....	.....
Impôts et taxes.....	640	.....	.....
Moins values sur la réalisation des créances.....	642	.....	.....
Charges diverses.....	648	.....	.....
Charges de fonctionnement portées à l'actif au titre de charges de restructuration.....	649	.....	.....
III. Bénéfice d'exploitation (+) Perte d'exploitation (-)			
IV. Produits financiers.....	75	.....	.....
1. Produits d'immobilisations financières.....	750	.....	.....
2. Produits d'actifs circulants.....	751	.....	.....
3. Plus values sur réalisation d'actifs circulants.....	752	.....	.....
4. Subsidés en capital et intérêts..	753	.....	.....
5. Produits financiers divers.....	759	.....	.....
V. Charges financières.....	65	.....	.....
1. Charges des emprunts d'investissement.....	650	.....	.....
2. Intérêts sur crédit à court terme.....	654	.....	.....
3. Charges financières diverses.....	659	.....	.....

	Codes	Exercice (en francs)	Exercice précédent (en francs)
VI. Bénéfice courant (+) Perte courante (-)			
VII. Produits exceptionnels.....	76	.....	.....
VIII. Charges exceptionnelles.....	68	.....	.....
IX. Bénéfices de l'exercice (+) Perte de l'exercice (-)			
Affectations et prélèvements			
A. Bénéfice à affecter Perte à affecter (-)			
1. Bénéfice de l'exercice à affecter Perte de l'exercice à affecter (-)		.....	.....
2. Bénéfice reporté de l'exercice Perte reportée de l'exercice (-)	790 690	.....	.....
B. Prélèvements sur les capitaux			
1. Sur dotations, apports et dons en capital	791	.....	.....
2. Sur réserves	792	.....	.....
C. Dotation aux réserves (-)	691	.....	.....
D. Résultats à reporter			
1. Bénéfice à reporter (-)	693	.....	.....
2. Perte à reporter	783	.....	.....
E. Intervention de tiers dans la perte.	784	.....	.....

ANNEXE XIII (visée à l'annexe IV)

Coefficients de subventionnement par prise en charge, utilisés pour le calcul du montant n°2
figurant au § 2 a) de l'annexe IV

	ADMIN.	COMPT.	OUVR.	AS	DIR
Services résidentiels <= 60	0,0417	0,0125	0,1000	0,0167	0,0167
Services résidentiels + 60	0,0233	0,0083	0,1000	0,0125	0,0083
Services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et pour adultes <= 60	0,0150	0,0100	0,0667	0,0208	0,0167
Services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés et pour adultes > 60	0,0075	0,0063	0,0650	0,0113	0,0083
Services d'accueil de jour pour jeunes. <= 60	0,0150	0,0100	0,0633	0,0167	0,0167

ANNEXE XIV (visée à l'annexe IV)

Coefficients de subventionnement par bénéficiaire, utilisés pour le calcul du montant n°3 figurant au § 2 a) de l'annexe IV.

a) institutions autres que services de placement familial :

SERVICES RESIDENTIELS POUR JEUNES

	PSY, PARAM.					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Ment. légers	0,0508	0,0508	0,0508	0,0508	0,0508	0,0508
Ment. modérés.	0,0711	0,0711	0,0711	0,0711	0,0711	0,0711
Ment. sévères alités	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Ment. sév. non-alit.	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Ment. prof. alités	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Ment. prof. non-alités + troubles dév	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Caractériels	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947
Av./Ambl. -12 ans	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947
Av./Ambl. 12 ans &+	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947
Sourds -8 ans	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693
Sourds 8 ans & +	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693
Mot.A - 8 ans	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248
Mot.A 8 ans & +	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248
Mot.B	0,2463	0,2463	0,2463	0,2463	0,2463	0,2463
Affect.chron.non-cont.	0,1286	0,1286	0,1286	0,1286	0,1286	0,1286

	EDUC 1					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Ment. légers	0,1706	0,1664	0,1248	0,1706	0,1664	0,1248
Ment. modérés.	0,2047	0,1997	0,1498	0,2547	0,2497	0,1997
Ment. sévères alités	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Ment. sév. non-alit.	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Ment. prof. alités	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Ment. prof. non-alités + troubles dév	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Caractériels	0,2560	0,2497	0,1872	0,3182	0,3120	0,2497
Av./Ambl. -12 ans	0,2560	0,2497	0,1872	0,3182	0,3120	0,2497
Av./Ambl. 12 ans &+	0,1706	0,1664	0,1248	0,2123	0,2081	0,1664
Sourds -8 ans	0,3411	0,3328	0,2497	0,4243	0,4160	0,3328
Sourds 8 ans & +	0,2047	0,1997	0,1498	0,2547	0,2497	0,1997
Mot.A - 8 ans	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Mot.A 8 ans & +	0,2098	0,2047	0,1535	0,2611	0,2559	0,2047
Mot.B	0,3496	0,3411	0,2559	0,4349	0,4264	0,3411
Affect.chron.non-cont.	0,2047	0,1997	0,1498	0,2547	0,2497	0,1997

	EDUC 2					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Ment. légers	0,1763	0,1720	0,1291	0,1763	0,1720	0,1291
Ment. modérés.	0,2116	0,2064	0,1548	0,2633	0,2581	0,2064
Ment. sévères alités	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Ment. sév. non-alit.	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Ment. prof. alités	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Ment. prof. non-alités + troubles dév	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Caractériels	0,2646	0,2581	0,1935	0,3291	0,3226	0,2581
Av./Ambl. -12 ans	0,2646	0,2581	0,1935	0,3291	0,3226	0,2581
Av./Ambl. 12 ans & +	0,1763	0,1720	0,1291	0,2194	0,2151	0,1720
Sourds -8 ans	0,3527	0,3441	0,2581	0,4387	0,4301	0,3441
Sourds 8 ans & +	0,2116	0,2064	0,1548	0,2633	0,2581	0,2064
Mot.A - 8 ans	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Mot.A 8 ans & +	0,2168	0,2116	0,1587	0,2699	0,2646	0,2116
Mot.B	0,3615	0,3527	0,2646	0,4497	0,4409	0,3527
Affect.chron.non-cont.	0,2116	0,2064	0,1548	0,2633	0,2581	0,2064

	CHEF GR.					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Ment. légers	0,0141	0,0141	0,0141	0,0141	0,0141	0,0141
Ment. modérés.	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338
Ment. sévères alités	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326
Ment. sév. non-alit.	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434
Ment. prof. alités	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326
Ment. prof. non-alités + troubles dév	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434
Caractériels	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423
Av./Ambl. -12 ans	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423
Av./Ambl. 12 ans & +	0,0282	0,0282	0,0282	0,0282	0,0282	0,0282
Sourds -8 ans	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423
Sourds 8 ans & +	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338
Mot.A - 8 ans	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326
Mot.A 8 ans & +	0,0346	0,0346	0,0346	0,0346	0,0346	0,0346
Mot.B	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434
Affect.chron.non-cont.	0,0254	0,0254	0,0254	0,0254	0,0254	0,0254

SERVICES RESIDENTIELS POUR ADULTES

	PSY, PARAM.			EDUC 1		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,0440	0,0440	0,0440	0,3045	0,2995	0,2497
B	0,0451	0,0451	0,0451	0,3207	0,3156	0,2643
C	0,1639	0,1639	0,1639	0,3603	0,3536	0,2865

	EDUC 2			CHEF GR.		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,3149	0,3097	0,2581	0,0338	0,0338	0,0338
B	0,3314	0,3262	0,2733	0,0346	0,0346	0,0346
C	0,3726	0,3656	0,2962	0,0363	0,0363	0,0363

SERVICES RESIDENTIELS DE NUIT POUR ADULTES

	PSY, PARAM.			EDUC 1		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,0000	0,0000	0,0000	0,0749	0,0749	0,0749
B	0,0000	0,0000	0,0000	0,0793	0,0793	0,0793
C	0,0000	0,0000	0,0000	0,0859	0,0859	0,0859
D	0,0000	0,0000	0,0000	0,1581	0,1581	0,1581

	EDUC 2			CHEF GR.		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,0774	0,0774	0,0774	0,0000	0,0000	0,0000
B	0,0819	0,0819	0,0819	0,0000	0,0000	0,0000
C	0,0888	0,0888	0,0888	0,0000	0,0000	0,0000
D	0,1635	0,1635	0,1635	0,0000	0,0000	0,0000

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES

	PSY, PARAM.		EDUC 1	
	S	NS	S	NS
Ment. légers	0,0440	0,0440	0,0468	0,0468
Ment. modérés.	0,0643	0,0643	0,0599	0,0599
Ment. sévères	0,0643	0,0643	0,0599	0,0599
Ment. prof.& troubl. dév.-6ans	0,0643	0,0643	0,1404	0,1404
Ment. prof.& troubl. dév. +6ans	0,0643	0,0643	0,1123	0,1123
Caractériels	0,0880	0,088	0,1061	0,1373
Av./Ambl. -12 ans	0,0711	0,0711	0,0749	0,0749
Av./Ambl. 12 ans & +	0,0711	0,0711	0,0500	0,0500
Sourds -8 ans	0,1252	0,1252	0,0971	0,0971
Sourds 8 ans & +	0,0914	0,0914	0,0599	0,0599
Mot.A - 8 ans	0,1218	0,1218	0,1040	0,1040
Mot.A 8 ans & +	0,1218	0,1218	0,0849	0,0849
Mot.B	0,2302	0,2302	0,1387	0,1387

	EDUC 2		CHEF GR.	
	S	NS	S	NS
Ment. légers	0,0484	0,0484	0,0053	0,0053
Ment. modérés.	0,0619	0,0619	0,0102	0,0102
Ment. sévères	0,0619	0,0619	0,0102	0,0102
Ment. prof.& troubl. dév.-6ans	0,1452	0,1452	0,0158	0,0158
Ment. prof.& troubl. dév. +6ans	0,1162	0,1162	0,0127	0,0127
Caractériels	0,1097	0,1420	0,0127	0,0127
Av./Ambl. -12 ans	0,0774	0,0774	0,0127	0,0127
Av./Ambl. 12 ans &+	0,0516	0,0516	0,0084	0,0084
Sourds -8 ans	0,1003	0,1003	0,0141	0,0141
Sourds 8 ans & +	0,0619	0,0619	0,0102	0,0102
Mot.A - 8 ans	0,1075	0,1075	0,0106	0,0106
Mot.A 8 ans & +	0,0877	0,0877	0,0102	0,0102
Mot.B	0,1434	0,1434	0,0141	0,0141

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR JEUNES NON-SCOLARISABLES

	PSY, PARAM.	EDUC 1	EDUC 2	CHEF GR.
Ment. légers	0,0440	0,0468	0,0484	0,0053
Ment. modérés.	0,0643	0,0599	0,0619	0,0102
Ment. sévères	0,0643	0,0599	0,0619	0,0102
Ment. prof.& troubl. dév.-6ans	0,0643	0,1404	0,1452	0,0158
Ment. prof.& troubl. dév. +6ans	0,0643	0,1123	0,1162	0,0127
Caractériels	0,0880	0,1373	0,1420	0,0127
Av./Ambl. -12 ans	0,0711	0,0749	0,0774	0,0127
Av./Ambl. 12 ans &+	0,0711	0,0500	0,0516	0,0084
Sourds -8 ans	0,1252	0,0971	0,1003	0,0141
Sourds 8 ans & +	0,0914	0,0599	0,0619	0,0102
Mot.A - 8 ans	0,1218	0,104	0,1075	0,0106
Mot.A 8 ans & +	0,1218	0,0849	0,0877	0,0102
Mot.B	0,2302	0,1387	0,1434	0,0141

SERVICES D'ACCUEIL DE JOUR POUR ADULTES

	PSY, PARAM.	EDUC 1	EDUC 2	CHEF GR.
A	0,0541	0,0915	0,0946	0,0170
B	0,0541	0,0941	0,0972	0,0170
C	0,1966	0,1054	0,1090	0,0178

b) service de placement familial :

par bénéficiaire : 0,0338 Directeur
0,0590 Assistant social et/ou Educateur (minimum classe 2a)
0,0170 Psychologue et/ou Paramédical
0,0170 Commis

c) service résidentiel de transition :

par bénéficiaire : 0,25 Assistant social et/ou Educateur (minimum classe 2a)

Annexe XV. — Normes relatives aux infrastructures

Chapitre 1^{er}. - Conditions générales applicables aux services résidentiels

NORMES ARCHITECTURALES

A. NORMES D'HYGIENE GENERALE DES BATIMENTS

1. L'établissement sera érigé en un endroit calme et salubre.
2. Les bâtiments seront régulièrement entretenus et toute humidité ou infiltration sera combattue.
3. Toutes les précautions seront prises pour prévenir et combattre l'incendie. En conséquence, les plans de construction et la description des matériaux utilisés seront soumis à l'avis du service d'incendie de la commune.
4. Le chauffage devra permettre d'atteindre, dans les locaux de séjour, une température de 18° à 20° par tous les temps. Le système adopté proscrira toute flamme ouverte, dégagement de gaz ou de poussière.
5. L'aération et l'éclairage de tous les locaux seront assurés. Un éclairage électrique suffisant doit être prévu ainsi qu'un éclairage de secours adéquat.
6. Une eau potable devra être disponible à volonté dans le bâtiment.

Dans les endroits où il n'existe pas de réseau de distribution ou quand on utilise de l'eau ne provenant pas du réseau de distribution, un certificat d'analyse des services provinciaux d'hygiène sera joint à la demande d'agrégation et reproduit au moins tous les ans.

7. Des installations sanitaires en nombre suffisant seront prévues à proximité des chambres à coucher et des locaux de séjour. La ventilation électrique de ces locaux doit être assurée.

On disposera au moins de :

- 1 WC pour 10 personnes handicapées au-dessus de 3 ans;
- 1 WC adapté à la taille pour 5 enfants de 8 mois à 3 ans;
- 1 urinoir ou 1 WC pour 10 personnes de sexe masculin;
- 1 bain ou douche pour 10 personnes handicapées au-dessus de 3 ans;
- 1 bain pour 6 personnes handicapées en-dessous de 3 ans. Ces bains seront munis de douches mobiles à eau chaude et froide et seront surélevés de façon à permettre des soins aisés par le personnel. On disposera de tables de déshabillage et rehabillage;

1 lavabo à eau courante pour 3 personnes handicapées en chambre collective;

1 lavabo à eau courante par chambre individuelle.

Des installations sanitaires distinctes seront prévues en nombre suffisant pour les visiteurs et le personnel.

8. La maison disposera de l'équipement ménager suffisant. La cuisine et, éventuellement, la buanderie seront organisées de façon à ne pas incommoder par leurs odeurs et vapeurs. Elles ne communiqueront pas avec les locaux d'infirmerie pour contagieux.

Dans les établissements comportant une section d'enfants de moins de 3 ans, une biberonnerie avec appareillage de stérilisation pourra être exigée.

9. Les établissements de 30 personnes handicapées et plus disposeront de locaux spécialement destinés à l'infirmerie et à l'isolement des personnes atteintes ou suspectes d'affections contagieuses et ce, à concurrence de 1 lit par 25 personnes handicapées. Des installations sanitaires et un office diététique distincts seront annexés à ces locaux. Ils disposeront aussi des moyens de procéder à la désinfection des locaux, des vêtements et de la literie ou s'assureront à cet effet du concours régulier d'un service de désinfection.

B. NORMES SE RAPPORTANT A L'HEBERGEMENT DES PERSONNES HANDICAPEES

L'espace réservé aux personnes handicapées comprendra :

- a) des chambres à coucher individuelles ou collectives de surface suffisante.

Ces dernières sont divisées en unités de 10 lits maximum et les lits seront espacés par un intervalle de 80 cm au moins;

- 3m² par enfant de moins de trois ans;
- 5m² par enfant de trois à dix ans;
- 6m² par personne handicapée au-dessus de dix ans;
- 8m² par chambre individuelle.

La chambre du (de la) surveillant(e) sera située à proximité des dortoirs.

Un éclairage de nuit doit être prévu.

- b) des locaux de séjour distincts des classes et ateliers et adaptés aux besoins des personnes handicapées (salle à manger, salle de jeu, un living), d'une surface totale minimale de 4 m²/ personne handicapée.

Des locaux de séjour distincts seront prévus en nombre suffisant pour le personnel.

C. NORMES PREVUES POUR LE TRAITEMENT ET LA REEDUCATION DES PERSONNES HANDICAPEES

L'établissement disposera :

1. d'un complexe médical comprenant au minimum un bureau de médecin équipé en salle d'examen clinique;
2. d'un local réservé à l'administration et au service social;

Selon la catégorie et les besoins des établissements :

3. d'un local réservé aux examens psychologiques, ainsi que du matériel nécessaire;
4. de locaux de rééducation ainsi que du matériel répondant aux nécessités de la technique moderne et des cas traités (logopédie, kinésithérapie, ergothérapie, rééducation psychomotrice, orthoptique, acoupié, etc...).

Chapitre II. - Conditions générales applicables aux services d'accueil de jour

LES NORMES ARCHITECTURALES VISEES AU CHAPITRE I^{er},
SONT APPLICABLES AVEC LES MODIFICATIONS SUIVANTES

1. Le point A. - 7. est remplacé par :
Des installations sanitaires en nombre suffisant sont prévues à proximité des locaux de séjour; la ventilation électrique de ces locaux doit être assurée.
1 WC pour 20 personnes handicapées;
1 urinoir pour 20 personnes handicapées masculins;
1 lavabo à eau courante pour 6 personnes handicapées.
Des installations sanitaires distinctes seront prévues en nombre suffisant pour les visiteurs et le personnel.
2. Point A. - 9. Le début de la première phrase est modifié comme suit :
L'établissement disposera d'un lit spécialement destiné à l'infirmierie ...
3. Le point B. a) n'est pas d'application.

Chapitre III. — Conditions spéciales applicables aux services résidentiels ou au service d'accueil de jour assurant l'accueil et/ou l'hébergement de personnes handicapées des catégories 1 à 12 et 14 de l'article 3, § 1^{er} de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967, créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés
Les normes générales architecturales et d'organisation prévues aux chapitres I et II, sont d'application.

En outre :

I. CONDITIONS SPECIALES APPLICABLES AUX SERVICES ASSURANT L'ACCUEIL ET L'HEBERGEMENT DE PERSONNES HANDICAPEES DES CATEGORIES 1, 2, 5, 6, 8, 9 et 12.

NORMES ARCHITECTURALES

1. Les établissements à étages disposeront des ascenseurs nécessaires pour assurer efficacement la circulation verticale.
2. Dans les couloirs, les inégalités du sol telles que marches, escaliers et autres entraves à la circulation, seront autant que possible évitées, les couloirs et les escaliers seront pourvus de mains courantes.
3. Un certain nombre de WC seront suffisamment spacieux et larges pour permettre le passage des voitures et chariots, ils seront pourvus des barres d'appui.
4. Les bains, douches et lavabos seront d'accès facile.
5. Le service disposera de salles permettant les traitements de kinésithérapie, de physiothérapie, d'hydrothérapie et d'ergothérapie. Il disposera de l'équipement, de l'instrumentation et de l'appareillage répondant aux nécessités de la technique moderne.

II. CONDITIONS SPECIALES APPLICABLES AUX SERVICES ASSURANT L'ACCUEIL ET L'HEBERGEMENT DE PERSONNES HANDICAPEES DES CATEGORIES 3 ET 4.

NORMES ARCHITECTURALES

1. Les établissements à étages auront des ascenseurs en nombre suffisant pour assurer efficacement la circulation verticale.
2. Le service disposera d'un appareil respiratoire et d'oxygénation approprié, ainsi que d'une salle de kinésithérapie.

III. CONDITIONS SPECIALES APPLICABLES AUX SERVICES ASSURANT L'ACCUEIL ET L'HEBERGEMENT DE PERSONNES HANDICAPEES DE LA CATEGORIE 7.

- a) Handicapé de la parole et de l'ouïe.

NORMES ARCHITECTURALES

1. L'institut disposera d'une salle d'audiométrie pourvue d'un système d'isolation acoustique et de locaux équipés permettant la rééducation individuelle de l'audition et de la parole.
2. Dans la construction du bâtiment, on veillera spécialement à éviter la transmission des vibrations (ondes de basses fréquences).

- b) Handicapé de la vue.

NORMES ARCHITECTURALES

Dans la construction du bâtiment, on veillera spécialement à éviter la lumière trop éblouissante.
Les chambres collectives seront divisées en petites unités individuelle où le matériel se trouve « à la main ».

IV. CONDITIONS SPECIALES APPLICABLES AUX SERVICES ASSURANT L'ACCUEIL ET L'HEBERGEMENT DE PERSONNES HANDICAPEES DES CATEGORIES 10 ET 11.

NORMES ARCHITECTURALES

Pour les personnes handicapées déficientes intellectuelles non scolarisables avec handicap moteur associé, les normes architecturales spéciales des catégories 1, 2, 5, 6, 8, 9 et 12 sont d'application.

En outre :

1. La surveillance des dortoirs sera facilitée par l'emploi judicieux de panneaux vitrés.
2. A chaque unité de soins sera annexé un local de soins équipé d'une baignoire.

3. Les déchets et linges souillés seront évacués en récipients fermant hermétiquement de manière à éviter les odeurs ou seront incinérés sur place.
4. Un local de séjour et un office seront réservés à proximité des dortoirs pour la distribution de la nourriture.
5. Des terrasses et cours seront prévues permettant l'exposition à l'air par beau temps.

V. CONDITIONS SPECIALES APPLICABLES AUX SERVICES ASSURANT L'ACCUEIL ET L'HEBERGEMENT DE PERSONNES HANDICAPEES DES CATEGORIES 10 ET 14.

NORMES ARCHITECTURALES

Les chambres individuelles et collectives (petites unités de trois à six maximum), seront aménagées de façon à permettre une surveillance facile.

On aura recours à cette fin à un usage judicieux de verre dit de sécurité. Les portes des chambres et dortoirs s'ouvriront vers l'extérieur. Les fenêtres ne permettront qu'une petite ouverture réglable.

Chapitre IV. - Conditions spéciales applicables aux services résidentiels pour adultes

I. ADULTES DES CATEGORIES 1 A 12.

Les normes architecturales générales sont d'application, ainsi que les conditions spéciales applicables aux catégories 1 à 12, suivant les personnes handicapées hébergées.

Les classes seront remplacées par des ateliers d'occupation et d'ergothérapie.

En outre, il y aura du personnel de soins ou des ergothérapeutes en nombre suffisant.

II. SERVICE RESIDENTIEL DE NUIT POUR PERSONNES HANDICAPEES ADULTES DES CATEGORIES 1 A 12

NORMES ARCHITECTURALES

1. Ces services seront constitués en unités autonomes de 30 personnes maximum. Ils seront aménagés dans ou à proximité d'une agglomération offrant des possibilités de mise au travail des intéressés.

2. Toutes les précautions seront prises pour obvier aux risques d'incendie. En conséquence, les plans de construction et la description des matériaux utilisés seront soumis à l'avis du service d'incendie de la commune.

3. Ces services disposeront de chambres collectives et individuelles. Les chambres collectives comprendront un maximum de 4 lits par chambre et auront une surface qui sera au minimum de 6m² par lit. Les chambres individuelles auront une superficie d'au moins 8m².

4. Ces services disposeront d'une salle de jour et d'une salle à manger. La salle de jour aura une superficie d'au moins 3m² par personne. La salle à manger aura une superficie d'au moins 1,50m² par personne.

5. On disposera d'installations sanitaires bien conditionnées, lavabos à eau courante :

1 pour 2 lits pour les personnes logées dans les chambres collectives;

1 lavabo par chambre individuelle;

1 bain ou douche pour 10 personnes;

1 WC pour 10 personnes.

Les personnes doivent pouvoir se laver aisément les mains au cours de la journée. A cet effet, des lavabos seront installés près des WC et des salles à manger.

6. On disposera d'une cuisine convenablement équipée.

7. On disposera d'un système de chauffage qui sera prévu de façon à pouvoir assurer par tous temps une température de 20°

8. On disposera d'un bureau pour la direction, d'un cabinet médical, d'un parloir pour les visiteurs et de locaux pour le logement du responsable, à concurrence de 60m².

9. Les services hébergeant d'autres personnes handicapées que des personnes handicapées intellectuelles devront avoir des dispositions architecturales permettant la circulation aisée et assurant la sécurité de ces autres personnes handicapées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées.

Namur, le 9 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 3085

[C - 97/27680]

9 OKTOBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies van de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse Adviesraad voor Gehandicapte Personen), gegeven op 16 juni 1997;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 12 juni 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 3 juli 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 3 juli 1997, naar aanleiding van het verzoek om advies binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 juli 1997, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

TITEL I — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

2° Agentschap : het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées";

3° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden het gehandicaptenbeleid behoort;

4° begunstigde : elke in artikel 2 van het decreet bedoelde gehandicapte persoon die op grond van de beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap moet worden opgevangen of gehuisvest in een door het Agentschap erkende residentiële dienst, dagonthaaldienst of dienst voor plaatsing in gezinnen;

5° jongere : begunstigde van minder dan 18 jaar of tussen 18 en 21 jaar die op grond van de in artikel 20 van het decreet bedoelde beslissing tot tegemoetkoming in aanmerking blijft komen voor de jongerendiensten;

6° volwassene : begunstigde van meer dan 18 jaar aan wie geen afwijking wordt toegestaan om in een dienst voor jongeren opgevangen of gehuisvest te worden;

7° tenlasteneming : subsidiëringseenheid die overeenstemt met 365 dagen tenlasteneming;

8° onthaal- of huisvestingscapaciteit : maximum aantal gehandicapte personen die op grond van het in artikel 8, eerste lid, 5°, bedoelde verslag tegelijkertijd in één infrastructuur onthaald of gehuisvest kunnen worden;

9° erkende capaciteit : het gemiddeld jaarlijks aantal toegelaten tenlastenemingen die gesubsidieerd kunnen worden door het Agentschap;

10° gemiddelde referentiebezetting (G.R.B.) : totaal aantal dagen tenlasteneming van begunstigten tijdens de referentieperiode, gedeeld door het aantal dagen van deze periode;

11° dienst : de in artikel 24, tweede lid, 6°, 7°, 9°, 11°, van het decreet bedoelde diensten die door het Agentschap erkend zijn.

Art. 3. § 1. Onder dag tenlasteneming wordt verstaan : een dag waarvoor het Agentschap een tegemoetkoming verleent voor kosten i.v.m. huisvesting, dagonthaal, onderhoud, behandeling en opvoeding of plaatsing in gezinnen, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, en tijdens dewelke een begunstigde aan één of meer van de volgende voorwaarden voldoet :

1° door de dienst op werkdagen onthaald of gehuisvest worden;

2° door de dienst onthaald of gehuisvest worden voor het weekeinde of een door de dienst georganiseerd vakantieverlof van maximum 30 dagen per jaar;

3° de weekeinden en vakantiedagen thuis doorbrengen met, per begunstigde, maximum 138 dagen voor volwassenen en 188 voor jongeren;

4° zijn afwezigheid rechtvaardigen aan de hand van een doktersattest (maximum 30 dagen in geval van ziekte en 90 dagen in geval van ziekenhuisopname);

5° zijn afwezigheid rechtvaardigen aan de hand van een bewijsstuk tot staving van één van de feiten waarvan sprake in artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van gezinsgebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten;

6° zijn afwezigheid (maximum 5 dagen per jaar) rechtvaardigen met een persoonlijk schrijven of met een brief van zijn ouders of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 4°, worden twee afwezigheidsperiodes wegens ziekte of ziekenhuisopname beschouwd als één en dezelfde langdurige afwezigheidsperiode als ze onderbroken worden door minder dan drie dagen aanwezigheid of terugkeer in het gezin.

§ 3. Wanneer een begunstigde op werkdagen opgevangen wordt door een dagonthaaldienst voor volwassenen, wordt het aantal tenlastenemingdagen beperkt tot maximum 227 per jaar en per begunstigde en hebben die dagen betrekking op :

1° de dagen fysieke aanwezigheid binnen de dienst;

2° de assimilatie van de gerechtvaardigde afwezigheidsdagen, zoals bedoeld in § 1, 4°, 5° en 6°.

De gemiddelde referentiebezetting van de dagonthaaldiensten voor volwassenen wordt berekend door het totaal aantal tenlastenemingdagen per begunstigde te vermenigvuldigen met een coëfficiënt waarvan de teller 365 is en de noemer 227.

Het aantal bezoekdagen per vijfdagenweek wordt vermeld in het opnamedossier van de deeltijds opgevangen begunstigden.

Art. 4. § 1. De dagonthaaldienst voor jongeren biedt dagonthaal aan :

1° jonge begunstigden die een onderwijsinrichting bezoeken;

2° jonge begunstigden die wegens hun handicap geen onderwijsinrichting kunnen bezoeken.

De dienst zorgt voor een individuele educatieve, medische, therapeutische, psychologische, sociale tenlasteneming die hun schoolopleiding aanvult, in hun behoeften voorziet en hun integratie op school, in de maatschappij, in de cultuur of in het arbeidsproces beoogt.

§ 2. De dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren biedt dagonthaal aan jongeren die wegens hun handicap niet in staat zijn een onderwijsinrichting te bezoeken, en zorgt voor een individuele educatieve, medische, therapeutische, psychologische, sociale tenlasteneming die in hun behoeften voorziet en hun integratie op school, in de maatschappij, in de cultuur of in het arbeidsproces beoogt.

§ 3. De dienst voor integratiehulp is bestemd voor jongeren van meer dan 7 jaar en waarborgt hen in samenwerking met hun gezin en andere interveniënten :

a) educatieve en psychotherapeutische bijstand - ook aan hun gezin - door individuele tegemoetkomingen met het oog op een optimale integratie op school en in de maatschappij;

b) informatie, hulp en steun opdat ze autonoom kunnen worden, met name inzake beheer en organisatie van de dagelijkse activiteiten, inzake huisvesting, werk, opleiding, budgettair beheer en ontspanning.

De dienst voor integratiehulp sluit overeenkomsten met de door de begunstigden bezochte onderwijsinrichtingen, ongeacht het onderwijsnet.

In deze overeenkomsten moeten de volgende gegevens voorkomen :

- de juiste doelstellingen van de samenwerking naar gelang van de individuele projecten;

- de juiste duur van de samenwerking;

- de plaatsen waar en de voorwaarden waaronder de tegemoetkoming wordt verleend;

- de wijze waarop deze samenwerking geëvalueerd wordt en de voorwaarden waaronder er een einde aan kan worden gemaakt.

Voor elke dienst voor integratiehulp wordt een begeleidingscomité opgericht waarin alle partners vertegenwoordigd zijn.

§ 4. De dagonthaaldienst voor volwassenen biedt dagonthaal aan volwassen begunstigden, waarborgt hen een educatieve begeleiding via afwisselende en aangepaste activiteiten, een optimale psychologische, sociale en therapeutische begeleiding die in hun individuele behoeften voorziet en hun integratie in de maatschappij, in de cultuur of in het arbeidsproces beoogt.

Art. 5. § 1. De residentiële dienst voor jongeren onthaalt en huisvest jonge begunstigden die al dan niet een onderwijsinrichting bezoeken, zorgt voor hun individuele educatieve, medische, therapeutische, psychologische, sociale tenlasteneming die hun schoolopleiding aanvult, en beoogt hun integratie op school, in de maatschappij, in de cultuur of in het arbeidsproces.

§ 2. De residentiële dienst voor volwassenen onthaalt en huisvest volwassen begunstigden, waarborgt hen een educatieve begeleiding via afwisselende en aangepaste activiteiten, een optimale psychologische en sociale begeleiding die in hun behoeften voorziet, en beoogt hun integratie op school, in de maatschappij, in de cultuur en in het arbeidsproces.

§ 3. De residentiële nachtdienst voor volwassenen huisvest volwassen begunstigden, waarborgt hen een optimale begeleiding die in hun behoeften voorziet, en beoogt hun integratie in de maatschappij, in de cultuur en in het arbeidsproces.

§ 4. De residentiële overgangsdienst, aanvankelijk georganiseerd binnen een residentiële dienst, biedt de begunstigden de mogelijkheid om zich voor te bereiden op een wederopname in hun gezin of op een autonoom leven in individuele of gemeenschappelijke woningen, met maximum zes begunstigden per wooneenheid. Deze woningen zijn buiten de residentiële dienst gelegen.

De huur- of onderhuurkosten van de woning zijn voor rekening van de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Om zeker te zijn dat de gehandicapte personen die de residentiële overgangsdienst verlaten waar ze gehuisvest zijn, nog steeds gevolgd worden, moet de dienst een overeenkomst sluiten met de betrokken begeleidingsdienst.

Art. 6. De dienst voor korte verblijven onthaalt en huisvest begunstigden voor periodes van maximum 90 dagen per jaar en per persoon en waarborgt hen een educatieve begeleiding via afwisselende en aangepaste activiteiten, een optimale psychologische en sociale begeleiding die in hun behoeften voorziet, en beoogt hun integratie in de maatschappij, in de cultuur en in het arbeidsproces.

Art. 7. De dienst voor plaatsing in gezinnen zoekt en selecteert pleeggezinnen en zorgt voor de plaatsing van jonge of volwassen begunstigden in die gezinnen. Hij verleent de gezinnen steun en sociale begeleiding en zorgt voor de coördinatie met de andere diensten die door de begunstigden worden bezocht.

TITEL II. — Erkenning van de diensten

HOOFDSTUK I. — Aanvraag om erkenning

Art. 8. Bij de aanvraag om erkenning moeten de volgende documenten en gegevens worden gevoegd :

1° op grond van het in bijlage I bedoelde model, een medisch-sociaal-pedagogisch project alsook de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

2° een huishoudelijk reglement;

3° een nota met de categorie(ën) van de handicaps van de op te vangen personen, alsook hun aantal, geslacht en leeftijd;

4° de identiteit van de directeur van de dienst en zijn bewijs van goed zedelijk gedrag dat minder dan drie maanden geleden afgegeven werd;

5° een voor eensluidend verklaard afschrift van de diploma's van de directeur;

6° een verslag van een gemeentelijke of gewestelijke brandweerdienst als bewijs dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen; het verslag, dat minder dan één jaar voordien gedateerd mag zijn, bevat bovendien de onthaal- en huisvestingscapaciteit van de infrastructuur;

7° een plan van de inrichting met, voor elk niveau, de interne communicatiewegen, de bestemming van de lokalen, alsook, in voorkomend geval, het aantal bedden per kamer;

8° een afschrift van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten.

De residentiële overgangsdiensten en de diensten voor plaatsing in gezinnen zijn niet verplicht de in het eerste lid, 6° en 7°, bedoelde documenten over te leggen.

Het huishoudelijk reglement moet ten minste volgende gegevens bevatten :

1° de nauwkeurige identificatie (naam, zetel, aard, rechtsvorm) van de rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer van de dienst, de datum van de erkenning en de duur ervan wanneer de dienst reeds erkend is;

2° de doelstellingen van de dienst en het geheel van de diensten die hij verleent, met een beschrijving van de op te vangen of te huisvesten begunstigden;

3° in voorkomend geval, de bijzondere opvangvoorwaarden, met name die i.v.m. de proefperiode, de specifieke kenmerken van de begunstigden zoals leeftijd, geslacht, al dan niet bijkomende handicaps;

4° de redenen waarom een gehandicapte persoon moet worden geheroriënteerd of uit de dienst weggestuurd, de duur van de opzegging;

5° de voorwaarden waaronder de gebruikersraad in dienst wordt gesteld;

6° de wijze waarop eventuele bezwaren, suggesties en opmerkingen moeten worden ingediend en behandeld;

7° de wederzijdse rechten en verplichtingen van de begunstigde, van zijn wettelijke vertegenwoordiger en de dienst;

8° de risico's die door de door de dienst gesloten verzekeringspolissen gedekt worden.

De residentiële overgangsdiensten alsook de diensten voor plaatsing in gezinnen zijn niet verplicht de in het tweede lid, 5°, bedoelde documenten over te leggen.

Art. 9. § 1. De in artikel 8, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 6°, bedoelde documenten moeten bij de aanvraag om hernieuwing gevoegd worden.

Eventuele wijzigingen in de krachtens artikel 8, eerste lid, 3°, 5°, 7° en 8°, vereiste documenten moeten bij de aanvraag worden gevoegd.

Het evaluatieverslag betreffende de sinds de laatste erkenning uitgevoerde activiteiten moet eveneens bij de aanvraag gevoegd worden.

§ 2. De erkenningswijziging ten gevolge van een omvorming van de dienst, zoals bedoeld in afdeling 2 van Titel VIII, kan aangevraagd worden door een dienst of, mits schriftelijke overeenkomst, door een groepering van diensten.

Deze aanvraag moet naast de in artikel 8 bedoelde documenten de volgende gegevens bevatten :

1° het aantal en de aard van de erkende tenlastenemingen op de datum van de aanvraag;

2° de gemiddelde referentiebezetting van het jaar tevoren;

3° het aantal en de aard van de tenlastenemingen die men wenst om te zetten;

4° het aantal en de aard van de tenlastenemingen die men wenst in te voeren, de dienst waarvoor ze bestemd zijn en de datum van de invoering;

5° de vereiste infrastructuurwijzigingen ten gevolge van de omzetting;

6° het geplande medisch-sociaal-pedagogisch project;

7° de juiste begroting met de geraamde lasten inzake werkingskosten, niet-educatief personeel en educatief personeel;

8° de categorie(ën) van handicaps van de op te vangen begunstigden;

9° de spreiding in de tijd van het omzettingproject;

10° het project inzake de personeelsopleiding;

11° een document waarin de regels voor de organisatie van de collectieve relaties binnen de omgevormde dienst nader worden bepaald.

Het overgeplaatste personeel behoudt zijn hoedanigheid, wedde en anciënniteit.

Het Agentschap bericht ontvangst van de aanvraag om omvorming, behandelt het dossier en stuurt de aanvraag aan de subregionale commissie waaronder de dienst ressorteert. Deze commissie brengt advies uit binnen twee maanden.

Indien dat niet het geval is, wordt het advies als gunstig beschouwd.

De raad voor opvoeding, onthaal en huisvesting behandelt de aanvraag en brengt advies uit binnen een termijn van één maand.

Het beheerscomité neemt een beslissing binnen een termijn van één maand.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsbeslissing*

Art. 10. Het Agentschap onderzoekt de gegevens van het dossier betreffende de aanvraag om hernieuwing of om erkenningswijziging.

In geval van erkenning moet de beslissing de volgende gegevens bevatten :

1° het soort dienst waarvan de structuur erkend wordt;

2° de categorieën en de ernst van de handicaps van de personen die de dienst kan opvangen of huisvesten;

3° de erkende capaciteit van de dienst;

4° de aard van de toegelaten tenlastenemingen en de verdeling van de in artikel 21, § 3, 3°, bedoelde tenlastenemingen van volwassenen;

5° het geslacht en de minimum en maximum leeftijd van de jongeren die onthaald of gehuisvest kunnen worden en het geslacht van de volwassenen die onthaald of gehuisvest kunnen worden;

6° de lokalisatie van de vestigingen alsook hun onthaal- of huisvestingscapaciteit.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsvoorwaarden*

Art. 11. Naast de erkenningsprincipes waarvan sprake in artikel 54 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, moeten de diensten aan de in de artikelen 12 à 14 bedoelde erkenningsvoorwaarden voldoen.

Indien deze voorwaarden niet vervuld zijn, wordt de erkenning ingetrokken en de dienst gesloten overeenkomstig de procedure waarvan sprake in artikel 58 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen.

Het Agentschap is belast met de uitvoering van de beslissingen i.v.m. de sluiting van de diensten.

Daartoe treft het de nodige maatregelen. Het kan de gehandicapte personen laten ontruimen en van elke dienst eisen dat hij ze zo spoedig mogelijk opvangt en huisvest.

Afdeling 1. — Verplichtingen betreffende het project en de tenlasteneming van de begunstigden

Art. 12. § 1. Het medisch-sociaal-pedagogisch project wordt uitgewerkt, geëvalueerd en bijgewerkt in samenwerking met, op zijn minst, de sociale, educatieve en therapeutische ploeg van de dienst.

Dat project wordt, evenals de evaluatie en de bijwerkingen ervan, aan alle leden van de dienst en aan de gebruikersraad bezorgd. Het wordt bijgewerkt en geëvalueerd op elk verzoek om hernieuwing van de erkenning.

Het is het voorwerp van een advies van de vakbondsafvaardiging.

§ 2. De dienst bedenkt een individueel project voor elke begunstigde. Dat individuele project wordt uitgewerkt in samenwerking met alle interne en externe interveniënten, de gehandicapte persoon en zijn gezin.

Het moet op zijn minst de volgende gegevens bevatten :

1° de identiteit van de begunstigde;

2° de te bereiken doelstellingen;

3° de gebruikte methodologie en de concrete middelen die aangewend worden om de doelstellingen te bereiken;

4° de bevoegde persoon/personen;

5° de evaluatieprocedure en de vervaldatum ervan.

Het project wordt opgemaakt binnen drie maanden, te rekenen vanaf de opvang binnen de dienst.

§ 3. De dienst legt een individueel medisch-sociaal-pedagogisch dossier aan.

Het dossier bevat :

- 1° een analyse van de behoeften van de persoon;
- 2° een balans van haar kennissen, geschiktheden, potentialiteiten en verlangens;
- 3° een psychologische balans;
- 4° een medische balans;
- 5° een sociale anamnese;
- 6° een evaluatie van de autonomie.

De medische balans bevat de doktersattesten en medische onderzoeksprotocollen of de voor de tenlasteneming nuttige documenten die de gehandicapte persoon bij zijn opname heeft overgelegd, alsook alle stukken die opgemaakt worden tijdens zijn verblijf in de dienst. Het medische dossier kan door de medische inspectie van het Agentschap ingezien worden. De andere delen van het individuele dossier worden ter beschikking gesteld van de diensten van de inspectie van het Agentschap, mits naleving van het beroepsgeheim.

§ 4. De dienst zorgt ervoor dat de directie steeds wordt waargenomen. Bij afwezigheid van de directeur moet een gemachtigd personeelslid in spoedgevallen in staat zijn de nodige maatregelen te treffen en zowel de externe als de interne verzoeken in te willigen.

§ 5. Om erkend te worden en vooraleer een gehandicapte persoon op te vangen sluit de dienst een verzekeringspolis :

1° die zijn wettelijke aansprakelijkheid of die van de personen dekt voor wie hij aansprakelijk is indien de begunstigde schade lijdt of veroorzaakt. De verzekeringspolis moet bepalen dat de begunstigde de hoedanigheid van derde behoudt, en de schade dekken ten belope van minimum 100 miljoen voor lichamelijke schade en 10 miljoen per schade voor materiële schade;

2° die de door een begunstigde veroorzaakte schade dekt waarvoor hij niet verantwoordelijk kan worden gesteld, of elke schade die hij tijdens zijn verblijf zou geleden hebben. In dit geval moet de polis het overlijden dekken ten belope van minimum 100.000 BEF, de permanente onbekwaamheid ten belope van minimum 500.000 BEF en de behandelingskosten ten belope van minimum 100.000 BEF.

§ 6. Het aantal opgevangen begunstigden mag niet hoger zijn dan de onthaal- of huisvestingscapaciteit van de dienst.

§ 7. De dienst houdt een register bij van de activiteiten die hij zowel binnen als buiten de inrichting organiseert.

Het register moet minstens de volgende gegevens bevatten :

- 1° de plaats van de activiteit;
- 2° de datum van de activiteit;
- 3° de doelstellingen van de activiteit;
- 4° de deelnemers;
- 5° het begeleidingspersoneel.

§ 8. De residentiële dienst is in staat om de begunstigden 24 u/24 en 365 dagen per jaar ten laste te nemen.

§ 9. De dagonthaaldienst voor volwassenen en voor niet-schoolgaande jongeren zorgt minstens 227 dagen per jaar en 6 uur per dag voor de effectieve tenlasteneming van begunstigden. Hij is minstens 7 u 30 per dag werkzaam.

§ 10. De dagonthaaldienst voor jongeren zorgt minstens 210 dagen per jaar en 6 uur per dag voor de effectieve tenlasteneming van begunstigden. Hij is minstens 7 u 30 per dag werkzaam.

§ 11. De diensten die erkend zijn voor één of meer dan één van de volgende categorieën van handicaps :

- 1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie;
- 2° zware geestelijke deficiëntie;
- 3° ernstige geestelijke deficiëntie;

4° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap, moeten eerst de begunstigden van deze categorieën opvangen en huisvesten overeenkomstig de in Titel V bedoelde bepalingen.

Afdeling 2. — Verplichtingen inzake het administratieve en boekhoudkundige beheer

Art. 13. 1° De dienst moet een overheid, een instelling van algemeen nut of een vennootschap zonder winst oogmerk zijn, met een technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie alsook een administratief beheer dat zowel de uitvoering van zijn opdracht als het toezicht erop door het Agentschap toelaat;

2° de volgende personen mogen niet zetelen binnen de raad van bestuur van de rechtspersoon :

a) personen van hetzelfde gezin, echtgenoten en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan een derde van het totaal aantal leden van de raad van bestuur;

b) personen die deel uitmaken van het dienstpersoneel, waarvan het aantal hoger is dan of gelijk aan de helft van het totaal aantal leden van de raad van bestuur;

3° onder leiding staan van een persoon die de raad van bestuur van de rechtspersoon niet mag voorzitten;

4° onverminderd de bepalingen van artikel 27 van het decreet, het Agentschap alle bewijsstukken verschaffen die het nodig heeft om zijn toezicht uit te oefenen, met name :

- a) de jaarrekeningen, zoals bepaald door het Agentschap;
- b) de stukken m.b.t. het dagelijkse bezoek die nodig zijn voor de berekening van de jaarlijkse toelage, de dagelijkse toelage en de bijdrage, zoals bepaald door het Agentschap;
- c) de stukken m.b.t. de bijkomende kosten voor vakantieverblijf, de vervoer-, reis- en zorgverleningskosten, zoals bepaald door het Agentschap;
- d) de sociale balans, zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, aangevuld met de door het Agentschap bepaalde bijlagen of, ingeval de dienst niet onder het bovenvermelde besluit valt, een sociale balans overeenkomstig het model dat door het Agentschap is opgemaakt naar het voorbeeld van de bij bovenbedoeld koninklijk besluit vastgestelde balans;
- e) de lijst van het door hem tijdens het afgelopen jaar tewerkgestelde en bezoldigde personeel, opgedeeld in functies en categorieën, zoals bedoeld in bijlage II, met voor elk personeelslid de wekelijkse arbeidsduur alsook het totaal van de tijdens het boekjaar betaalde uren en de geldelijke anciënniteit aan de hand van het door het Agentschap opgemaakte formulier;

5° het nummer van de erkenning door het Agentschap vermelden op alle aktes, stukken, advertenties en aanplakbiljetten die van de dienst uitgaan.

De dienst moet de sociale balans, de jaarrekeningen, het activiteitenverslag en de in het eerste lid, 4°, e), bedoelde personeelslijst aan de bedrijfsraad bezorgen of, bij gebreke daarvan, aan de vakbondsafvaardiging.

Afdeling 3. — Verplichtingen betreffende de gebouwen en inrichtingen

Art. 14. De gebouwen en inrichtingen moeten aan de in bijlage XV bedoelde architecturale normen voldoen. Hun toegang moet aangepast zijn aan de handicap van de begunstigden.

HOOFDSTUK IV. — Overschrijding en wijzigingen van de erkende capaciteit

Art. 15. § 1. De opvang van gehandicapte personen boven de erkende capaciteit is toegelaten binnen de volgende perken :

- 1° de gemiddelde referentiebezetting mag maximum 1,5 eenheid hoger zijn voor diensten met een erkende capaciteit van 60 tenlastenemingen of minder;
- 2° de gemiddelde referentiebezetting mag maximum 3 eenheden hoger zijn voor diensten met een erkende capaciteit van 60 tenlastenemingen of meer.

Het toegelaten aantal opgenomen gehandicapte personen mag slechts overschreden worden :

- 1° onder de voorwaarden waarvan sprake in artikel 15 van het besluit van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1996 betreffende de integratie van gehandicapte personen;
- 2° in noodgevallen;
- 3° voor een proefperiode van maximum drie maanden per begunstigde.

§ 2. In geval van overschrijding wordt geen toelage verleend, noch een lastenvermindering toegestaan.

De tegemoetkoming die gevraagd wordt op grond van de toepassing van dit artikel op de gehandicapte persoon, zijn gezin of een andere overheid, mag geenszins hoger zijn dan de tegemoetkoming die van toepassing is krachtens hoofdstuk IV van titel III.

Art. 16. De erkende capaciteit van een voor maximum 60 tenlastenemingen erkende dienst wordt met drie eenheden verminderd wanneer het Agentschap vaststelt dat de gemiddelde referentiebezetting tijdens de drie voorafgaande toekenningsjaren drie eenheden kleiner is dan de erkende capaciteit.

De erkende capaciteit van een voor tussen 60 en 120 tenlastenemingen erkende dienst wordt met zes eenheden verminderd wanneer het Agentschap vaststelt dat de gemiddelde referentiebezetting tijdens de drie voorafgaande toekenningsjaren zes eenheden kleiner is dan de erkende capaciteit.

De erkende capaciteit van een voor meer dan 120 personen erkende dienst wordt met negen eenheden verminderd wanneer het Agentschap tijdens de drie voorafgaande toekenningsjaren vaststelt dat de gemiddelde referentiebezetting tijdens de drie voorafgaande toekenningsjaren negen eenheden kleiner is dan de erkende capaciteit.

Art. 17. De erkende capaciteit van een nieuwe dienst of van een dienst waarvan ze verhoogd werd, kan, voor zover de erkenningsvoorwaarden vervuld blijven, pas verminderd worden na drie volle kalenderjaren werking, met ingang van de erkenning of de wijziging ervan.

TITEL III. — Toelagen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 18. Behalve de diensten voor integratiehulp en kort verblijf, die overeenkomstig Titel VII worden gesubsidieerd, komen de diensten voor hun verstrekkingsaan de door hen onthaalde of gehuisveste begunstigden binnen de perken van de begrotingskredieten in aanmerking voor :

- 1° jaarlijkse en dagelijkse toelagen waarvan de bijdragen van de gehandicapte personen afgetrokken worden;
- 2° de terugbetaling van diverse reële kosten.

Art. 19. Het Agentschap verleent een tegemoetkoming voor de tenlasteneming van een begunstigde door één enkele dienst.

De cumulatie van tenlastenemingen wordt evenwel toegestaan indien de begunstigde de volgende diensten bezoekt :

- 1° een dienst voor plaatsing in gezinnen en een dagonthaaldienst;
- 2° een dagonthaaldienst voor volwassenen en een residentiële nachtdienst;
- 3° een residentiële nachtdienst voor volwassenen en een bedrijf voor aangepast werk;
- 4° een residentiële nachtdienst voor volwassenen en een centrum voor beroepsopleiding;
- 5° een dagonthaaldienst en een bedrijf voor aangepast werk in geval van deeltijds bezoek;
- 6° een dagonthaaldienst en een centrum voor beroepsopleiding alleen in geval van deeltijds bezoek;
- 7° een dagonthaaldienst en een dienst voor functionele revalidatie alleen in geval van deeltijds bezoek;
- 8° twee dagonthaaldiensten voor volwassenen alleen in geval van deeltijds bezoek;
- 9° een residentiële overgangsdienst en een dagonthaaldienst voor volwassenen;
- 10° een door de jeugdhulp erkende residentiële dienst en een dagonthaaldienst voor jongeren, alleen voor jongeren die wegens hun handicap niet in staat zijn om een onderwijsinstelling te bezoeken.

Het Agentschap kan de cumulatie van tenlastenemingen evenwel toestaan op grond van een bijzonder individueel project.

HOOFDSTUK II. — *Berekening van de toelagen*

Afdeling I. — Jaarlijkse toelage

Art. 20. De jaarlijkse toelage dekt :

- 1° de werkingskosten;
- 2° de lasten voor het educatieve en niet-educatieve personeel i.v.m. het tewerkgestelde directie-, administratieve, sociale en arbeiderspersoneel, de tewerkgestelde psychologen, paramedici, het bijzondere personeel, de opvoeders-groepsleiders, hoofdopvoeders, opvoeders en gelijkgestelden, van wie de kwalificaties met de in bijlage II bedoelde titels overeenkomen.

De jaarlijkse toelage moet de personeelslasten dekken naar verhouding van minimum :

- 1° 90% voor residentiële overgangsdiensten;
- 2° 75% voor residentiële nachtdiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen;
- 3° 80% voor de andere diensten.

De perken waarbinnen de lasten in aanmerking komen voor toelagen, worden nader bepaald in de bijlagen III en IV.

Art. 21. § 1. Het in bijlage IV, § 1, bedoelde toelagebedrag per tenlasteneming wordt bepaald op grond van verschillende criteria die rekening houden met de kenmerken van de diensten en begunstigden.

De in het eerste lid bedoelde criteria hebben betrekking op :

- 1° de aard van de dienst;
- 2° de private of openbare aard van de inrichtende macht;
- 3° de omvang van de dienst;
- 4° de aanwezigheid naar verhouding van minder dan 25%, 25 à 50% en meer dan 50% van de weekend- en schoolvakantiedagen;
- 5° de scholarisatie of niet-scholarisatie van de begunstigden;
- 6° de aard van de tenlasteneming.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, tweede lid, 6°, moet de tenlasteneming voorzien in de behoeften van begunstigde jongeren met de volgende aandoeningen :

- 1° een lichte geestelijke deficiëntie;
- 2° een gematigde geestelijke deficiëntie;
- 3° een ernstige geestelijke deficiëntie zonder bedlegerig te zijn;
- 4° een ernstige geestelijke deficiëntie en bedlegerig;
- 5° een zware geestelijke deficiëntie zonder bedlegerig te zijn;
- 6° een zware geestelijke deficiëntie en bedlegerig;
- 7° een zware geestelijke deficiëntie en jonger dan 6 jaar;
- 8° een zware geestelijke deficiëntie en ouder dan 6 jaar;
- 9° een zware geestelijke deficiëntie met overweldigende ontwikkelingsstoornissen;
- 10° karakterstoornissen met neurotische of prepsychotische problemen;
- 11° blindheid of amblyopie of ernstige gezichtsstoornissen en jonger dan 12 jaar;
- 12° blindheid of amblyopie of ernstige gezichtsstoornissen en ouder dan 12 jaar;

13° doofheid of halfdoofheid of ernstige gehoor- of spraakstoornissen en jonger dan 6 jaar;

14° doofheid of halfdoofheid of ernstige gehoor- of spraakstoornissen en ouder dan 6 jaar;

15° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvorming en jonger dan 12 jaar;

16° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvorming en ouder dan 12 jaar;

17° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie of neuropathie;

18° niet-besmettelijke chronische aandoening die niet meer in een afdeling kindergeneeskunde moet worden verzorgd.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, tweede lid, 6°, worden de tenlastenemingen voor volwassenen in de vier categorieën A, B, C en D ingedeeld :

1° A : deze tenlastenemingen zijn niet onderverdeeld in de categorieën B, C, D en moeten voorzien in de behoeften van begunstigden met lichte, gematigde of ernstige geestelijke deficiënties of met zintuiglijke of lichamelijke deficiënties waarvoor ze opgenomen en/of gehuisvest moeten worden;

2° B : deze tenlastenemingen moeten voorzien in de behoeften van begunstigden met :

1° een zware geestelijke deficiëntie;

2° een ernstige geestelijke, een zintuiglijke of lichamelijke deficiëntie, die drie van de volgende kenmerken vertonen :

a) bedlegerig zijn;

b) permanente en actieve hulp behoeven;

c) ernstige gedragsstoornissen vertonen;

d) door iemand gevoed moeten worden;

e) dagelijks volledig getoiletteerd moeten worden;

f) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;

g) nacht- en dagincontinentie;

h) een niet-gestabiliseerde epilepsie;

i) een medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie;

3° C : deze tenlastenemingen moeten voorzien in de behoeften van begunstigden die aan zware of ernstige zintuiglijke, lichamelijke of geestelijke deficiëntie lijden en minstens vier van de onderstaande criteria vertonen, waarvan minstens één in de lijst onder 1° voorkomt en de drie andere in de lijst onder 2° :

1°

a) bedlegerig zijn;

b) de onafgebroken en actieve aanwezigheid van een derde behoeven;

c) aan nacht- en dagincontinentie lijden;

2°

a) door iemand gevoed moeten worden;

b) ernstige gedragsstoornissen vertonen;

c) dagelijks volledig getoiletteerd moeten worden;

d) hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van stoornissen in de motoriek die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;

e) een niet-gestabiliseerde epilepsie;

f) een medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie;

4° D : deze tenlastenemingen voorzien in de behoeften van begunstigden die in een residentiële nachtdienst voor volwassenen gehuisvest zijn en geen dagactiviteiten verrichten.

Art. 22. Voor de berekening van de jaarlijkse toelage wordt de gemiddelde referentiebezetting in aanmerking genomen. Als het bezettingscijfer hoger is dan de erkende capaciteit, dan wordt deze laatste in aanmerking genomen voor de berekening van het in artikel 24 bedoelde theoretische bedrag.

Art. 23. § 1. Wanneer de dienst sinds zijn oprichting of in één van de in § 2 bedoelde gevallen reeds twee jaar in aanmerking komt voor de jaarlijkse toelage, loopt de referentieperiode van 1 januari tot 31 december van het jaar dat aan het toekenningsjaar voorafgaat.

Het Agentschap legt de gemiddelde referentiebezetting vast in de loop van het eerste trimester van het toekenningsjaar.

§ 2. In geval van oprichting of wanneer de dienst zich in één van de onderstaande gevallen bevindt, loopt de referentieperiode vanaf de eerste dag van zijn werking of omvorming tot 31 december van het lopende kalenderjaar.

Onder gevallen wordt verstaan :

1° een vermindering van de erkende capaciteit;

2° een verhoging van de erkende capaciteit, behalve als ze voortvloeit uit de in afdeling 2 van titel VIII bedoelde omvorming van een dienst;

3° een erkenningswijziging met als gevolg een verhoging van de toelagen omwille van de verschillen tussen de categorieën van handicaps;

4° een toename van minstens 10% van het aantal tenlastenemingen in de loop van het jaar in verhouding tot de gemiddelde referentiebezetting, voor zover de dienst het aan het Agentschap vraagt.

Het Agentschap legt de gemiddelde referentiebezetting voorlopig vast in het begin van de betrokken periode en past ze aan op het einde van het boekjaar op grond van de effectieve gemiddelde bezetting tijdens de referentieperiode.

Deze berekeningswijze wordt het volgende kalenderjaar automatisch opnieuw toegepast.

§ 3. Wanneer de dienst omgevormd wordt zoals bedoeld in afdeling 2 van titel VIII, wordt de jaarlijkse toelage berekend volgens de voorschriften die overeenkomstig artikel 25 voorzien worden in geval van vermindering van de erkende capaciteit.

Bij de berekening van de jaarlijkse toelage voor de in artikel 86, § 1, a), b), c), d) en e), bedoelde omvormingsprojecten is het door de vermindering van de erkende capaciteit verkregen toelagensaldo automatisch bestemd voor de begunstigde structuur. Tijdens het jaar van de omvorming wordt het uitbetaald in de vorm van maandelijks bijdragen en, het jaar na de omvorming, op grond van een jaarlijkse basis.

Vanaf het volgende jaar wordt de jaarlijkse toelage voor de begunstigde structuur overeenkomstig artikel 24 berekend.

Art. 24. § 1. In de in artikel 23, § 1, en § 3, laatste lid, bedoelde gevallen wordt de jaarlijkse toelage vastgesteld op grond van de volgende parameters :

1° het theoretische bedrag van de jaarlijkse toelage (TB), dat verkregen wordt door de gemiddelde bezetting van de referentieperiode te vermenigvuldigen met de toelage per tenlasteneming;

2° het verleende bedrag van de jaarlijkse forfaitaire toelage van het voorafgaande jaar, vermenigvuldigd met de door de Regering jaarlijks vastgestelde aanpassingscoëfficiënt;

3° de op 31 december van het voorafgaande jaar erkende capaciteit.

§ 2. Het verleende bedrag van de jaarlijkse toelage voor het toekenningsjaar (VB) wordt berekend als volgt :

1° voor diensten met hoogstens 60 tenlastenemingen :

a) indien de gemiddelde bezetting van de referentieperiode 3 tenlastenemingen lager is dan de op 31 december van het voorafgaande jaar erkende capaciteit, is het verleende bedrag gelijk aan het theoretische bedrag;

b) indien de gemiddelde bezetting van de referentieperiode niet 3 tenlastenemingen lager is dan de op 31 december van het voorafgaande jaar erkende capaciteit, is het verleende bedrag gelijk aan het aangepaste verleende bedrag van het voorafgaande jaar, behalve als het theoretische bedrag gelijk is aan dit laatste of het overschrijdt, in welk geval het verleende bedrag gelijk is aan het theoretische bedrag;

2° voor diensten met meer dan 60 en minder dan 120 tenlastenemingen :

a) indien de gemiddelde bezetting van de referentieperiode 6 tenlastenemingen lager is dan de op 31 december van het voorafgaande jaar erkende capaciteit, is het verleende bedrag gelijk aan het theoretische bedrag;

b) indien de gemiddelde bezetting van de referentieperiode niet 6 tenlastenemingen lager is dan de op 31 december van het voorafgaande jaar erkende capaciteit, is het verleende bedrag gelijk aan het aangepaste verleende bedrag van het voorafgaande jaar, behalve als het theoretische bedrag gelijk is aan dit laatste of het overschrijdt, in welk geval het verleende bedrag gelijk is aan het theoretische bedrag;

3° voor diensten met meer dan 120 tenlastenemingen :

a) indien de gemiddelde bezetting van de referentieperiode 9 tenlastenemingen lager is dan de op 31 december van het voorafgaande jaar erkende capaciteit, is het verleende bedrag gelijk aan het theoretische bedrag;

b) indien de gemiddelde bezetting van de referentieperiode niet 9 tenlastenemingen lager is dan de op 31 december van het voorafgaande jaar erkende capaciteit, is het verleende bedrag gelijk aan het aangepaste verleende bedrag van het voorafgaande jaar, behalve als het theoretische bedrag gelijk is aan dit laatste of het overschrijdt, in welk geval het verleende bedrag gelijk is aan het theoretische bedrag.

Art. 25. In de in artikel 23, § 2 en § 3, tweede lid, bedoelde gevallen wordt de jaarlijkse toelage berekend door de gemiddelde referentiebezetting te vermenigvuldigen met de in artikel 21 bedoelde toelage per tenlasteneming en het aldus verkregen jaarlijkse bedrag aan de duur van de referentieperiode aan te passen.

Deze berekeningswijze wordt het volgende kalenderjaar automatisch opnieuw toegepast.

Art. 26. Op hun verzoek wordt een toelagesupplement verleend aan de diensten waarvan alle personeelsleden op het einde van het toekenningsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar hebben.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen anciënniteit is de in de loop van het jaar verkregen geldelijke anciënniteit, gewogen door de omvang van de betaalde prestaties.

Om de gemiddelde geldelijke anciënniteit vast te stellen wordt het totaal van de gewogen anciënniteiten gedeeld door de totale omvang van de betaalde prestaties van het personeel.

Wanneer het supplement een eerste keer wordt toegekend, wordt het het volgende jaar automatisch uitbetaald.

Op het einde van het volgende jaar gaat het Agentschap de gemiddelde anciënniteit van het personeel na.

Als de anciënniteit kleiner is dan 11 jaar moet het toegekende supplement terugbetaald worden.

Als ze 11 jaar of meer bedraagt, wordt het toegekende supplement aangepast op grond enerzijds van de subsidiëringsparameters die tijdens het afgelopen boekjaar van kracht waren en anderzijds van een eventuele wijziging van de geldelijke anciënniteit.

Het supplement wordt toegekend naar verhouding van het verschil tussen het eerste toegekende bedrag en het bedrag dat verkregen wordt door de vermenigvuldiging van de gemiddelde referentiebezetting met de toelagen per tenlasteneming.

Art. 27. Het totaal van de toelagen waarop de bepalingen van dit besluit betrekking hebben, wordt verminderd met het equivalent van het bedrag dat het Tewelkstellingsfonds eventueel gestort heeft aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid als compensatie voor de subsidiëring van de toelage waarvan sprake in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

Art. 28. De jaarlijkse toelage wordt in de loop van het toekenningsjaar bij maandelijkse voorschotten uitbetaald.

De voorschotten worden verder uitbetaald op grond van de jaarlijkse toelage die het jaar tevoren werd toegekend, zolang de toelage voor het toekenningsjaar niet vastgelegd is.

De voorschotten worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Art. 29. § 1. Om echt aanspraak te kunnen maken op de jaarlijks toegekende toelage moet elke dienst voldoen aan de in artikel 55 bedoelde normen m.b.t. het aantal personeelsleden en hun kwalificatie.

In ieder geval wordt enkel het bezoldigde personeel in aanmerking genomen.

§ 2. Op het einde van elk toekenningsjaar maakt de dienst een lijst op van het personeel dat hij tijdens dat jaar tewerkgesteld en bezoldigd heeft. Die lijst wordt opgedeeld in functies en categorieën, zoals bedoeld in bijlage II, met, voor elk personeelslid, de contractuele wekelijkse werktijd alsook het totaal van de over het boekjaar betaalde uren en de geldelijke anciënniteit. De personeelsprestaties worden gevaloriseerd naar gelang van hun omvang. Deze lijst wordt het Agentschap uiterlijk 15 januari toegestuurd aan de hand van het door hem opgemaakte formulier.

§ 3. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een dienst niet voldoet aan één van de bovenvermelde normen, geeft het hem kennis van het bedrag dat terugbetaald moet worden overeenkomstig artikel 57 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

De intrekking vindt plaats vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de kennisgeving.

§ 4. Als het totaal van de personeelslasten van de dienst een lager percentage bereikt dan dat waarvan sprake in artikel 20, § 2, wordt het verschil terugbetaald bij de controle op het gebruik van de toelagen, na aftrek van de in § 3 bedoelde terugbetaalde bedragen.

Afdeling 2. — Jaarlijkse toelage voor de geneesheer

Art. 30. Behalve de diensten voor plaatsing in gezinnen en de residentiële overgangsdiensten, ontvangen de diensten een jaarlijkse toelage om de lasten te dekken van de geneesheer die de zorg- en paramedische activiteiten coördineert, met uitzondering van alle dienstverleningen bedoeld in de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen die vastgesteld zijn op grond van de wetgeving betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Als de geneesheer-coördinator de kwalificaties bezit die vereist worden door de handicap van de onthaalde of gehuisveste personen, wordt hij in dienst genomen op grond van een arbeidscontract of van een overeenkomst, mits betaling van een wedde of van forfaitaire honoraria. Hij mag geen verstrekkingen voor begunstigden van de dienst aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering factureren.

De toelage per tenlasteneming wordt als volgt vastgesteld :

1° in een residentiële dienst voor jongeren :

a) 4.900 BEF voor tenlastenemingen die moeten voorzien in de behoeften van begunstigden met een lichte of gematigde geestelijke deficiëntie, karakterstoornissen met neurotische of prepsychotische problemen, gezichtsstoornissen of ernstige gehoor- of spraakstoornissen, of die blind, amblyoop, doof of halfdoof zijn;

b) 13.000 BEF voor tenlastenemingen die moeten voorzien in de behoeften van begunstigden met een zware of ernstige geestelijke deficiëntie, een zware geestelijke deficiëntie en overweldigende ontwikkelingsstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen, hersenverwaking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie, een niet-besmettelijke chronische aandoening die niet meer in een afdeling kindergeneeskunde verzorgd hoeft te worden, of voor begunstigden die wegens hun handicap recht hebben op een aanvullende kinderbijslag op grond van een attest van de instellingen die de toelagen moeten uitbetalen;

2° in een residentiële dienst voor volwassenen :

a) 5.400 BEF voor de in artikel 21, § 3, 1°, bedoelde tenlastenemingen;

b) 13.500 BEF voor de in artikel 21, § 3, 2° en 3°, bedoelde tenlastenemingen;

3° in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren : 13.000 BEF per tenlasteneming;

4° in een dagonthaaldienst voor jongeren : 4.900 BEF voor tenlastenemingen die voorzien in de behoeften van begunstigden met een zware of ernstige geestelijke deficiëntie, een zware geestelijke deficiëntie en overweldigende ontwikkelingsstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen, hersenverwaking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie, of voor begunstigden die wegens hun handicap recht hebben op een aanvullende kinderbijslag op grond van een attest van de instellingen die de toelagen moeten uitbetalen;

5° in een dagonthaaldienst voor volwassenen : 4.900 BEF voor de in artikel 21, § 3, 2° en 3°, bedoelde tenlastenemingen.

De jaarlijkse toelage voor de geneesheer-coördinator is gelijk aan de toelage per tenlasteneming, vermenigvuldigd met de gemiddelde referentiebezetting. Ze wordt uitbetaald overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 28 en 29 van dit besluit.

Afdeling 3. — Dagelijkse toelage

Art. 31. Behalve de residentiële overgangsdiensten, ontvangen de residentiële diensten, de dagonthaaldiensten en de diensten voor plaatsing in gezinnen een dagelijkse toelage die per dag aanwezigheid van de begunstigden wordt uitgekeerd.

De dagelijkse toelage wordt berekend op grond van de dagelijkse bedragen die in bijlage V voorkomen, vermenigvuldigd met het aantal aanwezigheidsdagen van de begunstigden per trimester, zoals blijkt uit de door de dienst opgemaakte en door het Agentschap goedgekeurde driemaandelijks opgave. Ze wordt elk trimester uitbetaald.

De aan de dienst voor plaatsing in gezinnen uitbetaalde dagelijkse toelage wordt binnen hoogstens twee maanden aan de pleeggezinnen uitgekeerd.

*HOOFDSTUK III. — Terugbetaling van de verschillende reële kosten**Afdeling 1. — Geneeskundige verstrekkingen in een residentiële dienst of in een dienst voor plaatsing in gezinnen*

Art. 32. De kosten van de farmaceutische specialiteiten die nodig zijn voor een langdurige en bijzondere behandeling, kunnen met de toestemming van het Agentschap boven de forfaitaire dagelijkse prijs terugbetaald worden volgens de door het RIZIV vastgestelde basisvoet, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent en dat deze in mindering wordt gebracht.

Art. 33. Behalve in spoedgevallen zijn de speciale onderzoeken, de verblijven in een verzorgingsinstelling, de heelkundige behandelingen en het gebruik van osteosynthesematerieel onderworpen aan de voorafgaande toestemming van het Agentschap. De desbetreffende kosten worden door het Agentschap terugbetaald naar verhouding van :

1° de forfaitaire dagelijkse prijs, die vastgesteld wordt overeenkomstig de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent en dat deze, evenals het aandeel van de patiënt in de dagelijkse prijs, in mindering wordt gebracht;

2° de prijs die voorkomt in de door het RIZIV vastgestelde basistarieven, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent en dat deze in mindering wordt gebracht.

Art. 34. § 1. Het Agentschap kan de orthopedische en akoestieke protheses en de rolstoelen terugbetalen na gunstig advies van de Medische Inspectie, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent en dat deze in mindering wordt gebracht.

Het Agentschap kan de herstellingskosten voor zijn rekening nemen op vertoon van de factuur.

§ 2. De tandprotheses, brillen en andere oogprotheses kunnen door het Agentschap terugbetaald worden na gunstig advies van de Medische Inspectie, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent en dat deze in mindering wordt gebracht.

Het Agentschap kan de herstellingskosten eveneens voor zijn rekening nemen tegen de factuurprijs.

§ 3. De onderhouds- en herstellingskosten i.v.m. tandheelkundige behandelingen kunnen door het Agentschap terugbetaald worden tegen de basisprijs voor de terugbetaling van geneeskundige verstrekkingen waarvoor de ziekte- en invaliditeitsverzekering tussenkomt, op voorwaarde dat de verzekeringsinstelling een tegemoetkoming verleent en dat deze in mindering wordt gebracht.

Afdeling 2. — Vervoerkosten in residentiële diensten, met uitzondering van de residentiële overgangsdiensten

Art. 35. § 1. De vervoerkosten van de begunstigden en, wanneer ze zich niet alleen kunnen verplaatsen, van hun begeleiders, worden door het Agentschap terugbetaald in geval van overplaatsing naar een andere dienst of van verzorging buiten de dienst.

Ze worden terugbetaald naar verhouding van de reële uitgaven, na aftrek van de tegemoetkomingen van de verschillende verzekeringsinstellingen en op vertoon van een oprecht en juist gewaarmerkte verklaring, behoorlijk gedateerd en ondertekend door de aanvrager.

§ 2. Als de gehandicapte persoon, en eventueel de persoon die hem begeleidt, een auto gebruikt voor de in § 1 bedoelde verplaatsing, betaalt het Agentschap de vervoerkosten terug op grond van een tot 11 pk belastbaar autovermogen en van het percentage dat voor het personeel van de Ministeries is vastgesteld bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Afdeling 3. — Vervoerkosten in dagonthaaldiensten

Art. 36. De dagonthaaldiensten, behalve de diensten voor integratiehulp, komen in de volgende gevallen in aanmerking voor een vergoeding van de vervoerkosten van hun begunstigden :

1° voor zover de diensten een collectieve ophaaldienst organiseren worden de kosten voor het vervoer van begunstigden van dagonthaaldiensten voor volwassenen tussen hun woonplaats en de dienst en omgekeerd, in aanmerking genomen naar verhouding van maximum 126,82 BEF per dag tenlasteneming door het Agentschap;

2° de vervoerkosten voor begunstigden van dagonthaaldiensten voor niet-schoolgaande jongeren worden in aanmerking genomen naar verhouding van de werkelijke uitgaven;

3° de kosten voor het vervoer van begunstigden van dagonthaaldiensten voor schoolgaande jongeren tussen hun woonplaats en de dienst en omgekeerd, worden in aanmerking genomen naar verhouding van maximum 202,92 BEF per dag door de dienst georganiseerde collectieve ophaal, behalve de dagen die tijdens de schoolvakantie binnen de dienst worden doorgebracht;

4° de kosten voor het vervoer van begunstigten van dagonthaaldiensten voor niet-schoolgaande jongeren tussen hun woonplaats en de dienst en omgekeerd, worden in aanmerking genomen naar verhouding van maximum 202,92 BEF per dag door de dienst georganiseerde collectieve ophaal.

In ieder geval worden de vergoedingen enkel op vertoon van bewijsstukken uitbetaald.

De verantwoordelijke van de dienst kiest het vervoermiddel en bepaalt de voorwaarden waaronder het vervoer moet plaatsvinden, onverminderd de naleving van de algemene bepalingen betreffende het personenvervoer; het dagelijkse vervoer mag niet meer dan 2 uur in beslag nemen.

Het Agentschap bepaalt de regels van de procedure voor de aanvraag van de vergoedingen.

Er worden maandelijkse voorschotten uitbetaald naar verhouding van 80% van de toelagen die het voorlaatste jaar zijn verleend.

Deze voorschotten worden het volgende jaar gereguleerd, rekening houdende met de toelaatbare reële uitgaven die gerechtvaardigd zijn aan de hand van in de loop van het eerste trimester van dit boekjaar ingediende bewijsstukken.

Art. 37. Er kan een jaarlijkse toelage voor personeelskosten verleend worden voor het vervoer van begunstigten van het Agentschap die door een dagonthaaldienst worden opgenomen, op voorwaarde dat de tegemoetkoming van het Interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector het voorwerp is van een overeenkomst die op grond van het decreet van 11 juli 1996 is gesloten. De toelage is vastgesteld op 874.946 BEF per subsidiabele personeelseenheid, alle lasten inbegrepen. Het aantal subsidiabele personeelseenheden is gelijk aan 0,0781 per ten laste genomen en regelmatig vervoerde begunstigde.

Afdeling 4. — Aanvullende kosten voor vakantieverblijven in residentiële diensten, met uitzondering van de residentiële overgangsdiensten

Art. 38. De diensten kunnen buiten hun installaties en onder eigen verantwoordelijkheid vakantieverblijven voor de begunstigten organiseren. Het programma van de vakantieverblijven wordt uiterlijk één maand vóór het begin ervan aan het Agentschap meegedeeld.

Art. 39. De aan de dienst verleende dagelijkse toelage wordt vermeerderd met het bedrag van de behoorlijk bewezen aanvullende kosten voor vakantieverblijven, tot maximum 341,35 BEF per dag en per persoon en 30 dagen per jaar.

De vervoerkosten die in aanmerking kunnen worden genomen tijdens de vakantie, worden beperkt tot de kosten voor verplaatsingen op het nationale grondgebied.

HOOFDSTUK IV. — Bijdragen van de gehandicapte personen

Art. 40. De gehandicapte persoon betaalt een forfaitair bedrag als bijdrage tot de kosten van zijn tenlasteneming. Deze bijdrage wordt gevraagd door de dienst die de persoon opvangt, op grond van de artikelen 41 à 52.

Art. 41. § 1. Als het gaat om een jonge begunstigde die door een dienst of een pleeggezin wordt opgevangen en gehuisvest, wordt de in artikel 40 van dit besluit bedoelde bijdrage per dag aanwezigheid in de dienst vastgesteld op 2/3 van de ontvangen kinderbijslag, op grond van een attest van de instellingen die de bijslag uitbetalen.

§ 2. Als het gaat om een wees of om het kind van een werknemer die invalide, werkloos of gepensioneerd is, moet dezelfde bijdrage betaald worden als de werknemer die niet tot één van deze categorieën behoort.

Art. 42. § 1. De door een residentiële dienst of pleeggezin opgevangen of gehuisveste volwassen begunstigde draagt al naar gelang zijn inkomen bij in de prijs van een dag aanwezigheid in de onthaaldienst.

In een residentiële dienst bedraagt de bijdrage 1.000 BEF per dag aanwezigheid; de niet-werkende gehandicapte persoon ontvangt maandelijks een bedrag van minimum 4.285 BEF.

In een pleeggezin bedraagt de bijdrage 950 BEF per dag aanwezigheid; de niet-werkende gehandicapte persoon ontvangt maandelijks een bedrag van minimum 5.785 BEF.

De volwassen gehandicapte persoon die een beroepsactiviteit uitoefent, mag blijven beschikken over de helft van zijn loon; het bedrag hiervan mag niet kleiner zijn dan 5.713 BEF per maand.

§ 2. De bepaling in § 1 van dit artikel is van toepassing op de in een residentiële dienst voor volwassenen onthaalde en gehuisveste jonge begunstigde, alsook op de volwassen begunstigde die, op grond van de in artikel 2, 5° en 6°, bedoelde afwijking, in een residentiële dienst voor jongeren wordt behouden.

Art. 43. Als het geheel van de inkomens van de gehandicapte persoon, na aftrek van het gedeelte waarover hij mag blijven beschikken, niet volstaat om de bijdrage te betalen, dan wordt deze verminderd naar rata van de vastgestelde inkomens. Voor de gehuwde gehandicapte persoon wordt rekening gehouden met de familiale lasten.

Art. 44. De in artikel 40 bedoelde bijdrage wordt vastgesteld op 143 BEF per dag aanwezigheid in een dagonthaaldienst voor jongeren.

De bijdrage wordt bij wijze van afwijking vastgesteld op 93 BEF per dag als de ouders kunnen bewijzen dat hun gecumuleerde netto-inkomens lager zijn dan 31.420 BEF per maand.

Wanneer twee kinderen van hetzelfde gezin gelijktijdig in een dagonthaaldienst voor jongeren worden opgenomen, wordt de voor elk kind verschuldigde bijdrage op 93 BEF vastgesteld.

Wanneer de twee kinderen niet aan dezelfde dienst toevertrouwd worden, moet het Agentschap nagaan of ze gelijktijdig opgenomen worden.

De gehandicapte persoon die het vervoermiddel van de dienst gebruikt, moet 29 BEF per dag betalen als bijdrage in de vervoerkosten.

Art. 45. In een dagonthaaldienst voor volwassenen wordt de in artikel 40 bedoelde bijdrage vastgesteld op 207 BEF per dag aanwezigheid voor gehandicapten onder 21 jaar en op 286 BEF per dag aanwezigheid voor gehandicapten boven 21 jaar.

De gehandicapte persoon die het vervoermiddel van de dienst gebruikt, moet 29 BEF per dag betalen als bijdrage in de vervoerkosten.

Art. 46. In de residentiële overgangsdiensten is de bijdrage op 610 BEF per maand vastgesteld.

Art. 47. In geval van cumulatie van tenlastenemingen, zoals bedoeld in artikel 19, wordt de bijdrage voor de tenlasteneming overdag door de residentiële dienst betaald.

Art. 48. Wanneer de bijdrage van de gehandicapte persoon overeenkomstig artikel 43 van dit besluit werd beperkt, wordt ze binnen de perken van de in artikel 42 bedoelde maximale bijdrage verhoogd ten belope van de bedragen die toegekend worden om de verhoogde onthaal- en huisvestingskosten te dekken die het gevolg zijn van de schade die aan een als verantwoordelijk erkende derde toe te schrijven is en vergoed moet worden overeenkomstig de artikelen 1382 à 1386 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 49. De bijdragen worden afgetrokken van de aan de diensten verschuldigde toelagen op grond van de driemaandelijke opgaven waarvan sprake in artikel 31, § 1, tweede lid.

Art. 50. De bedragen die overeenstemmen met de krachtens de artikelen 41 à 52 vastgestelde bijdragen, worden rechtstreeks uitgekeerd aan de betrokken diensten.

Art. 51. § 1. Behalve in de § 2 en § 3 van dit artikel bedoelde gevallen, mag de dienst geen extrabijdrage van de gehandicapte persoon eisen om de personeels-, werkings- en verblijfkosten te dekken.

§ 2. Voor zover ze niet het voorwerp zijn van een wettelijke of reglementaire tegemoetkoming, kan voor de onderstaande kosten een extrabijdrage geëist worden :

1° in residentiële diensten :

- a) het deel van de prothesekosten dat ten laste van de begunstigde blijft;
- b) de kosten voor het vervoer van de gehandicapte persoon tussen de dienst en zijn woonplaats, zijn werkplaats of een onderwijsinrichting, en omgekeerd;
- c) de schoolkosten;
- d) de specifieke kosten i.v.m. incontinentie;
- e) de kosten voor technische bijstand zoals wagentjes en andere mechanische of elektrische voorzieningen;
- f) het deel van de farmaceutische kosten dat niet gedekt wordt door een in dit besluit bedoelde tegemoetkoming en na aftrek van de tegemoetkomingen van de verzekeringsmaatschappij.

2° in dagonthaaldiensten : de schoolkosten.

§ 3. Er kan een extrabijdrage gevraagd worden voor kosten die gemaakt worden om de gehandicapte persoon, op eigen verzoek of op verzoek van zijn wettelijke vertegenwoordiger, comfort of ontspannings- en ontspanningsmogelijkheden te bieden die niet in vitale behoeften voorzien.

HOOFDSTUK V. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 52. Na de kennisgeving gaat het Agentschap over tot de aanpassing en de terugging van ambtswege van de toelagen die krachtens dit besluit verleend werden op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik blijkbaar niet gerechtvaardigd is.

De aanpassing of de terugging vindt plaats in de tweede maand na de kennisgeving en kan het voorwerp zijn van een aanzuiveringsplan waarover onderhandeld moet worden.

Art. 53. De in de artikelen 29, § 3, 30, 36, 37, 39, 42, 44, 45, 46 en in bijlage V bedoelde bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 119,53 van 1 mei 1996.

De in bijlage VIII bedoelde loonschalen worden aan het spilindexcijfer 138,01 van 1 januari 1990 gekoppeld op grond van het indexcijfer van de huidige consumptieprijsen die op 1 januari 1984 zijn vastgesteld.

De Regering laat de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde coëfficiënt en de in bijlage IV bedoelde bedragen aanpassen op basis van het indexcijfer van de consumptieprijsen.

Voor 1998 wordt de in artikel 24, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt op 101,5% vastgesteld.

TITEL IV. — *Kwalificatienormen voor het personeel*

Art. 54. Het personeel van de diensten moet aan de in bijlage II bedoelde kwalificatienormen voldoen.

De dienst stelt de voor eensluidend verklaarde afschriften van de diploma's van de personeelsleden ter beschikking van de inspectiedienst van het Agentschap.

Bij hun indienstneming moeten de personeelsleden de dienst een getuigschrift van goed zedelijk gedrag bezorgen.

Art. 55. De diensten moeten voldoen aan de in de bijlagen IX, X en XI bedoelde personeelsnormen.

TITEL V. — Opname- en onthaalbeleid, opvolging van de klachten, m.i.v. de financiële relaties met de gehandicapte personen en het beheer van hun goederen en vermogen

HOOFDSTUK I. — *Opnamebeleid*

Art. 56. De in artikel 24, tweede lid, 6°, 7°, 9° en 11°, van het decreet bedoelde diensten kunnen een gehandicapte persoon alleen opnemen als hij in het bezit is van :

1° de in artikel 21 van het decreet bedoelde beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap op grond waarvan hij opgenomen of gehuisvest moet worden;

2° de voorlopige beslissing waarvan sprake in artikel 15 van het besluit van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet;

3° het ontvangbewijs van de door hem ingediende aanvraag om tegemoetkoming;

4° de beslissing van een bevoegde instelling van een andere deelgemeenschap die krachtens een samenwerkingsakkoord uitwerking kan hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Art. 57. De diensten bezorgen de berichten van aankomst en vertrek van de door hen onthaalde of gehuisveste begunstigden binnen drie dagen aan het gewestelijk bureau van het geografisch gebied waaronder ze ressorteren.

Art. 58. Elke dienst die voor de volgende deficiënties erkend is :

1° hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie;

2° zware geestelijke deficiëntie;

3° ernstige geestelijke deficiëntie;

4° stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen met gepaard gaande handicap,

voorziet vanaf 1 januari 1998 in de vervanging van natuurlijke afvloeiingen door de op te vangen of te huisvesten gehandicapte personen bij voorkeur te kiezen uit een lijst van gehandicapte personen die aan de voormelde deficiënties lijden; die lijst wordt binnen vijf dagen na de aanvraag van de dienst door het in artikel 57 bedoelde bureau toegestuurd.

Als het gewestelijk bureau de lijst niet binnen de vastgestelde termijn toestuurde, kan de dienst de begunstigde van zijn keuze opnemen, voor zover wordt voldaan aan de bepalingen van de artikelen 56 en 62.

Art. 59. De in artikel 58 bedoelde lijst bevat alle onthaal- of huisvestingsaanvragen die gehandicapte personen bij het bevoegde gewestelijk bureau hebben ingediend; deze aanvragen werden vóór 1 december 1996 ingediend aan de hand van een document waarop de indieningsdatum voorkomt, en meegedeeld aan het gewestelijk bureau van het geografische gebied waaronder de dienst ressorteert, op initiatief van de diensten, de gehandicapte personen, andere gewestelijke bureaus of in het kader van in artikel 16 van het decreet bedoelde samenwerkingsakkoorden.

Deze lijst bevat, in voorkomend geval, de gegevens van de dienst waar de gehandicapte persoon opgevangen of gehuisvest wenst te worden.

De lijst vermeldt voor elke persoon de datum waarop hij zijn aanvraag heeft ingediend.

Art. 60. De dienst bepaalt de volgorde van de prioriteiten op grond van de volgende elementen :

1° de datum waarop de aanvraag is ingediend;

2° de adequatie tussen het medisch-sociaal-pedagogisch project, de organisatie en de infrastructuur van de dienst en de behoeften van de gehandicapte persoon, die beiden in samenwerking vastgesteld of aan het licht gebracht hebben;

3° de urgentie van het onthaal of de huisvesting wegens de lichamelijke, geestelijke of sociale toestand van de gehandicapte persoon.

Het Agentschap neemt een beslissing op grond van de voorstellen van de diensten en moet rekening houden met de weigering van de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger en de met redenen omklede weigering van de dienst.

In voorkomend geval slaat de beslissing eveneens op :

1° de voorwaarden waaronder ze wordt toegepast wanneer ze gunstig is voor de begunstigde die tijdens de periode van het onderzoek van het beroep niet opgenomen werd door de dienst;

2° de financiering van de tenlasteneming van de begunstigde die, ondanks de beslissing van het Agentschap, eventueel onthaald of gehuisvest werd tijdens de periode van het onderzoek van het beroep.

Art. 61. De diensten kunnen bij het Agentschap een beroep instellen tegen de in artikel 60 bedoelde beslissingen. Het Agentschap behandelt het dossier.

Het beheerscomité beslist binnen twee maanden, te rekenen vanaf de toezending van het beroep.

Art. 62. Een dienst mag in geen geval gehandicapte personen opnemen voor wie de beslissing tot tegemoetkoming niet overeenstemt met de in de erkenningsbeslissing bedoelde categorieën van handicaps.

De tenlastenemingen van gehandicapte personen voor wie de beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap niet concludeert tot de noodzaak van een opname of een huisvesting, komen niet in aanmerking voor een toelage.

De opname in een dienst mag in geen geval in geld of in natura geconditioneerd worden door de kandidaten voor de opname, hun wettelijke vertegenwoordigers of hun gezin.

HOOFDSTUK II. — *Onthaal*

Art. 63. Elke begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger sluit met de dienst een overeenkomst betreffende het verblijf, het onthaal, de behandeling of de begeleiding.

De overeenkomst wordt door beide partijen ondertekend. Een afschrift ervan wordt aan elke partij bezorgd.

Ze bevat op zijn minst volgende bepalingen :

1° de identiteit van de partijen en, in voorkomend geval, die van de wettelijke vertegenwoordiger van de begunstigde;

2° de datum van de opname of van het begin van de dienstverleningen, de duur van de overeenkomst en, in voorkomend geval, de deeltijdse opname en de duur van de proefperiode;

3° het bedrag van de verschuldigde bijdrage en het minimumbedrag dat voor de gehandicapte persoon bestemd is;

4° de natuurlijke of rechtspersoon die voor de betaling en de wijze van betaling instaat;

5° de extrabijdragen die geëist worden, overeenkomstig artikel 51, § 2 en § 3;

6° de bepalingen betreffende de opzeggingstermijn en de ontbinding van de overeenkomst;

7° de wijze waarop de overeenkomst aangepast of gewijzigd kan worden.

Het huishoudelijk reglement maakt noodzakelijk deel uit van de overeenkomst. Eén exemplaar ervan wordt door de begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger voor ontvangst en voor akkoord ondertekend.

Art. 64. De begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger heeft recht op volledige en nauwkeurige informatie over alle vragen betreffende zijn onthaal of huisvesting en zijn individueel project, met inbegrip van informatie over het in artikel 12, § 3, bedoelde dossier dat de dienst in bewaring heeft onder voorbehoud van het beroepsgeheim en met inachtneming van de wet op de bescherming van het private leven.

Art. 65. § 1. Behalve in geval van overmacht of in spoedgevallen zijn de dienst en de begunstigde of zijn wettelijke vertegenwoordiger verplicht overleg te plegen i.v.m. :

1° de maatregelen die zich opdringen wegens de evolutie van de lichamelijke en geestelijke toestand;

2° de wijzigingen van de individuele huisvestings- en levensomstandigheden.

Het initiatief van het overleg moet genomen worden door de partij die een wijziging wenst aan te vragen.

§ 2. Elke klacht betreffende de tenlasteneming door een dienst moet schriftelijk geformuleerd worden door de begunstigde, zijn wettelijke vertegenwoordiger, een bloed- of aanverwante.

Deze klacht wordt aan het Agentschap gestuurd dat onmiddellijk ontvangst bericht.

Het Agentschap stelt de inrichtende macht onmiddellijk in kennis van de klacht. Het Agentschap onderzoekt de klacht binnen een termijn van maximum zes maanden.

Het Agentschap geeft de aanklager en de inrichtende macht kennis van het gevolg dat aan de klacht wordt gegeven.

Art. 66. In elke dienst, met uitzondering van de diensten voor plaatsing in gezinnen, moet een gebruikersraad opgericht worden waarin de gebruikers en, desnoods, hun wettelijke vertegenwoordigers vertegenwoordigd zijn.

De raad heeft als taak alle suggesties te formuleren i.v.m. de levenskwaliteit en de praktische organisatie van het onthaal of de huisvesting van de gebruikers.

De verantwoordelijken van de dienst verstrekken de raad alle inlichtingen die de gebruikers nodig hebben om aan het medisch-sociaal-pedagogisch project deel te nemen.

De gebruikersraad en de dienst plegen overleg :

1° vooraleer wijzigingen aan te brengen in het huishoudelijk reglement;

2° vooraleer de algemene huisvestings- en levensomstandigheden aanzienlijk te wijzigen.

Art. 67. § 1. De verantwoordelijken van de dienst zorgen voor de oprichting en de goede werking van de gebruikersraad.

De animatie en het secretariaat van de raad worden door een personeelslid waargenomen.

§ 2. De gebruikersraad bestaat uit ten minste drie leden waaronder de voorzitter die uit zijn midden gekozen is.

De leden van de gebruikersraad mogen in geen geval deel uitmaken van de inrichtende macht van de dienst.

§ 3. De gebruikersraad vergadert minstens één keer per trimester of op verzoek van de gebruikers, hun wettelijke vertegenwoordigers of de dienst.

§ 4. De dienst zorgt ervoor dat de lijst van de leden van de gebruikersraad en hun wettelijke vertegenwoordigers wordt bekendgemaakt d.m.v. een aanplakbord dat regelmatig moet worden bijgehouden. Hij zorgt er ook voor dat proces-verbaal van de vergaderingen wordt opgemaakt en dat de proces-verbaal in een daartoe voorziene register worden opgenomen.

HOOFDSTUK III. — *Beheer van de goederen en van het vermogen van de gehandicapte persoon*

Art. 68. § 1. Elke residentiële dienst voor volwassenen waaraan de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger het beheer van zijn vermogen of zijn goederen toevertrouwt, moet zorgen voor de opening van een individuele rekening bij een in België gevestigde bank- of kredietinstelling die met de instemming van de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger wordt gekozen.

Het in artikel 12, § 3, bedoelde individuele dossier moet een door de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger ondertekend attest bevatten als bewijs van hun beslissing om hun vermogen of goederen door de dienst te laten beheren.

De goederen en het vermogen worden nader omschreven in het attest.

§ 2. Iedere operatie die de residentiële dienst laat verrichten voor de gehandicapte persoon die hem het beheer van zijn kapitaal of goederen heeft toevertrouwd, wordt binnen acht dagen op de individuele rekening van de gehandicapte persoon gebracht.

Dit hoofdstuk slaat niet op de bedragen die als toelagen aan de gehandicapte personen worden uitgekeerd. Deze bedragen worden in de boekhouding van de dienst opgenomen en zijn het voorwerp van een opgave die aan het Agentschap wordt meegedeeld.

Art. 69. De residentiële diensten voor volwassenen houden voor elke gehandicapte persoon een individuele boekhoudfiche waarvan het model door het Agentschap wordt bepaald.

Bij de boekhoudfiche wordt een attest gevoegd van de rekeningopening bij een bank- of kredietinstelling. Elke geld- of effectenoperatie voor een gehandicapte persoon wordt binnen acht dagen op de boekhoudfiche vermeld.

De gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger krijgen op verzoek binnen acht dagen een staat van hun persoonlijke boekhouding toegestuurd.

De jaarlijkse berekening wordt de gehandicapte persoon of zijn wettelijke vertegenwoordiger automatisch toegestuurd aan het einde van het kalenderjaar en bij zijn vertrek.

Art. 70. De in artikel 69 bedoelde individuele boekhoudfiche en de documenten betreffende de door de dienst overeenkomstig artikel 68 geopende individuele rekeningen liggen steeds ter inzage van het Agentschap dat ze één keer per jaar nakijkt.

De afgevaardigde van het Agentschap viseert de gecontroleerde fiches als de rekening juist wordt bevonden.

Art. 71. Elke dienst moet de afgevaardigde van het Agentschap alle inlichtingen verstrekken die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn opdracht.

Art. 72. De afgevaardigde van het Agentschap stelt de administrateur-generaal onmiddellijk in kennis van de onregelmatigheden die hij vaststelt

Art. 73. De afgevaardigde van het Agentschap kan geen lid zijn van de raad van bestuur van één van de diensten waarop hij toezicht moet houden, noch bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad van een bestuurder, een personeelslid van de diensten of van een gehandicapte persoon die in één van hen opgenomen is.

TITEL V. — Naleving van de normen

Art. 74. De inspectiediensten moeten nagaan of de erkenningsnormen worden nageleefd en advies geven aan de door het Agentschap erkende diensten.

Ze vergewissen zich van de naleving van de regels voor de toekenning en het gebruik van de toelagen en controleren de boekhoudingen.

Ze maken met elke dienst een periodieke evaluatie van de uitvoering van de medisch-sociaal-pedagogische projecten. Daartoe evalueren ze in samenwerking met de diensten en de educatieve ploegen de werkmethode, de kwaliteit van de diensten, de dienstverleningen en de uitvoering van de levensprojecten van de begunstigden. Ze gaan na of het in artikel 10, § 3, bedoelde individuele dossier bestaat en bijgehouden wordt. Ze geven ook advies aan de diensten en aan de educatieve ploegen.

De positieve of negatieve opmerkingen en conclusies van de verschillende inspecties worden doorgestuurd naar de inrichtende machten en directies, die ze op hun beurt aan de ondernemingsraad en/of de vakbondsafvaardiging alsook aan de gebruikersraad meedelen.

Art. 75. § 1. De door het Agentschap erkende diensten houden de boeken overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De inhoud en de presentatie van het genormaliseerde minimale boekhoudplan stemmen overeen met die van het volledige schema van de jaarrekeningen met balans, resultatenrekeningen en bijlagen, overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De met de activiteit van de diensten overeenstemmende hoofden en nummers van de rekeningen worden hen d.m.v. een omzendbrief toegestuurd.

§ 2. De financiële bijdragen die aan de begunstigden of hun wettelijke vertegenwoordigers gevraagd worden, moeten als teruggeïnde kosten geboekt worden.

Deze bijdragen worden in het kader van het toezicht op het gebruik van de toelagen afgetrokken van het bedrag van de overeenkomende lasten.

Ook de toelagen die door de overheid of door de overheid gesubsidieerde liefdadigheidsinstellingen aan de diensten worden toegekend, worden afgetrokken van de overeenkomende lasten die tijdens het boekjaar op een geldige wijze zijn aangerekend. Met deze toelagen wordt slechts rekening gehouden als ze verleend worden om de uitgaven te dekken die in aanmerking worden genomen voor de vaststelling van de toelage.

§ 3. De beginbalans van elke dienst wordt het Agentschap overgelegd binnen zes maanden na de bekendmaking van het uittreksel van hun erkenningsbesluit in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 4. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar. De jaarrekeningen van elke dienst worden het Agentschap uiterlijk 31 mei van het jaar na het boekjaar toegestuurd, samen met het verslag van een bedrijfsrevisor die de rekeningen voor echt moet verklaren en eventueel rectificeren.

Ze moeten ook vergezeld gaan van de geconsolideerde jaarrekeningen van het rechtsgebied waaronder de dienst ressorteert of waarmee hij verbonden is door een enige directie in de zin van hoofdstuk III, afdeling 1, punt IV A, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 op de jaarrekening.

§ 5. Als de diensten verleend worden door een juridisch onderscheiden vereniging die evenwel met de dienst verbonden is door een enige directie in de zin van hoofdstuk III, afdeling 1, punt IV A, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 op de jaarrekening, moeten de dienstverleners hun aanwezigheid in het personeelsregister aantekenen.

TITEL VI. — Overeenkomsten met de diensten voor integratiehulp en de diensten voor kort verblijf

Art. 76. § 1. De diensten voor integratiehulp en kort verblijf worden per overeenkomst gesubsidieerd.

De overeenkomst wordt gesloten voor een bepaalde duur van maximum drie jaar.

Na evaluatie kan ze voor dezelfde duur of voor een kortere termijn hernieuwd worden. Ze moet voorzien in specifieke voorwaarden inzake de infrastructuur, de begeleiding en de werking.

§ 2. Tijdens het jaar waarin de omvorming plaatsvindt, stemt het bedrag van de overeenkomst overeen met het saldo van de toelage dat verkregen wordt door de vermindering van de erkende capaciteit van de dienst waarvan de tenlastenemingen overeenkomstig artikel 25 omgezet worden.

Vanaf het volgende jaar stemt het bedrag van de overeenkomst overeen met het saldo van de toelage dat verkregen wordt door de vermindering van de erkende capaciteit die op een jaarlijkse basis berekend wordt.

§ 3. Voor de in artikel 84, 2°, bedoelde diensten is het bedrag van de overeenkomst gelijk aan het geïndexeerde bedrag van de overeenkomst 1997.

Art. 77. Binnen twee maanden na de werkelijke uitvoering van de omzetting wordt een voorschot toegekend dat gelijk is aan 2/3 van het in artikel 76, § 2, bedoelde bedrag. Het saldo wordt vereffend na verificatie van de rekeningen en bewijsstukken en na gunstig advies van het Agentschap.

Art. 78. De dienst waarmee de overeenkomst is gesloten, moet :

1° een boekhouding voeren, overeenkomstig artikel 76, § 1;

2° zich onderwerpen aan het toezicht van het Agentschap, overeenkomstig de in titel VI bedoelde voorwaarden;

3° het Agentschap een jaarlijks activiteitenverslag bezorgen.

De inspectiediensten gaan twee keer per jaar over tot de evaluatie van het project.

Art. 79. Het Agentschap heeft als taak :

1° te zorgen voor de adequatie tussen de activiteiten en het project van de dienst;

2° advies te geven over de aanpassingen en de eventuele heroriënteringen van het project dat het voorwerp is van de overeenkomst;

3° het project te evalueren op basis van het verslag van de pedagogische inspectie en van het in artikel 78, § 3, bedoelde jaarlijks activiteitenverslag, de voortzetting van de actie toe te laten en de betaling van het saldo goed te keuren onder voorbehoud van de verificatie van de rekeningen en bewijsstukken.

Art. 80. Als de evaluatie van de dienst negatief is, kunnen de geldmiddelen die hij het volgende jaar zou hebben ontvangen, verleend worden aan de dienst waarvan het project is uitgegaan, in het kader van zijn erkenning vóór de omvorming of in het kader van een in artikel 85, § 1, a), b), c), d), e) bedoeld omvormingsproject.

TITEL VII. — Programmering

Afdeling 1. — Aantal erkende tenlastenemingen en diensten

Art. 81. Zolang de criteria voor de programmering van het aantal al dan niet in bestaande structuren opgenomen dagonthaaldiensten, residentiële diensten, diensten voor plaatsing in gezinnen en diensten voor kort verblijf niet door de Regering zijn vastgesteld met name op grond van de voorstellen van de in artikel 39 van het decreet bedoelde subregionale commissies, mag het aantal diensten niet hoger zijn dan het aantal diensten die op 1 januari 1998 erkend zijn, behalve de diensten voor integratiehulp voor jongeren van 8 tot 18 jaar en de diensten voor kort verblijf.

Art. 82. Het aantal diensten voor integratiehulp voor jongeren van 8 tot 18 jaar wordt binnen de budgettaire mogelijkheden vastgesteld door het beheerscomité van het Agentschap, na kwalitatieve evaluatie van de projecten naar gelang van de behoeften; dit aantal mag niet hoger zijn dan 25 diensten voor integratiehulp, waaronder 7 voor jongeren die aan geestelijke deficiëntie lijden, 7 voor jongeren met gedragsstoornissen, 7 voor jongeren met polyhandicaps, 2 voor jongeren met gehoorstoornissen en 2 voor jongeren met gezichtsstoornissen.

Het aantal diensten voor kort verblijf is vastgesteld op één per gewestelijk bureau.

Art. 83. De totale erkende capaciteit van de diensten wordt voorlopig door een gewestelijk bureau vastgesteld op 3,1 per duizend bewoners, waarvan 1 per duizend besteed moet worden aan tenlastenemingen die moeten voorzien enerzijds in de behoeften van de in artikel 21, 3, § 2° en 3°, bedoelde volwassenen en anderzijds in de behoeften van jongeren met een zware of ernstige geestelijke deficiëntie, een zware geestelijke deficiëntie en overweldigende ontwikkelingsstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen, hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie en neuropathie.

Bij overschrijding van het vastgestelde percentage kan het aantal erkende tenlastenemingen echter gehandhaafd worden.

Art. 84. Het aantal erkende tenlastenemingen per soort dienst mag niet hoger zijn dan de op 1 januari 1998 erkende capaciteit.

De in het vorige lid en in artikel 81 bedoelde aantallen mogen echter verhoogd worden binnen de budgettaire mogelijkheden en onder de volgende voorwaarden :

1° de verhoging van de erkende capaciteit of de oprichting van een nieuwe dienst is het gevolg van de omvormingen zoals bedoeld in afdeling 2;

2° de oprichting van een nieuwe dienst voor integratiehulp vloeit voort uit een specifiek project waarvoor het Agentschap in 1996 en 1997 een overeenkomst heeft gesloten;

3° de verhoging van de erkende capaciteit of de oprichting van een nieuwe dienst is het voorwerp van een vaste en definitieve belofte tot subsidiëring in geval van aankoop, bouw of inrichting en de infrastructuur voldoet aan de erkenningsnormen voor zover deze in de subregionale behoeften voorzien;

4° de verhoging van de erkende capaciteit en de oprichting van een nieuwe dienst zijn nodig voor de tenlasteneming van personen met polyhandicaps.

Afdeling 2. — Omvorming van de diensten

Art. 85. § 1. Het omvormingsproject moet de volgende voorwaarden vervullen :

1° de handhaving van alle voltijdse banen waarborgen;

2° de handhaving van de bestaande banen waarborgen binnen de in de erkenningsnormen bepaalde perken;

3° de budgettaire neutraliteit van de omvorming waarborgen;

4° in de personeelsopleiding voorzien;

5° zorgen voor de omzetting :

a) van tenlastenemingen van jongeren in tenlastenemingen van volwassenen;

b) van tenlastenemingen die moeten voorzien in de behoeften van jongeren met een lichte of gematigde geestelijke deficiëntie, karakterstoornissen met neurotische of prepsychotische problemen, gezichtsstoornissen of ernstige gehoor- of spraakstoornissen, of die blind, amblyoop, doof of halfdoof zijn, in tenlastenemingen die moeten voorzien in de behoeften van jongeren met een zware of ernstige geestelijke deficiëntie, een zware geestelijke deficiëntie en overweldigende ontwikkelingsstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen, hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie, een niet-besmettelijke chronische aandoening die niet meer in een afdeling kindergeneeskunde verzorgd hoeft te worden;

c) van de in artikel 21, § 3, 1°, bedoelde tenlasteneming van volwassenen in de in artikel 21, § 3, 2° en 3°, bedoelde tenlastenemingen voor volwassenen;

d) van de tenlasteneming van jongeren en volwassenen in tenlastenemingen door een residentiële overgangsdienst;

e) van de in artikel 21, § 3, 4°, bedoelde tenlasteneming van volwassenen door een residentiële nachtdienst in tenlastenemingen door een residentiële nachtdienst en een dagonthaaldienst;

f) van de tenlasteneming van jongeren of volwassenen door een dienst voor kort verblijf;

g) van de tenlasteneming voor jongeren door dagonthaaldiensten in tenlastenemingen door diensten voor integratiehulp voor jongeren van 8 tot 18 jaar.

Art. 86. De prijs van de omgezette tenlastenemingen mag niet hoger zijn dan het toelagesaldo dat voortkomt uit de vermindering van de capaciteit van de dienst waarvan de tenlastenemingen zijn omgezet, behalve wanneer het Agentschap een afwijking toestaat.

TITEL VIII. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

Art. 87. De volgende besluiten worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 23 december 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de inrichtingen, tehuizen en diensten voor plaatsing in gezinnen ten behoeve van gehandicapten;

2° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 juli 1983 houdende vaststelling van de bijdrage van de gehandicapten ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten geplaatst in de instellingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 september 1985 en bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1995;

3° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 25 februari 1985 houdende organisatie van de controle op de roerende waarden van gehandicapte personen, begunstigden van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

4° het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 18 juli 1994, 9 maart 1995, 23 maart 1995, 30 mei 1996, 20 juli 1996, 20 februari 1997 en 24 juli 1997;

5° het besluit van Franse Gemeenschapsexecutieve van 11 juni 1990 tot vaststelling van de voorwaarden voor de verlenging van de tegemoetkoming van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, ten gunste van zekere begunstigden van voornoemd Fonds toen ze de burgerlijke meerderjarigheid bereiken.

Art. 88. De dienst die één of meer bezoldigde of ziekenfondsgeneesheren tewerkstelt voor wie de jaarlijkse toelage per geneesheer lager zou zijn dan de toelage 1997, blijft de toelage genieten tot het vertrek of de pensionering van die geneesheren.

Art. 89. De diensten beschikken over een termijn van één jaar om zich te schikken naar de bepalingen van de artikelen 66 en 67.

Art. 90. De bepalingen die de Federale Overheid moet wijzigen of vervangen door bepalingen van dit besluit, zullen met de nodige aanpassingen toegepast worden.

Art. 91. De Minister verzoekt de Administrateur-generaal van het Agentschap om hem jaarlijks uiterlijk 31 maart een evaluatie te bezorgen die betrekking heeft op de toepassing van dit besluit, met name op de niet ingewilligde onthaal- en huisvestingsaanvragen en op de behoeften waarin prioritair moet worden voorzien in de sector.

Art. 92. Wat hun inhoud, presentatie en nummering betreft, mogen het boekhoudplan, de resultatenrekeningen en de balans verder opgemaakt worden in de genormaliseerde rekeningen en balansen die het voorwerp uitmaken van bijlage XII.

Art. 93. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 94. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 oktober 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

BIJLAGE I (bedoeld in artikel 8)

MEDISCH-SOCIAAL-PEDAGOGISCH PROJECT
VAN DE DAGONTHAALDIENSTEN EN DE RESIDENTIËLE DIENSTEN

- I. INSTITUTIONEEL PROJECT
1. HISTORIEK/FINALITEIT
 - Historiek van het project
 - Waarden die aan het werk ten grondslag liggen
 - Theoretische basisgegevens
 - Doelbevolking
 - Finaliteiten van de voorgestelde dienst en behoeften waarin moet worden voorzien
2. ONTHAALDE BEVOLKING
 - Aantal/geslacht/leeftijd
 - categorieën van handicaps/pathologieën
 - leerplicht (voor minderjarigen), type en plaats
 - plaats van herkomst
 - duur van het verblijf
 - ouders (levend, aanwezig of afwezig, leeftijd, socio- cultureel profiel,...)
3. OPNAMEN EN HERORIËTERINGEN
 - Opnameprocedure en -criteria
 - heroriënteringsprocedure en -criteria
4. STRUCTURERINGSMETHODE
 - a) Inventaris en methode voor de aanwending van de hulpmiddelen
 - Infrastructuur
 - Vestigingsplaats, soort leefmilieu
 - Ruimtestructurering (levenseenheden, lokalen die bestemd zijn voor huisvesting, activiteiten,...)
 - Externe hulpmiddelen
 - Winkels, diensten
 - Sportieve hulpmiddelen
 - Culturele hulpmiddelen
 - Samenwerking met andere al dan niet gespecialiseerde diensten
 - Personeel
 - Tewerkstellingsvolume per functie
 - Taakomschrijving
 - Wervingsbeleid : bekwaamheidsniveau, verscheidenheid van de hulpmiddelen (multidisciplinair karakter), evenwicht mannen/vrouwen,...
 - Opleidingsbeleid (intern en extern) : organisatie van de opleiding, bijdrage van de inrichting in de opleidingskosten, op wie wordt een beroep gedaan
 - Dienstregeling : structureringslogica

- b) Werkingswijze
 Functioneel en hiërarchisch organogram
 Structurering van de activiteiten :
 * activiteitenprojecten, doelstellingen, voor wie...
 * temporele structurering (duur, ritme, stiptheid,...)
 Vaststelling van de therapeutische adviezen : naar welke criteria en volgens welke logica, herzieningsprocedure en -termijn
 Indeling van de begunstigen in de groepen : naar welke criteria en volgens welke logica, procedure voor de herziening van de indeling
- c) Coördinatie- en overlegprocedures
 - tussen de werknemers : verschillende soorten vergaderingen, ritme, voorwerp, met welke interveniënten
 - met externe partners : welke partners/interveniënten zorgen voor de contacten
 - met de ouders : samenwerkingsmethode, doelstellingen, ritme, welke interveniënten zorgen voor contacten
 - tussen de residenten : overlegmethode, ritme, beheerder(s) van de vergaderingen
5. METHODE VOOR DE EVALUATIE VAN DE RELEVANTIE VAN HET INSTITUTIONELE PROJECT
 Wie, wanneer en met welk mandaat
 Hoe en door wie wordt opgemaakt
- II. METHODEN VOOR DE UITWERKING EN HET OPVOLGEN VAN INDIVIDUELE PROJECTEN
 * methode voor de evaluatie van de bekwaamheden en behoeften van elke gehandicapte persoon, rekening houdende met zijn levensproject
 * methode voor de uitwerking en het opvolgen van de handelingen (partners, verantwoordelijkheden, termijnen)
 * methode voor de evaluatie van de bereikte resultaten en de gekozen strategieën voor deze drie werkfasen
 - plaats die voorbehouden is aan de persoon en aan zijn gezin
 - interveniënten die de voorkeur krijgen
 - aangewende middelen

BIJLAGE II (bedoeld in de artikelen 13, 20, 29, 54 en in bijlage III)
 KWALIFICATIEVEREISTEN VOOR HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN

Baan	Vereiste kwalificaties
Opvoeder - klasse III (18 jaar)	De houders van één van de volgende titels : - eindexamen of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs); - eindexamen, -getuigschrift of attest van het hoger secundair beroepsonderwijs (met goed gevolg beëindigd); - kinderverzorgsters, gezins- en sanitaire helpsters en ziekenoppassers (essen) met één van de volgende titels : * getuigschrift van kinderverzorgster * getuigschrift van gezins- en sanitaire helpster of -hulp of kwalificatiegetuigschrift van gezins- en sanitaire assistente * getuigschrift van ziekenoppasser(es) of van verpleegassistent(e) of ziekenhuisassistent(e).
Opvoeder - klasse II B (20 jaar)	Eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs); - Opvoeders klasse III, kinderverzorgsters, gezins- en sanitaire helpsters en ziekenoppasser(es) met 10 jaar anciënniteit in één van deze functies.
Opvoeder - klasse II A (20 jaar)	- De houders van één van de volgende titels : * diploma uitgereikt door een universiteit of door een inrichting van het hoger onderwijs van het lange type (minstens vier jaar studie); * eindexamen, -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs met een pedagogische, sociale of paramedische oriëntering; * getuigschrift van verpleger/verpleegster; * getuigschrift van kinderverzorgster voor zover uitsluitend en daadwerkelijk wordt gezorgd voor kinderen van 0 tot 6 jaar; - opvoeders met 10 jaar anciënniteit in klasse II B.
Opvoeder - klasse II (20 jaar)	- Uitsluitend opvoeders van klasse II die reeds werkzaam zijn in een op 1 januari 1976 erkende inrichting en met één van de volgende titels : * diploma of getuigschrift van een technische school of cursus van het hoger secundair type, met een pedagogische, psychologische of sociale oriëntering;

Baan	Vereiste kwalificaties
	<ul style="list-style-type: none"> * getuigschrift van verpleger/verpleegster of van kinderverzorgster voor zover voor kinderen van 0 tot 6 jaar wordt gezorgd; * minstens een getuigschrift, diploma of gelijkwaardige titel van het gewone basisonderwijs, voor zover voor kinderen van 3 tot 6 jaar wordt gezorgd; * getuigschrift van het gewone kleuteronderwijs.
Opvoeder - klasse I (20 jaar)	Minstens een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering van het korte type met volledig leerplan of van sociale promotie.
Hoofdopvoeder (21 jaar)	Zie hierboven opvoeder klasse I.
Opvoeder - Groepsleider (21 jaar)	- Hoofdopvoeders met minstens één jaar dienstanciënniteit in deze functie.
Onderdirecteur - klasse II (24 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> - Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse II A en minstens drie jaar educatieve functies in een inrichting voor kinderen of in een residentiële dienst voor gehandicapten. - Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse II B en minstens vijf jaar educatieve functies in een inrichting voor kinderen of in een residentiële dienst voor gehandicapten. - Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse III en minstens tien jaar educatieve functies in een inrichting voor kinderen of in een residentiële dienst voor gehandicapten. - Opstellers met minstens vijf jaar dienstanciënniteit in een inrichting voor kinderen of in residentiële diensten voor gehandicapten.
Onderdirecteur - klasse I (24 jaar)	<ul style="list-style-type: none"> - Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse I en minstens drie jaar educatieve functies in een inrichting voor kinderen of in een residentiële dienst voor gehandicapten. - Hetzij de kwalificaties vereist voor de opvoeders klasse II A en minstens vijf jaar educatieve functies in een inrichting voor kinderen of in een residentiële dienst voor gehandicapten. - Universitair diploma. - Economen met minstens vijf jaar dienstanciënniteit in een inrichting voor kinderen of in een residentiële dienst voor gehandicapten. - De onderdirecteurs van klasse II met minstens vijf jaar dienstanciënniteit.
Directeur - klasse II (24 jaar) Inrichtingen met 6 à 20 bedden of plaatsen	<ul style="list-style-type: none"> - De voor de onderdirecteurs van klasse II vereiste kwalificaties - Minstens een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering van het korte type, met volledig leerplan of van sociale promotie.
Directeur - klasse I (24 jaar) Inrichtingen met 6 à 20 bedden of plaatsen	- De voor de onderdirecteurs van klasse I vereiste kwalificaties.
Directeur - klasse II (24 jaar) Inrichtingen met 30 à 60 bedden of plaatsen	- De voor de onderdirecteurs van klasse II vereiste kwalificaties.
Directeur - klasse I (24 jaar) Inrichtingen met 30 à 60 bedden of plaatsen	- De voor de onderdirecteurs van klasse I vereiste kwalificaties.
Directeur - klasse II (24 jaar) Inrichtingen met meer dan 60 bedden of plaatsen	- De voor de onderdirecteurs van klasse II vereiste kwalificaties.
Directeur - klasse I (24 jaar) Inrichtingen met meer dan 60 bedden of plaatsen	- De voor de onderdirecteurs van klasse I vereiste kwalificaties.

Baan	Vereiste kwalificaties
Klerk (18 jaar)	- Eén van de volgende titels : * eindexamen of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs); * eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs na een vierde finaliteitsjaar of na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Travail de bureau", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.
Klerk-stenotypist	- Een voor de functie van klerk vereiste titel en een getuigschrift of diploma dat van stenotypiekennis getuigt.
Opsteller (20 jaar)	- Eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs), voor zover de gevolgde opleiding overeenstemt met de normale eisen van de functie.
Econoom (20 jaar)	- Diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de opleiding van opsteller.
Boekhouder klasse II (20 jaar)	- Eindexamen of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.
Boekhouder klasse I (20 jaar)	- Eindexamen of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie overeenstemt met de normale eisen van de functie; - diploma van de "Chambre belge des Comptables".
Arbeiderspersoneel categorie I (18 jaar)	- Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.
Arbeiderspersoneel categorie II (18 jaar)	- Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnennaaiers, portiers, helpers van gekwalificeerde arbeider voor zover de gekwalificeerde arbeider in de dienst werkt.
Arbeiderspersoneel categorie III (18 jaar)	- Niet-gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een eindexamen of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.
Arbeiderspersoneel categorie IV (18 jaar)	- Gekwalificeerde arbeiders met een door een school of een onderwijsinstelling uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter voor sanitair, meubelmaker, schrijnwerker, elektriciens, kok.
Arbeiderspersoneel categorie V (18 jaar)	- Arbeiders met de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.
Gebrevetteerd verpleger/verpleegster (21 jaar)	- Diploma verpleegkunde.
Gebrevetteerd verpleger/verpleegster (23 jaar)	- Graduaat verpleegkunde, bedoeld in artikel I van het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden, waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger en verpleegster wordt toegekend, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1960, 27 oktober 1961 en 24 december 1968.
Diëtist(e) (23 jaar)	- Diploma dat deze titel verleent.
Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering (23 jaar)	- Diploma dat deze titel verleent.
Kopiist (braille) 2de klasse (18 jaar)	- Diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.
Kopiist (braille) 1ste klasse (20 jaar)	- Diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.
Huisarts (27 jaar)	- Diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde.
Geneesheer-specialist (27 jaar)	- Titel voor de uitoefening van het beroep van huisarts alsook een specificatietitel die vereist wordt na advies van de Erkenningscommissie voor geneesheren-specialisten.
Licentiaat in de psychologie, psychopedagogie, kinesitherapie en logopedie (24 jaar)	- Diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent.
Licentiaat met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering (24 jaar)	- Diploma dat één van deze titels verleent.
Assistent in de psychologie (23 jaar)	- Diploma dat deze titel verleent.

Baan	Vereiste kwalificaties
Ergotherapeut, kinesitherapeut, logopedist (23 jaar)	- Diploma dat één van deze titels verleent.
Orthopedagoog (23 jaar)	- Diploma voor deze specialisatie.
Assistent, hulp of sociaal adviseur (23 jaar)	- Diploma dat één van deze titels verleent.
Gegradueerd maatschappelijk verpleger/verpleegster (23 jaar)	- Diploma dat deze titel verleent.
Knutselaar in apparatuur A3 (18 jaar)	- Diploma of getuigschrift vierde jaar technisch secundair onderwijs
Elektronicotechnicus A1 of A2	- Diploma dat één van deze titels verleent.
Kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster of ziekenoppasser(es)	- Getuigschrift of attest dat één van deze titels verleent.
Hulp klinisch laboratorium A3	- Diploma dat deze titel verleent.

BIJLAGE III (bedoeld in artikel 20)

PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN GENOMEN

1. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :
 - ze moeten betrekking hebben op de in artikel 2 van dit besluit bedoelde begunstigden voor wie het Agentschap een toelage verleent. Als de dienst begunstigden onthaalt of huisvest voor wie het Agentschap geen toelage verleent, worden de in de boekhouding van de dienst opgenomen lasten verminderd d.m.v. een coëfficiënt. De teller ervan bevat de tenlastenemingdagen en de noemer de onthaal- of huisvestingsdagen voor alle begunstigden van de dienst. Het toekenningsjaar van de toelage is de periode die in aanmerking komt voor de berekening van het aantal voormelde dagen. Hierbij wordt rekening gehouden met het feit dat, voor de diensten die tegelijkertijd voor dagonthaal en huisvesting erkend zijn, een dag in een afdeling dagonthaal gelijk is aan een halve dag in een afdeling huisvesting. Het aantal tenlastenemingdagen (teller) wordt evenwel verhoogd met het aantal dagen van de begunstigden waarvoor het Agentschap geen toelage verleent, naar rato van maximum 1,5 tenlasteneming voor instellingen met een GRB van 60 of minder, en 3 tenlastenemingen voor diensten met een GRB boven 60, alsook met de dagen aanwezigheid van de gehandicapte personen voor wie het gewestelijk bureau nog geen beslissing heeft genomen;
 - ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de instelling overeenkomstig dit besluit gesubsidieerd werd;
 - ze moeten betrekking hebben op de door het Agentschap erkende infrastructuren;
 - ze moeten geboekt worden met inachtneming van de principes van de wet van 17/07/75 en de uitvoeringsbesluiten ervan;
 - ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Vooral de VZW's die onder één enkele directie staan in de zin van hoofdstuk III, afdeling I, punt IV A, § 6, van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectievelijke boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;
 - ze mogen geen betrekking hebben op vaste bedragen, behalve wanneer deze gerechtvaardigd zijn bij een overeenkomst die de voorwaarden vermeldt waaronder de diensten verleend en bezoldigd worden;
 - ze moeten in voorkomend geval voortvloeien uit een boeking die uitgevoerd werd op basis van een verdeelsleutel die aan objectieve, realistische en concrete criteria beantwoordt.
2. Vooral de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :
 - 2.1. in de rekeningen 61 (bijlage XII bij dit besluit) :
 - de lasten betreffende de groepsverzekeringen;
 - het gedeelte van de reiskosten om dienstrekeningen boven het percentage dat voor het personeel van de Ministeries is bepaald bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Hierbij is het maximumpercentage hetzelfde als voor voertuigen van 7 pk;
 - de beleggingswaarden boven 20.000 BEF die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
 - de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
 - de niet ingevulde restaurantstroken, m.a.w. waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
 - de niet ingevulde hotelrekeningen, m.a.w. waarop de naam en de hoedanigheid van de gehuisveste personen niet worden vermeld;
 - de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
 - de huurlasten tussen de V.Z.W.'s, behalve als ze overeenstemmen met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van het betrokken gebouw waarvoor de overheid geen toelage verleent. Alleen in dit geval kunnen de lasten die de verhuurder geacht wordt op zich te nemen krachtens de wetten op de huurcontracten, als lasten van de huurder beschouwd worden.

- 2.2. in de rekeningen 62 (bijlage XII bij dit besluit) :
- de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de in bijlage VIII bedoelde schalen en niet berekend worden volgens de regels bedoeld in de punten II, III en IV van bijlage VI;
 - de wettelijke werkgeversbijdragen en de bijkomende voordelen die niet voorkomen op de lijst onder punt I van bijlage VI;
 - de betaling van diensten die voor rekening van de instelling worden verleend door personen of dienstenmaatschappijen die niet voldoen aan de in bijlage II bedoelde kwalificatievereisten;
 - de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen (rekening 622 in bijlage XII bij dit besluit);
 - de dotaties en de toepassingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld (rekeningen 6260 en 6261 in bijlage XII bij dit besluit);
 - de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverleningen worden vermeld;
 - de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de R.S.Z. en/of bij de Administratie van de belastingen;
 - de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de directeur;
 - het door de V.Z.W.'s ten laste genomen gedeelte van de lonen van het PRIME-personeel.

- 2.3. in de rekeningen 63 (bijlage XII bij dit besluit) :
- de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan de volgende percentages :
 - 10% voor oprichtingskosten (rekening 6300 in bijlage XII bij dit besluit);
 - 33% voor onlichamelijke vaste activa (rekening 6301 in bijlage XII bij dit besluit);
 - 3% voor gebouwen en bebouwde terreinen (rekening 6302 in bijlage XII bij dit besluit), met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63023) die tegen 10% afgeschreven worden;
 - 20% voor de installaties, machines en uitrustingen (rekening 6303 in bijlage XII bij dit besluit), met uitzondering van het educatieve materieel en de uitrustingen met administratieve doeleinden die tegen 10% afgeschreven worden. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33% afgeschreven worden;
 - 10% voor het meubilair (rekening 6304 in bijlage XII bij dit besluit);
 - 20% voor het rollend materieel (rekening 6304 in bijlage XII bij dit besluit);
 - één van de bovenvermelde percentages naar gelang van het soort goed dat het voorwerp is van de leasing of op grond van een soortgelijk recht (rekening 6305 in bijlage XII bij dit besluit);
 - de waardeverminderingen op vorderingen (rekeningen 633 en 634 in bijlage XII bij dit besluit);
 - de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen (rekening 635 in bijlage XII bij dit besluit);
 - de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 636 in bijlage XII bij dit besluit);
 - de andere voorzieningen (rekening 637 in bijlage XII bij dit besluit).

- 2.4. in de rekeningen 65 (bijlage XII bij dit besluit) :
- de niet-gesplitste financiële lasten al naar gelang het soort in de volgende rekeningen : 6500X-"Financiële lasten van investeringsleningen", 6501X-"Financiële lasten leasing", 6560X-"Financiële lasten kaskredieten - 'AWIPH'- uitstel of dwingende reden", 6561X-"Financiële lasten kaskredieten - Andere", 6590X-"Financiële lasten bankrekeningen", 6591X-"Financiële lasten - beleggingen";
 - de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de instelling niets te maken heeft. In dit geval moet de instelling het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het Agentschap moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;
 - de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

- 2.5. in de rekeningen 66 (bijlage XII bij dit besluit) :
- de uitzonderlijke kosten (rekening 660 in bijlage XII bij dit besluit);
 - de lasten i.v.m. de bedragen die moeten worden terugbetaald aan de subsidiërende overheid (rekeningen 661 en 669 in bijlage XII bij dit besluit).

- 2.6. in de rekeningen 69 (bijlage XII bij dit besluit) :
- de lasten voor resultatenverwerkingen gesplitst in de rekeningen 69 in bijlage XII bij dit besluit.

- 2.7. diversen :
- de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
 - de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
 - de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor gerichte opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de Raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :
- de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit.

- De door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;
- de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van het verkoop van produkten buiten de instelling of van cash management. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
 - de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, het verkoop van produkten buiten de instelling of cash management. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toevoeging van de lasten en opbrengsten aan de verschillende toelagen bedoeld in titel III, hoofdstuk II van dit besluit :

4.1. Algemene principes :

De in art. 20, 1°, bedoelde lasten voor de algemene werking van de dienst en de personeelslasten die op een geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 610, 611, 612, 613, 616, 617, 618, 619, 62, 63, 64, 65 en 69 (bijlage XII bij dit besluit), worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de jaarlijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 1 van dit besluit.

De lasten betreffende de geneesheren die betaald of bezoldigd worden op grond van een geschreven overeenkomst met de dienst en op een geldige wijze geboekt worden op de rekeningen 62 en 6177 (bijlage XII bij dit besluit), worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de jaarlijkse toelage voor geneesheren bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 2, van dit besluit.

De lasten m.b.t. de effectieve aanwezigheid van de gehandicapte personen, die er het exclusieve genot van hebben, en die op een geldige wijze worden geboekt op de rekeningen 614 en 615 (bijlage XII bij dit besluit), worden beschouwd als lasten die in aanmerking komen voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

4.2. Lasten en opbrengsten waarvoor tegelijkertijd verschillende toelagen worden verleend :

« De reiskosten om dienstredenen » zijn kosten voor voertuigen die niet aan de instelling toebehoren. Ze worden op de rekening 6150 geboekt en moeten op grond van bewijsstukken gesplitst worden in twee subrekeningen, één voor de reiskosten i.v.m. de algemene werking van de dienst, de andere voor de kosten i.v.m. verplaatsingen van gehandicapte personen. Deze kosten komen respectievelijk in aanmerking voor de jaarlijkse toelage en voor de dagelijkse toelage.

De reiskosten die op de rekening 6151 "Externe collectieve ophaaldienst" geboekt worden, komen in aanmerking voor de dagelijkse toelage bedoeld in titel III, hoofdstuk II, afdeling 3, van dit besluit.

De kosten voor de voertuigen die aan de instelling toebehoren, moeten gesplitst worden in de overeenstemmende subrekeningen van de algemene rekeningen, hoofdzakelijk via de volgende rekeningen : 63041-"Afschrijving voertuig", 6124-"Brandstof voertuig", 6135X-"Verzekeringen voertuig", 640X-"Belastingen voertuig", 61115-"Onderhoud en herstellingen voertuig". Deze lasten worden over de dagelijkse en de jaarlijkse toelage verdeeld op basis van een verdeelsleutel waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kilometers die met of zonder gehandicapte personen worden afgelegd. Bij gebrek aan een bijgewerkt dagboekje waarin dit onderscheid voorkomt, komen deze lasten in aanmerking voor het volgende toelagepercentage : 10% voor de jaarlijkse toelage en 90% voor de dagelijkse toelage.

De dienstverrichtingen van bedrijven uit de privé-sector komen in aanmerking voor de volgende toelagen :

- Voor de voorbereiding van maaltijden : 40% van het bedrag, excl. B.T.W., kan gelijkgesteld worden met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, met inbegrip van de B.T.W. op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.

- Voor de reiniging van kleren, lakens, voor onderhoudswerken, enz. : 65% van het bedrag, excl. B.T.W., kan gelijkgesteld worden met kosten voor niet-educatief personeel - Dat percentage komt in aanmerking voor de jaarlijkse toelage. Het saldo, met inbegrip van de B.T.W. op het totaalbedrag, komt in aanmerking voor de dagelijkse toelage.

- Voor dienstverrichtingen i.v.m. sociaal secretariaat, boekhouding, of andere administratieve dienstverleningen : 100% van het bedrag, inclusief B.T.W., kan gelijkgesteld worden met kosten voor niet-educatief personeel.

- Voor dienstverrichtingen betreffende de supervisie op educatieve ploegen : 100% van het bedrag, inclusief B.T.W., kan gelijkgesteld worden met kosten voor educatief personeel.

De ingevorderde kosten worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten.

Het gebruik van de toelagen van verschillende diensten die eenzelfde administratieve cel vormen, wordt gecontroleerd door de per enveloppe verleende toelagen en de per sectie geboekte lasten op te tellen.

BIJLAGE IV (bedoeld in de artikelen 21 en 53)

§ 1. LIJST VAN DE TOELAGEN PER TENLASTENEMING

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60
RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	748.132	739.471	652.856	748.132	739.471	652.856
Gemat. geest. def.	870.878	860.474	756.434	975.143	964.719	860.474
Ern. geest. def. en bedlegerig	996.457	983.103	849.566	1.152.862	1.139.540	1.006.318
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	1.009.877	996.523	862.986	1.166.282	1.152.960	1.019.738
Zware geest. def. en bedlegerig	996.457	983.103	849.566	1.152.862	1.139.540	1.006.318
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	1.009.877	996.523	862.986	1.166.282	1.152.960	1.019.738
Karakterstoorn.	1.019.787	1.006.759	876.478	1.149.729	1.136.731	1.006.759
Blind/Ambl. - 12 jaar	1.019.787	1.006.759	876.478	1.149.729	1.136.731	1.006.759
Blind/Ambl. 12 jaar en +	824.200	815.538	728.924	911.152	902.460	815.538
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	1.296.809	1.279.476	1.106.144	1.470.253	1.452.909	1.279.476

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	1.001.705	991.301	887.261	1.105.970	1.095.546	991.301
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	1.061.184	1.047.831	914.293	1.194.375	1.181.053	1.047.831
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	954.200	943.536	836.895	1.061.072	1.050.387	943.536
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	1.418.500	1.400.733	1.223.069	1.596.280	1.578.503	1.400.733
Niet-besmet. chron. aandoening	937.008	926.604	822.564	1.041.273	1.030.849	926.604

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 50	25 à 50	-25
A	1.039.201	1.028.869	925.544
B	1.075.170	1.064.558	958.442
C	1.317.743	1.303.831	1.164.710

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	460.943
B	469.952
C	483.494
D	631.688

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	320.007	320.007
Gematigde geestelijke def.	370.487	370.487
Ernstige geestelijke def.	370.487	370.487
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	517.272	517.272
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	464.913	464.913
Karakterstoorn.	480.254	534.906
Blind/Ambl. - 12 jaar	406.869	406.869
Blind/Ambl. 12 jaar en +	358.773	358.773
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	507.108	507.108
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	400.528	400.528
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	511.843	511.843
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	477.948	477.948
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	696.400	696.400

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	390.492
Gematigde geestelijke def.	462.742
Ernstige geestelijke def.	462.742
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	673.270
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	598.179
Karakterstoorn.	698.428

Blind/Ambl. - 12 jaar	514.871
Blind/Ambl. 12 jaar en +	445.903
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	658.300
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	505.657
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	665.136
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	616.517
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	929.149

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	482.495
B	487.883
C	704.641

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	231.913
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	398.256
--	---------

b) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	706.728	698.067	611.452	706.728	698.067	611.452
Gemat. geest. def.	829.474	819.070	715.030	933.739	923.315	819.070
Ern. geest. def. en bed.	955.053	941.699	808.162	1.111.458	1.098.136	964.914
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	968.473	955.119	821.582	1.124.878	1.111.556	978.334
Zware geest. def. en bed.	955.053	941.699	808.162	1.111.458	1.098.136	964.914
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn.	968.473	955.119	821.582	1.124.878	1.111.556	978.334
Karakterst.	978.383	965.355	835.074	1.108.325	1.095.327	965.355
Blind/Ambl. - 12 jaar	978.383	965.355	835.074	1.108.325	1.095.327	965.355
Blind/Ambl. 12 jaar en +	782.796	774.134	687.520	869.748	861.056	774.134
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	1.255.405	1.238.072	1.064.740	1.428.849	1.411.505	1.238.072
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	960.301	949.897	845.857	1.064.566	1.054.142	949.897
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 j.	1.019.780	1.006.427	872.889	1.152.971	1.139.649	1.006.427
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	912.796	902.132	795.491	1.019.668	1.008.983	902.132
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	1.377.096	1.359.329	1.181.665	1.554.876	1.537.099	1.359.329
Niet-besmet. chronische aandoe- ning	895.604	885.200	781.160	999.869	989.445	885.200

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 50	25 à 50	-25
A	997.797	987.465	884.140
B	1.033.766	1.023.154	917.038
C	1.276.339	1.262.427	1.123.306

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A			419.539
B			428.548
C			442.090
D			590.284

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S		NS
Lichte geestelijke def.	291.894		291.894
Gematigde geestelijke def.	342.374		342.374
Ernstige geestelijke def.	342.374		342.374
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	489.159		489.159
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	436.800		436.800
Karakterstoorn.	452.141		506.793
Blind/Ambl. - 12 jaar	378.756		378.756
Blind/Ambl. 12 jaar en +	330.660		330.660
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	478.995		478.995
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	372.415		372.415
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	483.730		483.730
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	449.835		449.835
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	668.287		668.287

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	350.755
Gematigde geestelijke def.	423.005
Ernstige geestelijke def.	423.005
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	633.533
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	558.442
Karakterstoorn.	658.691
Blind/Ambl. - 12 jaar	475.134
Blind/Ambl. 12 jaar en +	406.166
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	618.563
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	465.920
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	625.399
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	576.780
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	889.412

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	442.758
B	448.146
C	664.904

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	231.913
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	398.256
--	---------

c) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB <= 60

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	725.082	716.874	634.789	725.082	716.874	634.789
Gemat. geest. def.	841.410	831.550	732.950	940.222	930.343	831.550
Ern. geest. def. en bed.	960.422	947.766	821.212	1.108.648	1.096.022	969.767
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	973.140	960.485	833.930	1.121.366	1.108.741	982.485
Zware geest. def. en bed.	960.422	947.766	821.212	1.108.648	1.096.022	969.767
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn.	973.140	960.485	833.930	1.121.366	1.108.741	982.485
Karakterst.	982.531	970.185	846.717	1.105.679	1.093.361	970.185
Blind/Ambl. - 12 jaar	982.531	970.185	846.717	1.105.679	1.093.361	970.185
Blind/Ambl. 12 jaar en +	797.172	788.964	706.879	879.578	871.340	788.964
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	1.245.067	1.228.641	1.064.373	1.409.442	1.393.005	1.228.641
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	965.395	955.535	856.936	1.064.208	1.054.329	955.535
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 j.	1.021.764	1.009.109	882.555	1.147.990	1.135.364	1.009.109
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	920.374	910.268	809.204	1.021.658	1.011.531	910.268
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	1.360.395	1.343.558	1.175.184	1.528.879	1.512.031	1.343.558
Niet-besmet. chronische aandoe- ning	904.082	894.222	795.622	1.002.895	993.015	894.222

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 50	25 à 50	-25
A	1.000.931	991.138	893.217
B	1.035.018	1.024.962	924.394
C	1.264.907	1.251.723	1.119.877

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	452.911
B	461.449
C	474.283
D	614.727

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	312.700	312.700
Gematigde geestelijke def.	360.472	360.472
Ernstige geestelijke def.	360.472	360.472
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	499.382	499.382
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	449.831	449.831
Karakterstoorn.	464.350	516.069
Blind/Ambl. - 12 jaar	394.902	394.902
Blind/Ambl. 12 jaar en +	349.386	349.386
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	489.763	489.763
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	388.901	388.901
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	494.244	494.244
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	462.168	462.168
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	668.899	668.899

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	380.026
Gematigde geestelijke def.	448.400
Ernstige geestelijke def.	448.400
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	647.634
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	576.572
Karakterstoorn.	671.443
Blind/Ambl. - 12 jaar	497.733
Blind/Ambl. 12 jaar en +	432.465
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	633.467
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	489.014
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. - 8 jaar	639.936
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomy., skeletmisv. 8 jaar en +	593.925
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	889.785

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	467.094
B	472.193
C	677.322

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	222.050
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	378.081
--	---------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > 60
RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	683.678	675.470	593.385	683.678	675.470	593.385
Gemat. geest. def.	800.006	790.146	691.546	898.818	888.939	790.146
Ern. geest. def. en bed.	919.018	906.362	779.808	1.067.244	1.054.618	928.363
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	931.736	919.081	792.526	1.079.962	1.067.337	941.081
Zware geest. def. en bed.	919.018	906.362	779.808	1.067.244	1.054.618	928.363
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsstoorn.	931.736	919.081	792.526	1.079.962	1.067.337	941.081
Karakterst.	941.127	928.781	805.313	1.064.275	1.051.957	928.781
Blind/Ambl. - 12 jaar	941.127	928.781	805.313	1.064.275	1.051.957	928.781
Blind/Ambl. 12 jaar en +	755.768	747.560	665.475	838.174	829.936	747.560
Doof, ernst. gehoorst. - 8 jaar	1.203.663	1.187.237	1.022.969	1.368.038	1.351.601	1.187.237
Doof, ernst. gehoorst. 8 jaar en +	923.991	914.131	815.532	1.022.804	1.012.925	914.131
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. - 8 j.	980.360	967.705	841.151	1.106.586	1.093.960	967.705
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliom., skeletmisv. 8 jaar en +	878.970	868.864	767.800	980.254	970.127	868.864
Hersenverw., mult. scl., spina bif., myopathie, neurop.	1.318.991	1.302.154	1.133.780	1.487.475	1.470.627	1.302.154
Niet-besmet. chronische aandoe- ning	862.678	852.818	754.218	961.491	951.611	852.818

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+ 50	25 à 50	-25
A	959.527	949.734	851.813
B	993.614	983.558	882.990
C	1.223.503	1.210.319	1.078.473

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	411.507
B	420.045
C	432.879
D	573.323

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	284.587	284.587
Gematigde geestelijke def.	332.359	332.359
Ernstige geestelijke def.	332.359	332.359
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	471.269	471.269
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	421.718	421.718
Karakterstoorn.	436.237	487.956
Blind/Ambl. - 12 jaar	366.789	366.789
Blind/Ambl. 12 jaar en +	321.273	321.273

	S	NS
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	461.650	461.650
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	360.788	360.788
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomi., skeletmisv. - 8 jaar	466.131	466.131
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomi., skeletmisv. 8 jaar en +	434.055	434.055
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	640.786	640.786

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	340.289
Gematigde geestelijke def.	408.663
Ernstige geestelijke def.	408.663
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	607.897
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	536.835
Karakterstoorn.	631.706
Blind/Ambl. - 12 jaar	457.996
Blind/Ambl. 12 jaar en +	392.728
Doof, ernst. gehoorstoorn. - 8 jaar	593.730
Doof, ernst. gehoorstoorn. 8 jaar en +	449.277
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomi., skeletmisv. - 8 jaar	600.199
Stoorn. in de mot., dysmelie, poliomi., skeletmisv. 8 jaar en +	554.188
Hersenverweking, multiple scler., spina bifida, myopathie, neurop.	850.048

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	427.357
B	432.456
C	637.585

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	222.050
--	---------

RESIDENTIËLE OVERGANGSDIENSTEN

	378.081
--	---------

§ 2. DE IN § 1 VAN DEZE BIJLAGE BEDOELDE TOELAGEN PER TENLASTENEMING
WERDEN BEREKEND DOOR DE VOLGENDE BEDRAGEN OP TE TELLEN :

- a) Voor andere diensten dan de diensten voor plaatsing in gezinnen en de residentiële overgangsdiensten
Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten)
95273 BEF in residentiële diensten ≤ 60 tenlastenemingen;
94773 BEF in residentiële diensten > 60 tenlastenemingen;
46874 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. ≤ 60 tenlastenemingen;
44213 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.B. > 60 tenlastenemingen;
44213 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. ≤ 60 tenlastenemingen;
44713 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.B. > 60 tenlastenemingen.

Bedrag nr. 2. (gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel)
 212071 BEF in residentiële diensten met een G.R.B. \leq 60 tenlastenemingen;
 171167 BEF in residentiële diensten met een G.R.B. $>$ 60 tenlastenemingen;
 148550 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. \leq 60 tenlastenemingen;
 111474 BEF in een dagonthaaldienst voor niet-schoolgaande jongeren en in een dagonthaaldienst voor volwassenen met een G.R.B. $>$ 60 tenlastenemingen;
 139087 BEF in een dagonthaaldienst voor jongeren met een G.R.B. \leq 60 tenlastenemingen;

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage XIII bedoelde subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

703425 BEF voor het administratieve personeel;
 800514 BEF voor de boekhouders;
 629006 BEF voor de arbeiders;
 975838 BEF voor de maatschappelijke assistenten;
 931661 BEF voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. \leq 60 is;
 1216630 BEF voor de directeurs in de instellingen waarvan de G.R.B. $>$ 60 is.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15 % in residentiële diensten;
 54,15 % in dagonthaaldiensten.

Bedrag nr. 3. (gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel)
 - naar gelang het soort tenlasteneming worden de in punt a) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

1027312 BEF voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel
 824690 BEF voor de opvoeders 1ste kl. of 2de kl. A en hoofdopvoeders
 690715 BEF voor de opvoeders 2de kl. B, 3de kl., kinderverzorgsters en gelijkgestelden
 961519 BEF voor de opvoeders-groepsleiders.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

1° voor privé-instellingen : 58,15% in residentiële diensten
 54,15% in dagonthaaldiensten

2° voor openbare instellingen : 49,88% in residentiële diensten
 45,88% in dagonthaaldiensten.

Het volgende coëfficiënt wordt dan toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

82% in residentiële diensten voor jongeren
 82% in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
 82% in residentiële diensten voor volwassenen
 70% in dagonthaaldiensten voor jongeren
 100% in dagonthaaldiensten voor jongeren
 85% in dagonthaaldiensten voor volwassenen.

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding tussen de opvoeders van "categorie I" en "categorie II", die bepaald is bij de coëfficiënten onder punt a) van bijlage XIV, jaarlijks aangepast door het Agentschap :

deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgestelde gemiddelde per instellings-categorie :

70,93% OPVOEDER I/29,07% OPVOEDER II in residentiële diensten voor volwassenen
 64,92% OPVOEDER I/35,08% OPVOEDER II in residentiële nachtdiensten voor volwassenen
 74,41% OPVOEDER I/25,59% OPVOEDER II in residentiële diensten voor jongeren
 79,78% OPVOEDER I/20,22% OPVOEDER II in dagonthaaldiensten voor jongeren
 82,25% OPVOEDER I/17,75% OPVOEDER II in dagonthaaldiensten voor niet-leerplichtige jongeren
 74,71% OPVOEDER I/25,29% OPVOEDER II in dagonthaaldiensten voor volwassenen

b) voor de diensten voor plaatsing in gezinnen

Bedrag nr. 1 (gemiddelde van de werkingslasten) :
 48070 BEF

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het educatieve en niet-educatieve personeel)

De onder punt *b*) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende weddeschalen, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

975838 BEF voor de functie van directeur

975838 BEF voor de functie van maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2de kl. A)

1027312 BEF voor de psychologen en/of paramedici

661229 BEF voor de functie van klerk.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

54,15% voor privé-instellingen

45,88% voor openbare instellingen.

c) voor de residentiële overgangsdiensten

Bedrag nr. 1 : (gemiddelde van de lasten van het werkingspersoneel)

12435 BEF.

Bedrag nr. 2 (gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel)

De onder punt *c*) van bijlage XIV bedoelde subsidiëringscoëfficiënt wordt vermenigvuldigd met de volgende weddeschaal, op basis van een gemiddelde geldelijke anciënniteit van 10 jaar :

975838 BEF op grond van de schaal 16.

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van de toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 26 van dit besluit.

De som van de verkregen resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, dat als volgt wordt vastgesteld :

58,15% voor privé-instellingen

49,88% voor openbare instellingen.

BIJLAGE V (bedoeld in artikel 31)
BEDRAGEN VAN DE DAGELIJKSE TOELAGE

RESIDENTIËLE DIENSTEN

Jongeren

	Van 0 tot - dan 3 jaar	Van 3 tot - dan 12 jaar	12 jaar en +
<= 30 tenlastenemingen	217	263	314
> 30 tenlastenemingen	200	246	297

Volwassene

<= 30 tenlastenemingen	340
> 30 tenlastenemingen	323

DAGONTHAALDIENSTEN

Jongeren

	Van 0 tot - dan 3 jaar		Van 3 tot - dan 12 jaar		12 jaar en +	
	SCHOOL.	NIET-SCHOOL.	SCHOOL.	NIET-SCHOOL.	SCHOOL.	NIET-SCHOOL.
<= 30 tenlastenemingen	145	147	153	160	167	178
> 30 tenlastenemingen	131	133	139	146	154	165

Volwassenen

<= 30 tenlastenemingen	178
> 30 tenlastenemingen	165

DIENSTEN VOOR PLAATSING IN GEZINNEN

	Van 0 tot - dan 3 jaar	Van 3 tot - dan 12 jaar	12 jaar en +
Tenlasteneming van jongeren met een zware of ernstige geestelijke deficiëntie, hersenverwaking, multiple sclerose, spina bifida, myopathie, neuropathie.			
Tenlasteneming van de in artikel 16, vierde lid, c, bedoelde volwassenen.	621	652	686
Tenlasteneming van jongeren met een gematigde geestelijke deficiëntie, karakterstoornissen met neurotische of prepsychotische problemen, blindheid, amblyopie of ernstige gezichtsstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis, skelet- en ledenmisvormingen.			
Tenlasteneming van de in artikel 16, vierde lid, b, bedoelde volwassenen.	587	618	652
Tenlasteneming van jongeren met een lichte geestelijke deficiëntie, doofheid of halfdoofheid of ernstige gehoor- of spraakstoornissen, een niet-besmettelijke chronische aandoening die niet meer in een afdeling kindergeneeskunde verzorgd hoeft te worden.			
Tenlasteneming van de in artikel 16, vierde lid, a, bedoelde volwassenen.	553	584	618

BIJLAGE VI (bedoeld in bijlage III)

PERSONEELSKOSTEN DIE IN AANMERKING KUNNEN WORDEN GENOMEN

I. Bijkomende voordelen

De bijkomende voordelen bestaan uitsluitend uit :

1° een bijzondere jaarlijkse toelage van maximum 23.434 BEF, die in maandelijkse tranches van maximum 1.953 BEF te betalen is aan alle personeelsleden, de geneesheren uitgezonderd.

Voor de personeelsleden die deeltijds werken, is de toelage evenredig aan de effectieve dienstverrichtingen;

2° een loontoeslag van 50% op grond van het gesubsidieerde uurloon, die in de residentiële diensten en diensten voor plaatsing in gezinnen verleend wordt, naar rato van maximum 11 uur per zondag voor diensten die op zondag door de volgende personeelsleden verricht worden :

a) educatief personeel :

- groepsleider;
- hoofdopvoeder;
- opvoeder 1ste klasse;
- opvoeder 2de klasse;
- opvoeder 2de klasse A
- opvoeder 2de klasse B;
- opvoeder 3de klasse;

b) onderhoudspersoneel :

- arbeider eerste categorie;
- arbeider tweede categorie;
- arbeider derde categorie;
- arbeider vierde categorie;
- arbeider vijfde categorie;

c) bijzondere functies :

- maatschappelijk assistent(e);
- gegradueerd verpleger (verpleegster);
- gebrevetteerd verpleger (verpleegster);
- kinderverzorgster;
- ziekenoppasser (es);
- gezins- en sanitaire help(st)er.

De maximale duur van de per zondag in aanmerking genomen dienstverrichtingen is beperkt tot 16 uur, rekening houdende met het vigerende zondagsstelsel dat vastgesteld is op grond van het aantal aanwezige gehandicapte personen;

3° een vergoeding voor onregelmatige dienstverrichtingen bij nacht voor de gegraduateerde en gebrevetteerde verplegers (verpleegsters) in residentiële diensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, behalve in de residentiële overgangsdiensten.

Het bedrag van deze vergoeding is vastgesteld op 20% van het uurloon, maar mag in totaal niet hoger zijn dan 10% van het loon van de betrokkene;

4° een bijzondere dagelijkse forfaitaire vergoeding van 500 BEF voor de personeelsleden die de begunstigten begeleiden, om hun werkelijke bijkomende lasten te dekken voor de vakantieverblijven die georganiseerd worden door residentiële diensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, met uitzondering van de residentiële overgangsdiensten, en die recht geven op een beperkte terugbetaling van de gemaakte kosten.

Met uitzondering van de eerste en de laatste dag van de vakantie, kan deze vergoeding slechts verleend worden voor elke aanwezigheidsperiode van 24 uur per dag in het vakantiecentrum.

Deze dagelijkse forfaitaire vergoeding wordt verleend voor maximum dertig dagen per begeleider;

5° een eindejaarstoelage die berekend wordt overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Waalse Gewest.

II. Geldelijke anciënniteit

De geldelijke anciënniteit van het educatieve personeel, de directeurs en de maatschappelijke assistenten wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald worden door hun werkgever :

- de instellingen die door het Agentschap, het voormalige Fonds 81 en het voormalige "FCIPPH" erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,
- de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,
- de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming,
- de "ONE",
- de erkende centra,
- de instellingen die erkend zijn door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, en met hen een overeenkomst hebben gesloten,
- de instellingen die erkend zijn door de Algemene Directie Sociale Actie en Gezondheid van het Ministerie van het Waalse Gewest, en met hen een overeenkomst hebben gesloten,
- de scholen van het buitengewoon onderwijs,
- de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum 1 jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het 10 dagen-verlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het niet-educatieve personeel betreft, met uitzondering van de directeurs en maatschappelijke assistenten, kunnen de diensten die eerder verleend werden in een gelijksoortige functie als die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het Agentschap erkende instelling, ook meegerekend worden, ongeacht of het personeel deeltijds of voltijds tewerkgesteld was.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

- voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage VII in de desbetreffende categorie ingedeeld zijn;
- voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage VII in de desbetreffende categorie ingedeeld zijn.

Deze diensten worden slechts in aanmerking genomen vanaf de datum waarop het personeelslid de in bijlage VII bedoelde leeftijd bereikt heeft en op voorwaarde dat hij toen in het bezit was van het diploma dat voor deze functie vereist wordt.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren bij de door het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten of de Dienst voor Jeugdbescherming erkende instellingen behouden op zijn minst het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hun toen officieel werd toegekend.

De verrichte diensten van de betrokkenen kunnen bewezen worden aan de hand van de stortingen bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

De bevoegde diensten mogen elk ander bewijsstuk eisen.

III. Benoemingen, bevorderingen en verandering van functie

§ 1. De wedde van het personeelslid dat tot een directiegraad benoemd wordt, mag niet lager zijn dan die voor de functie waarop zijn diploma recht geeft binnen de dienst die hem tewerkstelt.

§ 2. Het personeelslid dat binnen dezelfde dienst tot een andere graad bevorderd wordt, behoudt het geheel van de geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op grond van de in punt II van deze bijlage bedoelde criteria.

In geval van verandering van functie binnen dezelfde instelling, kan de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd worden overeenkomstig de in punt II van deze bijlage bedoelde bepalingen.

IV. Komen niet in aanmerking :

1° de uitkeringen aan gepensioneerde personeelsleden die een beroepsactiviteit uitoefenen die niet toegelaten is door de wetgeving op de pensioenregeling;

2° het gedeelte van de bezoldigingen en wettelijke werkgeversbijdragen boven de bedragen die de overheid voor een volledige rooster betaalt, onverminderd de betaling van de toegelaten overuren en van de verrichtingen in het kader van het onderwijs voor sociale promotie dat ten gunste van de personeelsleden van de diensten georganiseerd wordt.

Deze bepaling is ook van toepassing wanneer een persoon verschillende deeltijdse functies uitoefent die gesubsidieerd worden of die ten laste komen van de overheid.

BIJLAGE VII (bedoeld in de bijlagen III en VI)
WEDDESCHALEN

	Functie	Categorieën	Schaalnummer	Min. leeftijd
NIET-ED.	Directeur	Dir. 1ste kl. 15-29	17	24
		Dir. 1ste kl. 30-60	19	24
		Dir. 1ste kl. 60+	21	24
		Dir. 2de kl. 15-29	15	24
		Dir. 2de kl. 30-60	17	24
		Dir. 2de kl. 60+	19	24
		Dir. 6-14	15	24
		Onderdir. 1ste kl.	19	24
		Onderdir. 2de kl.	17	24
		Administratief personeel	Licenciaat met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering	21	24
	Gegradueerde of regent met een economische, juridische, administratieve of informaticaoriëntering		16	23
	Opsteller		9	20
	Econoom		15	20
	Klerk		4	18
	Klerk-stenotypist		5	18
	Boekhouder 1ste kl.		15	23
	Boekhouder 2de kl.		12	20
	Maatschap. assistent		16	23
	Arbeider		Arbeid. Cat 1	1	18
		Arbeid. Cat 2	2	18
Arbeid. Cat 3		3	18	
Arbeid. Cat 4		7	18	
Arbeid. Cat 5		10	18	
EDUC.	Psy. / Para.	Licenciaat in de Psy/Peda/Kine.	21	24
		Gegradueerde in de Kine/Logo/Ergo/Diët. en assist. in de psy.	16	23
		Orthopedagoog met de vereiste kwalificaties om opvoeder 1ste klasse te zijn of een door het Ministerie van de Franse Gemeenschap als gelijkwaardig beschouwde titel.	16	23
		Gebrev. verpl.	14	21
		Gegrad. verpl.	16	23

	Functie	Categorieën	Schaalnummer	Min. leeftijd
GEN.	Bijz. pers.	Techn. Knuts. app.	5	18
		Elektronicatechn. A1	16	23
		Elektronicatechn. A2	9	20
		Hulp klin. labo.	5	18
		Kopiist A3	5	18
		Kopiist A2	9	20
		Orthoptist	16	23
		Gegradueerde in de informatica	16	23
		Licentiaat in de informatica	21	24
	Opvoed. Cat. I	Hoofdopvoeder	17	21
		Opvoed. 1ste kl.	15	20
		Opvoed. 2de kl.	24	20
		Opvoed. 2de kl. A	13	20
	Opvoed. Cat. II	Opvoed. 2de kl. B	11	20
		Opvoed. 3de kl.	6	18
		Gezins- en san. help.	8	18
		Kinderverzorgster	8	18
		Ziekenoppas.	8	18
	Groepsleider	Groepsleider	18	21
	Geneesheer	Huisarts	22	27
		Geneesheer-specialist	23	27

BIJLAGE VIII (bedoeld in artikel 53 en in bijlage III)

SCHALEN (Index 100 = 01/01/1990 en revalorisaties tot en met 31/01/1996)

Schaalnummers (zie bijlage VII)

Geld. anc.	1	2	3	4	5
0	495.957	495.957	500.183	512.565	512.565
1	500.537	500.537	506.759	518.244	518.244
2	505.117	505.117	513.335	523.923	523.923
3	509.696	509.696	519.911	529.602	529.602
4	509.696	509.696	519.911	529.602	529.602
5	512.054	512.054	524.557	537.493	537.493
6	512.054	512.054	524.557	537.493	537.493
7	514.412	514.412	529.203	545.385	545.385
8	514.412	514.412	529.203	545.385	545.385
9	516.770	516.770	535.456	553.277	553.277
10	516.770	516.770	535.456	553.277	553.277
11	519.128	519.128	541.710	561.168	561.168
12	519.128	519.128	541.710	561.168	561.168

Geld. anc.	1	2	3	4	5
13	521.486	521.486	547.963	569.060	569.060
14	521.486	521.486	547.963	569.060	569.060
15	523.844	527.103	554.216	579.875	579.875
16	523.844	527.103	554.216	579.875	579.875
17	526.201	533.356	560.470	590.689	590.689
18	526.201	533.356	560.470	590.689	590.689
19	528.559	539.610	566.723	601.504	601.504
20	528.559	539.610	566.723	601.504	601.504
21	530.917	545.863	572.977	612.319	612.319
22	530.917	545.863	572.977	612.319	612.319
23	533.275	552.116	579.230	623.134	623.134
24	533.275	552.116	579.230	623.134	623.134
25	538.338	558.370	585.483	633.949	633.949
26	538.338	558.370	585.483	633.949	633.949
27	543.401	564.623	591.737	650.949	650.949
28	543.401	564.623	591.737	650.949	650.949
29	543.401	564.623	591.737	667.949	667.949
30	543.401	564.623	591.737	667.949	667.949
31	543.401	564.623	591.737	667.949	667.949

Schaalnummers

Geld. anc.	6	7	8	9	10
0	512.565	516.202	512.565	521.459	532.470
1	518.244	522.778	518.244	532.309	539.046
2	523.923	529.354	523.923	543.158	545.622
3	529.602	535.930	529.602	554.007	552.199
4	529.602	535.930	529.602	554.007	552.199
5	537.493	542.184	537.493	564.465	558.452
6	537.493	542.184	537.493	564.465	558.452
7	545.385	548.437	545.385	574.922	564.705
8	545.385	548.437	545.385	574.922	564.705
9	555.590	554.690	600.226	600.229	570.959
10	555.590	554.690	605.649	600.229	570.959
11	567.185	560.944	611.073	625.536	577.212
12	567.185	560.944	618.303	625.536	577.212
13	578.780	567.197	625.534	650.843	583.466
14	578.780	567.197	632.765	650.843	583.466
15	593.211	573.451	639.996	676.150	589.719
16	593.211	573.451	647.227	676.150	589.719
17	607.641	579.704	654.458	701.457	595.972
18	607.641	579.704	661.689	701.457	595.972
19	622.071	586.810	668.920	726.764	603.078
20	622.071	586.810	676.150	726.764	603.078
21	636.501	593.916	683.381	752.071	610.185
22	636.501	593.916	690.612	752.071	610.185
23	650.932	601.022	697.843	777.379	617.291

Geld. anc.	6	7	8	9	10
24	650.932	601.022	705.074	777.379	617.291
25	665.362	608.128	712.305	802.686	624.397
26	665.362	608.128	719.536	802.686	624.397
27	679.792	615.234	726.766	827.993	631.503
28	679.792	615.234	733.997	827.993	631.503
29	694.222	615.234	741.228	853.300	631.503
30	694.222	615.234	741.228	853.300	631.503
31	694.222	615.234	741.228	853.300	631.503

Schaalnummers

Geld. anc.	11	12	13	14	15
0	527.917	539.534	549.609	582.145	600.221
1	538.765	550.384	558.648	592.994	611.071
2	549.613	561.233	567.686	603.844	621.920
3	560.462	572.082	576.725	614.693	632.769
4	560.462	572.082	576.725	614.693	632.769
5	571.310	582.540	587.573	625.542	643.619
6	571.310	582.540	587.573	625.542	643.619
7	585.770	592.998	598.422	640.002	658.078
8	585.770	592.998	598.422	640.002	658.078
9	600.229	618.305	609.270	733.378	686.999
10	600.229	618.305	609.270	733.378	686.999
11	614.689	643.612	620.118	755.071	715.919
12	614.689	643.612	620.118	755.071	715.919
13	629.149	668.918	634.578	776.763	741.226
14	629.149	668.918	634.578	776.763	741.226
15	643.608	694.225	649.038	798.456	766.533
16	643.608	694.225	649.038	798.456	766.533
17	658.068	719.532	663.497	820.148	791.840
18	658.068	719.532	663.497	820.148	791.840
19	672.528	744.839	677.957	841.841	817.147
20	672.528	744.839	677.957	841.841	817.147
21	686.988	770.147	692.417	863.534	842.454
22	686.988	770.147	692.417	863.534	842.454
23	701.447	795.454	706.876	885.226	867.761
24	701.447	795.454	706.876	885.226	867.761
25	715.907	820.761	721.336	906.919	893.068
26	715.907	820.761	721.336	906.919	893.068
27	730.367	846.068	735.867	928.611	918.375
28	730.367	846.068	735.867	928.611	918.375
29	744.826	871.375	761.103	950.304	943.682
30	744.826	871.375	761.103	950.304	943.682
31	744.826	871.375	761.103	950.304	943.682

Schaalnummers

Geld. anc.	16	17	18	19	20
0	630.347	686.988	717.715	746.638	OPJ
1	642.998	697.837	728.564	757.487	
2	655.649	708.686	739.413	768.337	
3	668.300	719.536	750.263	779.186	
4	668.300	719.536	750.263	779.186	
5	689.993	730.385	761.112	790.035	
6	689.993	730.385	761.112	790.035	
7	711.686	744.845	775.572	804.495	
8	711.686	744.845	775.572	804.495	
9	816.528	773.765	804.492	833.415	
10	816.528	773.765	804.492	833.415	
11	838.220	802.685	833.412	862.336	
12	838.220	802.685	833.412	862.336	
13	859.913	827.992	858.719	887.643	
14	859.913	827.992	858.719	887.643	
15	881.606	853.299	884.026	912.950	
16	881.606	853.299	884.026	912.950	
17	903.298	878.606	909.333	938.257	
18	978.012	878.606	909.333	938.257	
19	999.705	903.913	934.640	963.564	
20	999.705	903.913	934.640	963.564	
21	1.021.398	929.220	959.947	988.871	
22	1.021.398	929.220	959.947	988.871	
23	1.043.090	954.527	985.254	1.014.178	
24	1.043.090	954.527	985.254	1.014.178	
25	1.064.783	979.834	1.010.561	1.039.485	
26	1.064.783	979.834	1.010.561	1.039.485	
27	1.086.475	1.005.141	1.035.868	1.064.792	
28	1.086.475	1.005.141	1.035.868	1.064.792	
29	1.086.475	1.030.448	1.061.175	1.090.099	
30	1.086.475	1.030.448	1.061.175	1.090.099	
31	1.086.475	1.030.448	1.086.482	1.115.406	

Schaalnummers

Geld. anc.	21	22	23	24
0	835.210	1.034.050	1.377.494	549.609
1	860.517	1.059.357	1.377.494	560.458
2	885.824	1.084.664	1.431.724	571.306
3	911.131	1.109.971	1.431.724	582.154
4	911.131	1.109.971	1.485.955	582.154
5	949.996	1.154.257	1.485.955	593.003
6	949.996	1.154.257	1.540.185	593.003
7	988.862	1.198.543	1.540.185	607.462
8	988.862	1.198.543	1.594.416	607.462

Geld. anc.	21	22	23	24
9	1.027.727	1.242.830	1.594.416	621.922
10	1.027.727	1.242.830	1.648.646	621.922
11	1.066.592	1.287.116	1.648.646	636.382
12	1.066.592	1.287.116	1.702.877	636.382
13	1.105.458	1.331.403	1.702.877	650.841
14	1.105.458	1.331.403	1.757.107	650.841
15	1.144.323	1.375.689	1.757.107	665.301
16	1.144.323	1.375.689	1.811.338	665.301
17	1.183.189	1.419.976	1.811.338	679.761
18	1.183.189	1.419.976	1.865.568	679.761
19	1.222.054	1.464.262	1.865.568	694.220
20	1.222.054	1.464.262	1.919.798	694.220
21	1.260.919	1.508.549	1.919.798	700.548
22	1.260.919	1.508.549	1.974.029	700.548
23	1.299.785	1.552.835	1.974.029	706.875
24	1.299.785	1.552.835	1.974.029	706.875
25	1.299.785	1.552.835	1.974.029	721.335
26	1.299.785	1.552.835	1.974.029	721.335
27	1.299.785	1.552.835	1.974.029	735.795
28	1.299.785	1.552.835	1.974.029	735.795
29	1.299.785	1.552.835	1.974.029	761.102
30	1.299.785	1.552.835	1.974.029	761.102
31	1.299.785	1.552.835	1.974.029	761.102

—

BIJLAGE IX (bedoeld in artikel 55)

In acht te nemen minimumquota's voor niet-educatief personeel

GRB > dan	Residentiële diensten	Dagonthaaldiensten voor jongeren	Dagonthaaldiensten voor volwassenen
1	0,1425	0,0950	0,0950
2	0,2850	0,1900	0,1900
3	0,4275	0,2850	0,3325
4	0,5700	0,3800	0,4275
5	0,7125	0,4750	0,5225
6	0,8550	0,5700	0,6650
7	0,9500	0,7125	0,7600
8	1,1400	0,8075	0,8550
9	1,2825	0,9025	0,9500
10	1,4250	0,9500	1,0450
15	2,3750	1,6625	1,5200
20	3,0875	2,1375	1,9950
25	3,8000	2,1375	1,9950
30	4,5125	2,8500	3,3250
35	5,2250	2,8500	3,3250
40	6,1750	3,5625	3,3250
45	7,1250	4,5125	4,2750

GRB > dan	Residentiële diensten	Dagonthaaldiensten voor jongeren	Dagonthaaldiensten voor volwassenen
50	8,0750	4,7500	4,5125
60	8,5500	5,7000	5,9375
65	8,5500	6,1750	5,9375
70	9,9750	6,1750	5,9375
75	9,9750	7,1250	6,8875
80	11,4000	7,1250	6,8875
	+0,95 per bijkomende tranche van 10 (GRB)	+ 0,95 per bijkomende tranche van 15 (GRB)	+ 0,95 per bijkomende tranche van 25 (GRB)

Onder "niet-educatief personeel" wordt verstaan het geheel van het tewerkgestelde directie-, bestuurs-, sociaal en arbeiderspersoneel, waarvan de kwalificaties overeenstemmen met de in bijlage III bedoelde vereisten, ongeacht het statuut, zelfs wanneer de diensten via een dienstenmaatschappij worden verleend.

BIJLAGE X (bedoeld in artikel 55)

a) In acht te nemen minimumquota's voor educatief personeel per begunstigde
RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	0,3208	0,3142	0,2483	0,3208	0,3142	0,2483
Gemat. geest. def.	0,4060	0,3981	0,3190	0,4852	0,4773	0,3981
Ern. geest. def. en bedlegerig	0,5004	0,4903	0,3888	0,6152	0,6051	0,5038
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	0,5088	0,4986	0,3972	0,6236	0,6135	0,5122
Zware geest. def. en bed.	0,5004	0,4903	0,3888	0,6152	0,6051	0,5038
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	0,5088	0,4986	0,3972	0,6236	0,6135	0,5122
Karakterstoorn.	0,5122	0,5023	0,4033	0,6110	0,6011	0,5023
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,5122	0,5023	0,4033	0,6110	0,6011	0,5023
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,3659	0,3594	0,2935	0,4320	0,4254	0,3594
Doof - 8 jaar	0,7053	0,6921	0,5604	0,8371	0,8239	0,6921
Doof 8 jaar en +	0,4825	0,4746	0,3955	0,5617	0,5538	0,4746
Mot.A - 8 jaar	0,5383	0,5281	0,4266	0,6395	0,6294	0,5281
Mot.A 8 jaar en +	0,4566	0,4485	0,3675	0,5378	0,5297	0,4485
Mot.B	0,7796	0,7661	0,6311	0,9147	0,9012	0,7661
Niet-besmet. chron. aandoen.	0,4442	0,4363	0,3572	0,5235	0,5155	0,4363

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+50	25à50	-25
A	0,5431	0,5352	0,4562
B	0,5702	0,5620	0,4809
C	0,7269	0,7162	0,6099

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	+50	25à50	-25
A	0,1186	0,1186	0,1186
B	0,1256	0,1256	0,1256
C	0,1361	0,1361	0,1361
D	0,2505	0,2505	0,2505

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	S	NS
Lichte geestelijke def.	0,0961	0,0961
Gematigde geestelijke def.	0,1305	0,1305
Ernstige geestelijke def.	0,1305	0,1305
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	0,2432	0,2432
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	0,2032	0,2032
Karakterstoorn.	0,2105	0,2527
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,1570	0,1570
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,1204	0,1204
Doof - 8 jaar	0,2239	0,2239
Doof 8 jaar en +	0,1486	0,1486
Mot.A - 8 jaar	0,2287	0,2287
Mot.B 8 j. en +	0,2026	0,2026
Mot.B	0,3501	0,3501

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

Lichte geestelijke def.	0,1373
Gematigde geestelijke def.	0,1865
Ernstige geestelijke def.	0,1865
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	0,3474
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	0,2902
Karakterstoorn.	0,3610
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,2243
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,1720
Doof - 8 jaar	0,3199
Doof 8 jaar en +	0,2122
Mot.A - 8 jaar	0,3267
Mot.B 8 j. en +	0,2894
Mot.B	0,5001

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

A	0,2077
B	0,2119
C	0,3463

Onder "educatief personeel" wordt verstaan de psychologen, de paramedici, het bijzondere personeel, de opvoeders van de categorieën I en II en de opvoeders groepsleiders, zoals bepaald in bijlage VII, waarvan de kwalificaties overeenstemmen met de in bijlage II bedoelde vereisten, ongeacht hun statuut, zelfs wanneer de diensten via een dienstenmaatschappij worden verleend.

b) In acht te nemen personeelsquota's binnen de diensten voor plaatsing in gezinnen :

0,1205

c) In acht te nemen minimum personeelsquota's binnen de residentiële overgangsdiensten :

0,2375

 BIJLAGE XI (bedoeld in artikel 55)

Minimale kwalitatieve normen die al naar gelang de GRB door de diensten in acht genomen moeten worden, met uitzondering van de residentiële nachtdiensten voor volwassenen, de residentiële overgangsdiensten, de diensten voor plaatsing in gezinnen, de residentiële diensten tot 15 tenlastenemingen en de dagonthaaldiensten tot 15 tenlastenemingen

RESIDENTIËLE DIENSTEN

Directeur : 0,5

Maatschappelijk assistent : 0,25

Bestuurspersoneel : 0,25

Arbeider : 1 per volle tranche van 15 personen

Psycholoog : 0,25

Paramedicus : 0,5

Opvoeder : 3 per volle tranche van 15 personen

DAGONTHAALDIENSTEN

Directeur : 0,5

Maatschappelijk assistent : 0,25

Bestuurspersoneel : 0,25

Arbeider : 0,5 per volle tranche van 15 personen

Psycholoog : 0,25

Paramedicus : 0,5

Opvoeder : 1,5 per volle tranche van 15 personen

 BIJLAGE XII (bedoeld in artikel 91 en in bijlage III)

Minimumindeling van het rekeningenstelsel van de diensten voor gehandicapte personen

Klasse I : Eigen middelen, voorzieningen voor risico's en kosten op meer dan één jaar

10 Dotaties, inbrengen en giften in kapitaal

12 Herwaarderingsmeerwaarden

13 Reserves

14 Overgedragen resultaten

15 Investeringssubsidies

150 Verkregen bedragen

1500 Overheid

15000 Staat

15001 Gemeenschappen

15002 Gewesten

15003 Provincies

1502 Steden, Gemeenten

1503 Nationale Loterij

1504 Andere

- 159 Afschrijving van de investeringssubsidies
 - 1590 Overheid
 - 15900 Staat
 - 15901 Gemeenschappen
 - 15902 Gewesten
 - 15903 Provincies
 - 1592 Steden, Gemeenten
 - 1593 Nationale Loterij
 - 1594 Andere

- 16 Voorzieningen voor risico's en kosten
 - 161 Voorzieningen voor grote onderhoudswerken
 - 162 Voorzieningen vakantie- en uitgaansgeld
 - 164 Andere voorzieningen

- 17 Schulden op meer dan één jaar
 - 172 Leasingschulden en soortgelijke
 - 173 Kredietinstellingen
 - 174 Overige leningen
 - 175 Schulden betreffende de aankopen van goederen en diensten
 - 176 Invorderbare voorschotten en teveel betaalde bedragen die door de subsidiërende overheid ingevorderd kunnen worden
 - 1760 Vaste schulden
 - 1763 Geraamde schulden
 - 178 Borgtochten ontvangen in contanten
 - 179 Andere schulden

Klasse II : Oprichtingskosten, vaste activa en vorderingen op meer dan één jaar

- 20 Oprichtingskosten
 - 200 Kosten van oprichting, preëxploitatie, eerste vestiging
 - 2000 Geactiveerde kosten
 - 2009 Geboekte afschrijvingen
 - 204 Herstructureringskosten
 - 2040 Geactiveerde kosten
 - 2049 Geboekte afschrijvingen

- 21 Onlichamelijke vaste activa
 - 210 Geactiveerde kosten
 - 219 Geboekte afschrijvingen

- 22 Terreinen en gebouwen
 - 220 Terreinen
 - 2200 Geactiveerde kosten
 - 221 Gebouwen
 - 2210 Geactiveerde kosten
 - 2219 Geboekte afschrijvingen
 - 222 Bebouwde terreinen
 - 2220 Geactiveerde kosten
 - 2229 Geboekte afschrijvingen
 - 223 Andere werkelijke rechten op gebouwen (bv. recht van vruchtgebruik)
 - 2230 Geactiveerde kosten
 - 2239 Geboekte afschrijvingen
 - 224 Grote onderhouds- en herstellingswerken
 - 2240 Geactiveerde kosten
 - 2249 Geboekte afschrijvingen
 - 225 Verbouwingen
 - 2250 Geactiveerde kosten
 - 2259 Geboekte afschrijvingen

- 23 Installaties, machines en uitrustingen
 - 230 Veiligheidsinstallaties
 - 2300 Geactiveerde kosten
 - 2309 Geboekte afschrijvingen
 - 231 Keukeninstallaties
 - 2310 Geactiveerde kosten
 - 2319 Geboekte afschrijvingen
 - 232 Wasserij-installaties
 - 2320 Geactiveerde kosten
 - 2329 Geboekte afschrijvingen
 - 233 Educatief materieel
 - 2330 Geactiveerde kosten
 - 2339 Geboekte afschrijvingen
 - 234 Medische en paramedische uitrusting
 - 2340 Geactiveerde kosten
 - 2349 Geboekte afschrijvingen
 - 235 Kantooruitrusting
 - 2350 Geactiveerde kosten
 - 2359 Geboekte afschrijvingen
 - 236 Computeruitrusting
 - 2360 Geactiveerde kosten
 - 2369 Geboekte afschrijvingen
 - 237 Onderhoudsmaterieel en -uitrusting
 - 2370 Geactiveerde kosten
 - 2379 Geboekte afschrijvingen
 - 239 Diverse
 - 2390 Geactiveerde kosten
 - 2399 Geboekte afschrijvingen

- 24 Meubilair en rollend materieel
 - 240 Meubilair
 - 2400 Geactiveerde kosten
 - 2409 Geboekte afschrijvingen

 - 241 Rollend materieel
 - 2410 Geactiveerde kosten
 - 2419 Geboekte afschrijvingen

- 25 Vaste activa in leasing of op grond van een soortgelijk recht
 - 250 Terreinen en gebouwen
 - 2500 Terreinen
 - 25000 Aanschaffingswaarde
 - 2501 Gebouwen
 - 25010 Aanschaffingswaarde
 - 25019 Geboekte afschrijvingen
 - 2502 Bebouwde terreinen
 - 25020 Aanschaffingswaarde
 - 25029 Geboekte afschrijvingen

 - 251 Installaties, machines en uitrustingen
 - 2510 Veiligheidsinstallaties
 - 25100 Geactiveerde kosten
 - 25109 Geboekte afschrijvingen
 - 2511 Keukeninstallaties
 - 25110 Geactiveerde kosten
 - 25119 Geboekte afschrijvingen
 - 2512 Wasserij-installaties
 - 25120 Geactiveerde kosten
 - 25129 Geboekte afschrijvingen

- 2513 Educatief materieel
 - 25130 Geactiveerde kosten
 - 25139 Geboekte afschrijvingen
- 2514 Medische en paramedische uitrusting
 - 25140 Geactiveerde kosten
 - 25149 Geboekte afschrijvingen
- 2515 Kantooruitrusting
 - 25150 Geactiveerde kosten
 - 25159 Geboekte afschrijvingen
- 2516 Computeruitrusting
 - 25160 Geactiveerde kosten
 - 25169 Geboekte afschrijvingen
- 2517 Onderhoudsmaterieel en -uitrusting
 - 25170 Geactiveerde kosten
 - 25179 Geboekte afschrijvingen
- 2519 Diverse
 - 25190 Geactiveerde kosten
 - 25199 Geboekte afschrijvingen
- 2520 Meubilair
 - 25200 Geactiveerde kosten
 - 25209 Geboekte afschrijvingen
- 2521 Rollend materieel
 - 25210 Geactiveerde kosten
 - 25219 Geboekte afschrijvingen

- 26 Gebouwen en reserve-uitrusting
 - 260 Geactiveerde kosten
 - 269 Geboekte afschrijving

- 27 Gebouwen in aanbouw en vooruitbetalingen
 - 270 Gebouwen in aanbouw
 - 271 Vooruitbetalingen

- 28 Financiële vaste activa
 - 288 Borgtochten betaald in contanten

- 29 Vorderingen op meer dan één jaar
 - 290 Vorderingen voor dienstverleningen
 - 2900 Vaste vorderingen
 - 2903 Geraamde vorderingen
 - 2906 Vooruitbetalingen
 - 2907 Dubieuze debiteuren
 - 291 Andere vorderingen

Klasse III : Voorraden

- 30 Persoonsgebonden produkten
 - 300 Voeding
 - 301 Textiel en kleding
 - 302 Medicamenten
 - 3021 Gewone geneesmiddelen
 - 3022 Farmaceutische specialiteiten
 - 303 Educatief materieel
 - 304 Toilet- en verzorgingsbenodigdheden
 - 305 Disposables
 - 307 Andere goederen

- 31 Niet-persoonsgebonden produkten
 - 310 Onderhoudsprodukten en -goederen
 - 311 Brandstof
 - 312 Kantoorbenodigdheden
 - 317 Andere goederen

Klasse IV : Vorderingen en schulden op ten hoogste één jaar

- 40 Werkingsvorderingen
 - 400 Algemene werkingsvorderingen
 - 4000 Vorderingen op subsidiërende overheid
 - 40000 AGENTSCHAP (voormalig Fonds 81)
 - 40001 Dienst voor Jeugdbescherming
 - 40002 AGENTSCHAP (voormalig "FCIPPH")
 - 40003 RIZIV
 - 40004 Onderwijs
 - 40005 Buitenlandse subsidiërende overheid
 - 40009 Andere
 - 4001 Vorderingen op plaatselijke besturen en OCMW's
 - 4002 Vorderingen op verzekeringsinstellingen
 - 4003 Vorderingen op ouders en voogden
 - 4004 Vorderingen op kinderbijlagen
 - 4005 Vorderingen op werknemers
 - 4006 Vorderingen op gastgezinnen
 - 4007 Vorderingen op gehandicapten
 - 4009 Andere werkingsvorderingen
 - 403 Geraamde vorderingen op subsidiërende overheid
 - 4030 AGENTSCHAP (voormalig F81)
 - 4031 Dienst voor Jeugdbescherming
 - 4032 AGENTSCHAP (voormalig "FCIPPH")
 - 4033 RIZIV
 - 4034 Onderwijs
 - 4035 Buitenlandse subsidiërende overheid
 - 4039 Andere geraamde vorderingen
 - 404 Andere vorderingen zonder opgemaakte titels
 - 4041 Vorderingen op plaatselijke besturen en OCMW's
 - 4042 Vorderingen op verzekeringsinstellingen
 - 4043 Vorderingen op ouders en voogden
 - 4044 Vorderingen op kinderbijlagen
 - 4045 Vorderingen op werknemers
 - 4046 Vorderingen op gastgezinnen
 - 4047 Vorderingen op gehandicapten
 - 4049 Andere vorderingen zonder opgemaakte titels
 - 406 Vooruitbetalingen
 - 407 Dubieuze debiteuren
 - 409 Geboekte waardeverminderingen (-)
- 41 Overige vorderingen
 - 411 Terug te vorderen B.T.W.
 - 412 Terug te vorderen belastingen en voorheffingen
 - 415 Vorderingen op nevendiensten (School of beschutte werkplaats binnen dezelfde v.z.w.)
 - 416 Diverse vorderingen
 - 417 Dubieuze debiteuren
 - 418 Borgtochten betaald in contanten
 - 419 Geboekte waardeverminderingen (-)

- 42 Schulden op meer dan één jaar, die binnen het jaar vervallen
 - 422 Leasingschulden en soortgelijke
 - 423 Kredietinstellingen
 - 424 Overige leningen
 - 425 Schulden betreffende de aankopen van goederen en diensten
 - 426 Invorderbare voorschotten en te veel betaalde bedragen die door de subsidiërende overheid ingevorderd kunnen worden
 - 428 Borgtochten ontvangen in contanten
 - 429 Andere schulden

- 43 Financiële schulden
 - 430 - 434 Kredietinstellingen
 - 435 - 439 Overige leningen

- 44 Lopende schulden
 - 440 Productenleverancier
 - 441 Dienstenverrichters
 - 443 Geraamde schulden op subsidiërende overheid
 - 4430 AGENTSCHAP (voormalig F81)
 - 4431 Dienst voor Jeugdbescherming
 - 4432 AGENTSCHAP (voormalig FCIPPH)
 - 4433 RIZIV
 - 4434 Onderwijs
 - 4435 Buitenlandse subsidiërende overheid
 - 4439 Andere
 - 444 Andere schulden zonder opgemaakte titels
 - 4441 Vorderingen op plaatselijke besturen en OCMW's
 - 4442 Vorderingen op verzekeringsinstellingen
 - 4443 Vorderingen op ouders en voogden
 - 4444 Vorderingen op kinderbijlagen
 - 4445 Vorderingen op werknemers
 - 4446 Vorderingen op gastgezinnen
 - 4447 Vorderingen op gehandicapten
 - 4449 Andere werkingsvorderingen
 - 445 Andere schulden zonder opgemaakte titels

- 45 Schulden m.b.t. belastingen, bezoldigingen en sociale lasten
 - 451 Te betalen B.T.W.
 - 452 Te betalen belastingen en taksen
 - 453 Ingehouden voorheffingen
 - 454 Rijksdienst voor Sociale Zekerheid
 - 455 Bezoldigingen
 - 456 Voorzieningen voor vakantiegeld
 - 459 Andere sociale schulden

- 48 Overige schulden
 - 484 Schulden aan nevendiensten
 - 489 Andere

- 49 Overlopende rekeningen
 - 490 Over te dragen kosten
 - 491 Verkregen opbrengsten
 - 492 Toe te rekenen kosten
 - 493 Over te dragen opbrengsten
 - 499 Wachtrekeningen

Klasse V : Geldbeleggingen en liquide middelen

- 52 Vastrentende effecten
- 53 Termijndeposito's
- 54 Te incasseren vervallen waarden
- 55 Kredietinstellingen
 - 550 - 559 Rekeningen geopend bij de verschillende te subsidiëren instellingen in
 - 0 rekeningen-courant
 -1 uitgeschreven cheques en overschrijvingen
 -9 geboekte waardeverminderingen (-)

- 56 Postcheque- en girodienst
 - 560 Rekening-courant
 - 561 Uitgeschreven cheques en overschrijvingen

- 57 Kassen
 - 570 - 577 Kassen contanten
 - 578 Zegels

- 58 Interne overdrachten

Klasse VI : Kosten

- 61 Lasten van sociale aard
 - 610 Huurgelden, huurlasten en erfpachtbijdragen
 - 611 Onderhoud en herstellingen
 - 6110 Schoonmaak, onderhoudsproducten en -materieel
 - 6111 Herstellingen, groot onderhoud
 - 6119 Voorraadwijzigingen
 - 61190 Onderhoudsproducten en -materieel
 - 612 Energie
 - 6120 Stookolie
 - 6121 Electriciteit
 - 6122 Gas
 - 6123 Water
 - 6129 Voorraadwijzigingen
 - 61290 Brandstoffen
 - 613 Administratieve lasten
 - 6130 Leveringen
 - 6131 Telefoon, postkosten
 - 6132 Abonnementen, bijdragen, documentatie
 - 6133 Publiciteit
 - 6134 Niet-medische honoraria
 - 6135 Diverse verzekeringen
 - 6139 Voorraadwijziging
 - 61390 Kantoorbenodigdheden
 - 614 Persoonsgebonden lasten
 - 6140 Voeding
 - 6141 Textiel en kleding
 - 6142 Farmaceutische verbruiksgoederen
 - 61420 Gewone remedies en geneesmiddelen
 - 61421 Farmaceutische specialiteiten
 - 6143 Educatieve activiteiten
 - 61430 Ontspanning
 - 61431 Vakantieactiviteiten
 - 61432 Informatieve activiteiten
 - 61433 Computeractiviteiten
 - 61434 Therapeutische activiteiten
 - 61435 Uitdrukkingsactiviteiten
 - 61437 Andere activiteiten
 - 6144 Toilet- en verzorgingsbenodigdheden
 - 6145 Disposables
 - 6146 Wasserij
 - 6147 Andere persoonsgebonden lasten
 - 6149 Voorraadwijziging
 - 61490 Voeding
 - 61491 Textiel en kleding
 - 61492 Farmaceutische verbruiksgoederen
 - 61493 Educatief materieel
 - 61494 Toilet- en verzorgingsbenodigdheden
 - 61495 Disposables

615	Verplaatsingen
6150	Verplaatsingen om dienstredenen
6151	Externe collectieve ophaaldienst
616	Representatiekosten
617	Andere buitendiensten
6170	Directie en administratie
6171	Opvoeder - Groepsleider
6172	Arbeiderspersoneel
6173	Sociaal personeel
6174	Opvoeder cat. I
6175	Opvoeder cat. II
6176	Paramedici, psychologen en bijzonder personeel
6177	Medisch personeel
6178	Chauffeur semi-int. of dagc.
6179	Diverse
618	Personeelsopleiding en ploegensupervisie
619	Andere diensten en goederen
62	Bezoldigingen en sociale lasten
620	Bezoldigingen
6200	Jaarlijks brutoloon
6201	Bijzondere jaarlijkse toelage
6202	Supplementen voor zondagse dienstverleningen
6203	Overuren
6204	Eindejaarspremies
6205	Verbrekingsvergoedingen
6206	Vergoedingen voor onregelmatige nachtdienstverrichtingen
6209	Diverse
621	Wettelijke werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid
622	Werkgeverspremies voor bovenwettelijke verzekeringen
623	Andere personeelskosten
6230	Wetsverzekering
6231	Bedrijfsgeneeskunde
6232	Tegemoetkoming van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen
6233	Werkkleding
6234	Gegarandeerde bezoldigingen die niet onderworpen zijn aan de R.S.Z.
6235	Dagelijkse vakantievergoeding
6236	Vakantie- en uitgaansgeld (betaald tijdens het boekjaar)
6239	Diverse
624	Rust- en overlevingspensioenen
625	Tegemoetkoming van de werkgever in de kosten van het door de overheid ter beschikking gestelde personeel
6250	D.A.C.
6251	C.M.W.
6252	T.W.W./gesubsidieerde contractuele
6253	Interdepartementaal Begrotingsfonds ter Bevordering van de Werkgelegenheid (I.B.F.W.)
6254	Andere
626	Vakantie- en uitgaansgeld
6260	Toevoeging aan de reserves
6261	Aanwending van de reserves

N.B. (1) : De rekeningen 6200 à 6209, 621, 622, 6230 à 6239, 628 moeten al naar gelang de behoeften als volgt gesplitst worden :

- 0 Directie en administratie
- 1 Opvoeder - Groepsleider
- 2 Arbeiderspersoneel
- 3 Sociaal personeel
- 4 Opvoeder cat. I
- 5 Opvoeder cat. II
- 6 Paramedici, psychologen en bijzonder personeel
- 7 Medisch personeel
- 8 Chauffeur Semi-int. of dagc.
- 9 Diverse

(2) In voorkomend geval kan rekening 621 in elke subrekening nog gesplitst worden in "handpersoneel" en "intellectueel personeel"

- 63 Afschrijvingen, waardeverminderingen en voorzieningen voor risico's en kosten
 - 630 Afschrijvingen en waardeverminderingen
 - 6300 Afschrijvingen en waardeverminderingen op oprichtingskosten
 - 6301 Afschrijvingen en waardeverminderingen op onlichamelijke vaste activa
 - 6302 Afschrijvingen en waardeverminderingen op gebouwen en bebouwde terreinen
 - 63020 Gebouwen
 - 63021 Bebouwde terreinen
 - 63022 Andere werkelijke rechten op gebouwen
 - 63023 Grote onderhouds- en herstellingswerken
 - 63024 Verbouwing
 - 6303 Afschrijvingen en waardeverminderingen op machines en uitrusting
 - 63031 Keukeninstallaties
 - 63032 Wasserij-installaties
 - 63033 Educatief materieel
 - 63034 Medische en paramedische uitrusting
 - 63035 Kantooruitrusting
 - 63036 Computeruitrusting
 - 63037 Onderhoudsmaterieel en -uitrusting
 - 63039 Diverse
 - 6304 Afschrijvingen en waardeverminderingen op meubilair en rollend materieel
 - 63040 Meubilair
 - 63041 Rollend materieel
 - 6305 Afschrijvingen en waardeverminderingen op vaste activa in leasing en op grond van een soortgelijk recht
 - 63050 Gebouwen en bebouwde terreinen
 - 630500 Gebouwen
 - 630501 Bebouwde terreinen
 - 63051 Installaties, machines en uitrustingen
 - 630510 Veiligheidsinstallaties
 - 630511 Keukeninstallaties
 - 630512 Wasserij-installaties
 - 630513 Educatieve uitrusting
 - 630514 Medische en paramedische uitrusting
 - 630515 Kantooruitrusting
 - 630516 Computeruitrusting
 - 630517 Onderhoudsmaterieel en -uitrusting
 - 630519 Diverse
 - 63052 Meubilair en rollend materieel
 - 630521 Meubilair
 - 630522 Rollend materieel
 - 631 Waardeverminderingen op voorraden
 - 6310 Toevoeging
 - 6311 Rotatie (-)
 - 633 Waardeverminderingen op vorderingen op meer dan één jaar
 - 6330 Toevoeging
 - 6331 Rotatie (-)
 - 634 Waardeverminderingen op vorderingen op ten hoogste één jaar
 - 6340 Toevoeging
 - 6341 Rotatie (-)
 - 635 Voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen en soortgelijke verplichtingen
 - 6350 Toevoeging
 - 6351 Besteding en terugneming (-)
 - 636 Voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken
 - 6360 Toevoeging
 - 6361 Besteding en terugneming (-)
 - 637 Voorzieningen voor andere lasten
 - 6370 Toevoeging
 - 6371 Besteding en terugneming (-)

- 64 Andere exploitatiekosten
 - 641 Belastingen en taksen
 - 642 Minderwaarden op de realisatie van vorderingen
 - 648 Diverse lasten
 - 649 Als herstructureringskosten geactiveerde werkingskosten
- 65 Financiële kosten
 - 650 Lasten van investeringsleningen
 - 654 Intresten op korte termijn-krediet
 - 659 Diverse financiële lasten
- 66 Uitzonderlijke kosten
 - 660 Uitzonderlijke kosten
 - 661 Aan de subsidiërende overheid terug te betalen (lopend boekjaar)
 - 669 Aan de subsidiërende overheid terug te betalen (vorige boekjaren)
- 69 Resultaatverwerking
 - 690 Overgedragen verlies van het vorige boekjaar
 - 691 Toevoeging aan de reserve
 - 693 Over te dragen winst
 - 695 Beheerder of zaakvoerder

Klasse VII : Opbrengsten

- 70 Werkingsopbrengsten
 - 700 Van de subsidiërende overheid
 - 7000 AGENTSCHAP (voormalig F81)
 - 70001 Jaarlijkse forfaitaire toelage
 - 70002 Aanvullende en/of complementaire tenlastenemingen
 - 70003 Belastingaanslagen (-)
 - 70004 Bijzondere kosten
 - 70005 Kosten voor collectieve ophaaldienst
 - 7001 Dienst voor Jeugdbescherming
 - 7002 AGENTSCHAP (voormalig FCIPPH)
 - 7003 RIZIV
 - 7004 Onderwijs
 - 7005 Buitenlandse subsidiërende overheid
 - 7009 Andere
 - 701 Van de plaatselijke besturen en OCMW's
 - 702 Van de verzekeringsinstellingen
 - 703 Van de ouders en voogden
 - 704 Van de kinderbijlagen
 - 705 Van de werkenden
 - 707 Van de gehandicapten
 - 709 Andere werkingsopbrengsten
- 72 Geproduceerde vaste activa
- 73 Giften en sponsoring
 - 730 Giften
 - 731 Sponsoring
- 74 Andere werkingsopbrengsten
 - 743 Recuperaties van kosten, schadevergoedingen, verzekeringen
 - 7430 Verlof opleiding
 - 7431 Arbeidsongeval
 - 7439 Andere
 - 749 Diverse werkingsopbrengsten
- 75 Financiële opbrengsten
 - 750 Opbrengsten uit financiële vaste activa
 - 751 Opbrengsten uit vlottende activa
 - 752 Meerwaarden op de realisatie van vlottende activa
 - 753 Kapitaalsubsidies en intresten
 - 759 Diverse financiële opbrengsten

- 76 Uitzonderlijke opbrengsten
 760 Uitzonderlijke opbrengsten
 761 Te krijgen van de subsidiërende overheid (lopend boekjaar)
 769 Te krijgen van de subsidiërende overheid (vorige boekjaren)
- 79 Resultaatverwerking
 790 Overgedragen winst van het vorige boekjaar
 791 Kapitaalheffing
 792 Onttrekking aan de reserves
 793 Over te dragen verlies
 194 Tegemoetkoming van derden met het oog op het aanzuiveren van de verliezen

Nota : De rekeningen met de nummers 600 tot en met 624, 629, 630, 66, 700 tot en met 709, 79 moeten per afdeling opgesplitst worden

Lijst van de opgesplitste afdelingen plus code :

- 00 Semi-internaat voor niet-schoolgaanden
 01 Internaat
 02 Semi-internaat
 03 Tehuis voor werkenden
 04 Tehuis voor kort verblijf
 05 Plaatsing in gezinnen
 06 Dagcentrum
 07 Observatiecentrum
 08 Tehuis voor niet-werkenden
 09 Nursingtehuis
 10 Collectieve ophaaldienst semi-internaat
 11 Collectieve ophaaldienst dagcentrum
 12 Andere secties die niet erkend zijn door het Agentschap.

II. JAARLIJKSE BALANS

NAAM VAN DE INSTELLING : JAAR :

ACTIVA		PASSIVA	
2. Oprichtingskosten, vaste activa en vorderingen op meer dan één jaar		1. Eigen middelen, voorzieningen voor risico's en kosten en schulden op meer dan één jaar	
20 oprichtingskosten .....	.....	10 dotaties, inbrengen en giften in kapitaal.....	.....
21 onlichamelijke vaste activa .....	.....	12 herwaarderingsmeerwaarden.....	.....
22 terreinen en gebouwen.....	.....	13 reserves.....	.....
23 installaties, machines en uitrustingen.....	.....	14 overgedragen resultaten.....	.....
24 meubilair en rollend materieel.....	.....	15 investeringssubsidies .....	.....
25 leasing.....	.....	16 voorzieningen.....	.....
26 gebouwen en reserve-uitrusting.....	.....	17 schulden op meer dan één jaar .....	.....
27 gebouwen in aanbouw en vooruitbetalingen.....	.....	
28 financiële vaste activa .....	.....	
29 vorderingen op meer dan één jaar.....	.....	
3. Voorraden		4. Schulden op ten hoogste één jaar	
30 persoonsgebonden opbrengsten .....	.....	42 schulden op meer dan één jaar, die binnen het jaar vervallen .....	.....
31 niet-persoonsgebonden opbrengsten .....	.....	43 financiële schulden.....	.....
4. Vorderingen op ten hoogste één jaar		44 lopende schulden .....	.....
40 werkingsvorderingen.....	.....	45 schulden m.b.t. belastingen, bezoldigingen en sociale lasten .....	.....
41 overige vorderingen.....	.....	453 ingehouden voorheffingen.....	.....
5. Geldbeleggingen en liquide middelen		454 R.S.Z. ....	.....
51 à 53 geldbeleggingen .....	.....	455 bezoldigingen.....	.....
54 vervallen waarden.....	.....	451 + 452 + 456 + 459 andere schulden m.b.t. belastingen, bezoldigingen en sociale lasten .....	.....
55 banken .....	.....	48 overige schulden.....	.....
56 postcheque- en girodienst.....	.....	49 wacht- en overlopende rekeningen.....	.....
57 kassen .....	.....	
58 overdrachten.....	.....	
TOTAAL ACTIVA	....	TOTAAL PASSIVA	....

III. RESULTATENREKENINGEN

	Code	Boekjaar (in franken)	Vorig boekjaar (in franken)
I. Opbrengsten.....	70/74	.....	.....
A. Werkingsopbrengsten	70	.....	.....
1. Subsiërende overheid.....	700	.....	.....
AGENTSCHAP (voormalig F81).....	7000	.....	.....
Dienst voor Jeugdbescherming.....	7001	.....	.....
"AWIPH"(voormalig "FCIPPH").....	7002	.....	.....
R.I.Z.I.V.....	7003	.....	.....
Onderwijs.....	7004	.....	.....
Buitenlandse subsiërende overheid	7005	.....	.....
2. Plaatselijke besturen en O.C.M.W.'s.....	701	.....	.....
3. Verzekeringsinstellingen.....	702	.....	.....
4. Ouders en voogden.....	703	.....	.....
5. Kinderbijslagen	704	.....	.....
6. Werkenden.....	705	.....	.....
7. Gehandicapten	707	.....	.....
8. Andere	708	.....	.....
B. Geproduceerde vaste activa.....	72	.....	.....
C. Giften en sponsoring.....	73	.....	.....
D. Andere opbrengsten.....	74	.....	.....
1. Recuperatie van kosten	743	.....	.....
Verlof - Opleiding.....	7430	.....	.....
Arbeidsongeval	7431	.....	.....
Andere	7430	.....	.....
2. Diverse.....	749	.....	.....
II. Kosten	61/64	.....	.....
A. Lasten van sociale aard.....	61	.....	.....
1. Huurgelden, huurlasten en erfpachtbijdragen.....	610	.....	.....
2. Onderhoud en herstellingen.....	611	.....	.....
Schoonmaak, onderhoudsprodukten en -materieel.....	6110	.....	.....
Herstellingen, groot onderhoud.....	6111	.....	.....
Voorraadwijziging.....	6119	.....	.....
3. Energie.....	612	.....	.....
Stookolie	6120	.....	.....
Electriciteit.....	6121	.....	.....
Gas.....	6122	.....	.....
Water	6123	.....	.....
Voorraadwijziging.....	6129	.....	.....
4. Administratieve lasten.....	613	.....	.....
Benodigdheden	6130	.....	.....
Telefoon, postkosten.....	6131	.....	.....
Abonnementen, bijdragen, documentatie	6132	.....	.....
Publiciteit.....	6133	.....	.....
Niet-medische honoraria.....	6134	.....	.....
Diverse verzekeringen	6135	.....	.....
Voorraadwijziging.....	6139	.....	.....

	Code	Boekjaar (in franken)	Vorig boekjaar (in franken)
5. Persoonsgebonden lasten.....	614	.....	.....
Voeding.....	6140	.....	.....
Textiel en kleding.....	6141	.....	.....
Farmaceutische verbruiksgoederen.....	6142	.....	.....
Educatieve activiteiten.....	6143	.....	.....
Toilet- en verzorgingsbenodigdheden.....	6144	.....	.....
Disposables.....	6145	.....	.....
Wasserij.....	6146	.....	.....
Andere persoonsgebonden lasten.....	6147	.....	.....
Voorraadwijziging.....	6149	.....	.....
6. Verplaatsingen.....	615	.....	.....
a) om dienstredenen.....	6150	.....	.....
b) collectieve ophaaldienst.....	6151	.....	.....
7. Representatiekosten.....	616	.....	.....
8. Andere buitendiensten.....	617	.....	.....
a) directie en administratie.....	6170	.....	.....
b) opvoeder - groepsleider.....	6171	.....	.....
c) arbeiderspersoneel.....	6172	.....	.....
d) sociaal personeel.....	6173	.....	.....
e) opvoeder cat I.....	6174	.....	.....
f) opvoeder cat II.....	6175	.....	.....
g) paramedici, psychologen en bijzonder personeel.....	6176	.....	.....
h) medisch personeel.....	6177	.....	.....
i) chauffeur semi-int. of dagc.....	6178	.....	.....
j) diverse.....	6179	.....	.....
9. Personeelsopleiding.....	618	.....	.....
10. Andere diensten en goederen.....	619	.....	.....
B. Bezoldigingen en sociale lasten.....	62	.....	.....
1. Bezoldigingen.....	620	.....	.....
Jaarlijks brutosalaris.....	6200	.....	.....
Jaarlijkse bijzondere toelage.....	6201	.....	.....
Supplementen voor zondagse dienstverrichtingen.....	6202	.....	.....
Overuren.....	6203	.....	.....
Eindejaarspremies.....	6204	.....	.....
Verbrekingsvergoedingen.....	6205	.....	.....
Vergoeding voor onregelmatige nachtdienstverrichtingen.....	6204	.....	.....
Diverse.....	6209	.....	.....
2. Wettelijke werkgeversbijdragen.....	621	.....	.....
3. Werkgeverspremies voor bovenwettelijke verzekeringen ..	622	.....	.....
4. Andere personeelskosten.....	623	.....	.....
Wetsverzekering.....	6230	.....	.....
Bedrijfsgeneeskunde.....	6231	.....	.....
Tegemoetkoming in sociale abonnementen.....	6232	.....	.....
Werkkleding.....	6233	.....	.....
Gegarandeerde bezoldigingen niet onderworpen aan de		.....	.....
R.S.Z.	6234	.....	.....
Dagelijkse vakantievergoeding.....	6235	.....	.....
Vakantie- en uitgaangeld (betaald).....	6236	.....	.....
Diverse.....	6239	.....	.....
5. Pensioenen.....	624	.....	.....

	Code	Boekjaar (in franken)	Vorig boekjaar (in franken)
6. Tegemoetkomingen in de kosten van het door de overheid ter beschikking gestelde personeel.....	625	.....	.....
D.A.C.....	6250	.....	.....
C.M.W.....	6251	.....	.....
T.W.W./Gesubsidieerde contractuelen.....	6252	.....	.....
I.B.F.W.....	6253	.....	.....
Andere.....	6254	.....	.....
7. Vakantie- en uitgaansgeld.....	626	.....	.....
Toevoeging aan de reserves.....	6260	.....	.....
Aanwending van de reserves.....	6261	.....	.....
C. Afschrijvingen, waardeverminderingen, voorzieningen voor risico's en kosten.....	63	.....	.....
1. Afschrijvingen en waardeverminderingen.....	630	.....	.....
Op oprichtingskosten.....	6300	.....	.....
Op onlichamelijke vaste activa.....	6301	.....	.....
Op gebouwen en bebouwde terreinen.....	6302	.....	.....
Op machines en uitrusting.....	6303	.....	.....
Op meubilair en rollend materieel.....	6304	.....	.....
Op vaste activa in leasing en op grond van een soortgelijk recht.....	6305	.....	.....
2. Waardeverminderingen op voorraden.....	631	.....	.....
3. Waardeverminderingen op vorderingen op meer dan één jaar.....	633	.....	.....
4. Waardeverminderingen op vorderingen op ten hoogste één jaar.....	634	.....	.....
5. Voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen en soortgelijke verplichtingen.....	635	.....	.....
6. Voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken.....	636	.....	.....
7. Voorzieningen voor andere lasten.....	637	.....	.....
D. Andere kosten.....	64	.....	.....
Belastingen en taksen.....	640	.....	.....
Minderwaarden op de realisatie van vorderingen.....	642	.....	.....
Diverse lasten.....	648	.....	.....
Als herstructureringskosten geactiveerde werkingskosten.....	649	.....	.....
III. Exploitatiewinst (+) Exploitatieverlies (-)			
IV. Financiële opbrengsten.....	75	.....	.....
1. Opbrengsten van de financiële vaste activa.....	750	.....	.....
2. Opbrengsten uit vlottende activa.....	751	.....	.....
3. Meerwaarden op de realisatie van vlottende activa.....	752	.....	.....
4. Kapitaalsubsidies en intresten.....	753	.....	.....
5. Diverse financiële opbrengsten.....	759	.....	.....
V. Financiële kosten.....	65	.....	.....
1. Lasten van investeringsleningen.....	650	.....	.....
2. Intresten op krediet op korte termijn.....	654	.....	.....
3. Diverse financiële lasten.....	659	.....	.....

	Code	Boekjaar (in franken)	Vorig boekjaar (in franken)
VI. Lopende winst (+) Lopend verlies (-)			
VII. Uitzonderlijke opbrengsten.....	76	.....	.....
VIII. Uitzonderlijke kosten.....	68	.....	.....
IX. Winst van het boekjaar(+) Verlies van het boekjaar(-)			
Resultaatverwerking			
A. Toe te wijzen winst Toe te wijzen verlies (-)			
1. Toe te wijzen winst van het boekjaar Toe te wijzen verlies van het boekjaar(-)			
2. Overgedragen winst van het boekjaar.... Overgedragen verlies van het boekjaar(-).	790 690	..........	..........
B. Kapitaalheffing			
1. Op dotaties, inbrengen en giften in kapitaal	791	.....	.....
2. Onttrekking aan de reserves	792	.....	.....
C. Toevoeging aan de reserves (-)	691	.....	.....
D. Over te dragen resultaten			
1. Over te dragen winst (-)	693	.....	.....
2. Over te dragen verlies	783	.....	.....
E. Tegemoetkoming van derden in het verlies.	784	.....	.....

—

BIJLAGE XIII (bedoeld in bijlage IV)

Subsidiëringscoëfficiënten per tenlasteneming, gebruikt voor de berekening van het bedrag nr. 2
dat in § 2 a) van bijlage IV voorkom

	ADMIN.	BOEK- HOUD.	ARBEID.	M.W.	DIR.
Residentiële diensten <= 60	0,0417	0,0125	0,1000	0,0167	0,0167
Residentiële diensten + 60	0,0233	0,0083	0,1000	0,0125	0,0083
Dagonthaaldiensten voor niet-schoolgaande jongeren en voor volwassenen <= 60	0,0150	0,0100	0,0667	0,0208	0,0167
Dagonthaaldiensten voor niet-schoolgaande jongeren en voor volwassenen > 60	0,0075	0,0063	0,0650	0,0113	0,0083
Dagonthaaldiensten voor jongeren <= 60	0,0150	0,0100	0,0633	0,0167	0,0167

BIJLAGE XIV (bedoeld in bijlage IV)

Subsidiëringscoëfficiënten per begunstigde, gebruikt voor de berekening van het bedrag nr. 3 dat in § 2 a) van bijlage IV voorkomt

a) andere instellingen dan de diensten voor plaatsing in gezinnen :

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR JONGEREN

	PSY,PARAM.					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	0,0508	0,0508	0,0508	0,0508	0,0508	0,0508
Gemat. geest. def.	0,0711	0,0711	0,0711	0,0711	0,0711	0,0711
Ern. geest. def. en bedlegerig	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Zware geest. def. en bed.	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	0,0763	0,0763	0,0763	0,0937	0,0937	0,0937
Karakterstoorn.	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947	0,0947
Doof - 8 jaar	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693
Doof 8 jaar en +	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693	0,1693
Mot.A - 8 jaar	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248
Mot.A 8 jaar en +	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248	0,1248
Mot.B	0,2463	0,2463	0,2463	0,2463	0,2463	0,2463
Niet-besmet. chron. aandoen.	0,1286	0,1286	0,1286	0,1286	0,1286	0,1286

	OPVOEDER 1					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	0,1706	0,1664	0,1248	0,1706	0,1664	0,1248
Gemat. geest. def.	0,2047	0,1997	0,1498	0,2547	0,2497	0,1997
Ern. geest. def. en bedlegerig	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Zware geest. def. en bed.	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Karakterstoorn.	0,2560	0,2497	0,1872	0,3182	0,3120	0,2497
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,2560	0,2497	0,1872	0,3182	0,3120	0,2497
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,1706	0,1664	0,1248	0,2123	0,2081	0,1664
Doof - 8 jaar	0,3411	0,3328	0,2497	0,4243	0,4160	0,3328
Doof 8 jaar en +	0,2047	0,1997	0,1498	0,2547	0,2497	0,1997
Mot.A - 8 jaar	0,2623	0,2559	0,1919	0,3262	0,3198	0,2559
Mot.A 8 jaar en +	0,2098	0,2047	0,1535	0,2611	0,2559	0,2047
Mot.B	0,3496	0,3411	0,2559	0,4349	0,4264	0,3411
Niet-besmet. chron. aandoen.	0,2047	0,1997	0,1498	0,2547	0,2497	0,1997

	OPVOEDER 2					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	0,1763	0,1720	0,1291	0,1763	0,1720	0,1291
Gemat. geest. def.	0,2116	0,2064	0,1548	0,2633	0,2581	0,2064
Ern. geest. def. en bedlegerig	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Zware geest. def. en bed.	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Karakterstoorn.	0,2646	0,2581	0,1935	0,3291	0,3226	0,2581
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,2646	0,2581	0,1935	0,3291	0,3226	0,2581
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,1763	0,1720	0,1291	0,2194	0,2151	0,1720
Doof - 8 jaar	0,3527	0,3441	0,2581	0,4387	0,4301	0,3441
Doof 8 jaar en +	0,2116	0,2064	0,1548	0,2633	0,2581	0,2064
Mot.A - 8 jaar	0,2712	0,2646	0,1983	0,3373	0,3307	0,2646
Mot.A 8 jaar en +	0,2168	0,2116	0,1587	0,2699	0,2646	0,2116
Mot.B	0,3615	0,3527	0,2646	0,4497	0,4409	0,3527
Niet-besmet. chron. aandoen.	0,2116	0,2064	0,1548	0,2633	0,2581	0,2064

	GROEPSLEIDER					
	S+50	S 25à50	S -25	NS+50	NS 25à50	NS -25
Lichte geest. def.	0,0141	0,0141	0,0141	0,0141	0,0141	0,0141
Gemat. geest. def.	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338
Ern. geest. def. en bedlegerig	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326
Ern. geest. def. en niet-bedleg.	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434
Zware geest. def. en bed.	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326
Zware geest. def. en niet-bed. + overw. ontwikkelingsst.	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434
Karakterstoorn.	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,0282	0,0282	0,0282	0,0282	0,0282	0,0282
Doof - 8 jaar	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423	0,0423
Doof 8 jaar en +	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338	0,0338
Mot.A - 8 jaar	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326	0,0326
Mot.A 8 jaar en +	0,0346	0,0346	0,0346	0,0346	0,0346	0,0346
Mot.B	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434	0,0434
Niet-besmet. chron. aandoen.	0,0254	0,0254	0,0254	0,0254	0,0254	0,0254

RESIDENTIËLE DIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	PSY,PARAM.			OPVOEDER 1		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,0440	0,0440	0,0440	0,3045	0,2995	0,2497
B	0,0451	0,0451	0,0451	0,3207	0,3156	0,2643
C	0,1639	0,1639	0,1639	0,3603	0,3536	0,2865

	OPVOEDER 2			GROEPSLEIDER		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,3149	0,3097	0,2581	0,0338	0,0338	0,0338
B	0,3314	0,3262	0,2733	0,0346	0,0346	0,0346
C	0,3726	0,3656	0,2962	0,0363	0,0363	0,0363

RESIDENTIËLE NACHTDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	PSY,PARAM.			OPVOEDER 1		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,0000	0,0000	0,0000	0,0749	0,0749	0,0749
B	0,0000	0,0000	0,0000	0,0793	0,0793	0,0793
C	0,0000	0,0000	0,0000	0,0859	0,0859	0,0859
D	0,0000	0,0000	0,0000	0,1581	0,1581	0,1581

	OPVOEDER 2			GROEPSLEIDER		
	+50	25à50	-25	+50	25à50	-25
A	0,0774	0,0774	0,0774	0,0000	0,0000	0,0000
B	0,0819	0,0819	0,0819	0,0000	0,0000	0,0000
C	0,0888	0,0888	0,0888	0,0000	0,0000	0,0000
D	0,1635	0,1635	0,1635	0,0000	0,0000	0,0000

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR JONGEREN

	PSY,PARAM.		OPVOEDER 1	
	S	NS	S	NS
Lichte geestelijke def.	0,0440	0,0440	0,0468	0,0468
Gematigde geestelijke def.	0,0643	0,0643	0,0599	0,0599
Ernstige geestelijke def.	0,0643	0,0643	0,0599	0,0599
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	0,0643	0,0643	0,1404	0,1404
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	0,0643	0,0643	0,1123	0,1123
Karakterstoorn.	0,0880	0,088	0,1061	0,1373
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,0711	0,0711	0,0749	0,0749
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,0711	0,0711	0,0500	0,0500
Doof - 8 jaar	0,1252	0,1252	0,0971	0,0971
Doof 8 jaar en +	0,0914	0,0914	0,0599	0,0599
Mot.A - 8 jaar	0,1218	0,1218	0,1040	0,1040
Mot.B 8 j. en +	0,1218	0,1218	0,0849	0,0849
Mot.B	0,2302	0,2302	0,1387	0,1387

	OPVOEDER 2		GROEPSLEIDER	
	S	NS	S	NS
Lichte geestelijke def.	0,0484	0,0484	0,0053	0,0053
Gematigde geestelijke def.	0,0619	0,0619	0,0102	0,0102
Ernstige geestelijke def.	0,0619	0,0619	0,0102	0,0102
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	0,1452	0,1452	0,0158	0,0158
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	0,1162	0,1162	0,0127	0,0127
Karakterstoorn.	0,1097	0,1420	0,0127	0,0127
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,0774	0,0774	0,0127	0,0127
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,0516	0,0516	0,0084	0,0084
Doof - 8 jaar	0,1003	0,1003	0,0141	0,0141
Doof 8 jaar en +	0,0619	0,0619	0,0102	0,0102
Mot.A - 8 jaar	0,1075	0,1075	0,0106	0,0106
Mot.B 8 j. en +	0,0877	0,0877	0,0102	0,0102
Mot.B	0,1434	0,1434	0,0141	0,0141

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR NIET-LEERPLICHTIGE JONGEREN

	PSY,PARAM.	OPVOED 1	OPVOED 2	GROEPSL.
Lichte geestelijke def.	0,0440	0,0468	0,0484	0,0053
Gematigde geestelijke def.	0,0643	0,0599	0,0619	0,0102
Ernstige geestelijke def.	0,0643	0,0599	0,0619	0,0102
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. - 6 jaar	0,0643	0,1404	0,1452	0,0158
Zware geest. def. + overw. ontwikkelingsst. 6 jaar en +	0,0643	0,1123	0,1162	0,0127
Karakterstoorn.	0,0880	0,1373	0,1420	0,0127
Blind/Ambl. - 12 jaar	0,0711	0,0749	0,0774	0,0127
Blind/Ambl. 12 jaar en +	0,0711	0,0500	0,0516	0,0084
Doof - 8 jaar	0,1252	0,0971	0,1003	0,0141
Doof 8 jaar en +	0,0914	0,0599	0,0619	0,0102
Mot.A - 8 jaar	0,1218	0,104	0,1075	0,0106
Mot.B 8 j. en +	0,1218	0,0849	0,0877	0,0102
Mot.B	0,2302	0,1387	0,1434	0,0141

DAGONTHAALDIENSTEN VOOR VOLWASSENEN

	PSY,PARAM.	OPVOED 1	OPVOED 2	GROEPSL.
A	0,0541	0,0915	0,0946	0,0170
B	0,0541	0,0941	0,0972	0,0170
C	0,1966	0,1054	0,1090	0,0178

b) dienst voor plaatsing in gezinnen :

per begunstigde : 0,0338 Directeur
0,0590 Maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2de klasse A)
0,0170 Psycholoog en/of paramedicus
0,0170 Klerk

c) residentiële overgangsdienst :

per begunstigde : 0,25 Maatschappelijk assistent en/of opvoeder (minimum 2de klasse A)

BIJLAGE XV - Infrastructuurnormen

HOOFDSTUK I. — Algemene normen voor residentiële diensten

Architecturale normen

A. ALGEMENE HYGIËNISCHE NORMEN VOOR DE GEBOUWEN

1. De gebouwen moeten op een rustige en gezonde plek opgericht worden.
2. De gebouwen moeten regelmatig onderhouden worden. Vochtigheid of inwatering moet bestreden worden.
3. Alle voorzorgsmaatregelen moeten genomen worden om brand te voorkomen en te bestrijden. Dienovereenkomstig moeten de bebouwingsplannen en de omschrijving van de gebruikte materialen onderworpen worden aan het advies van de brandweer van de gemeente.

4. In de woonkamers moet de temperatuur steeds tussen 18° en 20° schommelen, ongeacht de weersomstandigheden. Het verwarmingssysteem mag geen open vlam noch gas- of stofontwikkeling toelaten.

5. Alle lokalen moeten voorzien zijn van luchtverversing en verlichting. Er moet voorzien worden in de nodige elektrische verlichting en in een geschikte noodverlichting.

6. Het gebouw moet voorzien zijn van drinkwater.

Daar waar geen waterleiding bestaat of wanneer het water niet van het net komt, moet bij de erkenningsaanvraag een analysecertificaat van de provinciale hygiënediensten gevoegd worden. Dat certificaat moet jaarlijks ingediend worden.

7. Vlakbij de slaapkamers en woonkamers moeten de nodige sanitaire voorzieningen geïnstalleerd worden. De ruimten ervoor moeten voorzien zijn van een elektrische luchtverversing.

De sanitaire voorzieningen moeten bestaan uit :

1 WC voor 10 gehandicapten boven drie jaar;

1 aangepaste WC voor 5 kinderen van 8 maanden tot 3 jaar;

1 urinoir of 1 WC voor 10 personen van het mannelijk geslacht;

1 bad of douche voor 10 gehandicapten boven drie jaar;

1 bad voor 6 gehandicapte kinderen onder drie jaar. Deze baden moeten voorzien zijn van mobiele koud- en warmwaterdouches en verhoogd worden om een vlottere zorgverlening toe te laten. Er moet ook voorzien worden in uit- en aankleedtafels;

1 wastafel met stromend water per gemeenschappelijke kamer voor 3 gehandicapte personen;

1 wastafel met stromend water per individuele kamer.

Voor de bezoekers en het personeel moet worden voorzien in aparte sanitaire voorzieningen.

8. Het gebouw moet voorzien zijn van de nodige huishoudelijke apparatuur. De keuken en eventueel de wasserij moeten zodanig ingericht worden dat geuren en dampen geen hinder kunnen vormen. Die ruimten mogen niet doorlopen naar de infirmerielokalen voor besmettelijke zieken.

In de instellingen met een afdeling voor kinderen onder drie jaar kan een melkkeuken met een steriliseerapparaat vereist worden.

9. De instellingen met 30 gehandicapte personen en méér moeten voorzien zijn van lokalen met 1 bed voor 25 gehandicapte personen, die speciaal bestemd zijn voor infirmerie en voor het isoleren van personen die aan besmettelijke aandoeningen lijden of die er vermoedelijk aan lijden. Vlakbij deze lokalen moeten sanitaire voorzieningen en een diëtische dienst apart geïnstalleerd worden. De instellingen moeten ook beschikken over de middelen om de lokalen, de kleren en het beddegoed te ontsmetten of moeten daartoe regelmatig beroep doen op een ontsmettingsdienst.

B. HUISVESTINGSNORMEN VOOR GEHANDICAPTE PERSONEN

De voor gehandicapte personen bestemde ruimte moet bestaan uit :

a) individuele of gemeenschappelijke slaapkamers met de nodige oppervlakte.

De slaapkamers worden opgedeeld in eenheden van maximum 10 bedden en de bedden moeten op minstens 80 cm van elkaar staan;

3m² per kind onder drie jaar;

5m² per kind van drie tot tien jaar;

6m² per gehandicapte persoon boven tien jaar;

8m² per individuele slaapkamer.

De slaapkamer van de bewaker/bewaakster moet zich vlakbij de slaapzalen bevinden.

Het gebouw moet voorzien zijn van nachtverlichting;

b) woonruimten die gescheiden zijn van de klaslokalen en de werkplaatsen en die beantwoorden aan de behoeften van de gehandicapte personen (eetkamer, speelkamer, living), met een totale oppervlakte van minstens 4m² per gehandicapte persoon.

Het personeel moet beschikken over voldoende aparte lokalen.

C. NORMEN VOOR DE BEHANDELING EN DE REVALIDATIE VAN GEHANDICAPTE PERSONEN

De instelling moet beschikken :

1. over een medisch complex met minstens een geneesheerkantoor met de nodige uitrusting voor klinische examens;

2. over een lokaal voor de administratie en de sociale dienst;

al naar gelang de categorie en de behoeften van de instellingen :

3. over een lokaal voor psychologische examens en over het nodige materieel;

4. over revalidatielokalen en over het materieel dat beantwoordt aan de eisen van de moderne technieken en van de behandelde gevallen (logopedie, kinesitherapie, ergotherapie, psychomotorische revalidatie, orthoptiek, akoepedie, enz.).

HOOFDSTUK II. — *Algemene normen voor dagonthaaldiensten*

De in hoofdstuk I bedoelde architecturale normen zijn van toepassing voor zover de volgende wijzigingen worden aangebracht

1. Punt A. - 7. wordt als volgt gewijzigd :

Vlakbij de slaapkamers en woonkamers moeten de nodige sanitaire voorzieningen geïnstalleerd worden. De ruimten ervoor moeten voorzien zijn van een elektrische luchtverversing.

1 WC voor 20 gehandicapte personen;

1 urinoir voor 20 gehandicapte personen van het mannelijk geslacht;

1 wastafel met stromend water voor 6 gehandicapte personen.

Voor de bezoekers en het personeel moet worden voorzien in aparte sanitaire voorzieningen.

2. Punt A. -9. Het begin van de eerste zin wordt als volgt gewijzigd :

De instelling moet beschikken over een bed dat speciaal bestemd is voor de infirmerie...

3. Punt B. a) is niet van toepassing.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere normen voor residentiële diensten of dagonthaaldiensten die zorgen voor het onthaal en/of de huisvesting van gehandicapte personen van de categorieën 1 tot 12 en 14 van artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten*

De algemene architecturale en organisatorische normen, waarvan sprake in de hoofdstukken I en II, zijn van toepassing.

I. BIJZONDERE NORMEN VOOR DE DIENSTEN DIE ZORGEN VOOR HET ONTHAAL EN DE HUISVESTING VAN GEHANDICAPTE PERSONEN VAN DE CATEGORIEËN 1, 2, 5, 6, 8, 9 en 12

ARCHITECTURALE NORMEN

1. Gebouwen met verdiepingen moeten voorzien zijn van de nodige liften om een vlotte verticale circulatie te waarborgen.

2. In de gangen moeten zo weinig mogelijk treden, trappen en andere belemmeringen aangebracht worden; de gangen en trappen moeten voorzien zijn van leuningen.

3. Een bepaald aantal WC's moet voldoende ruimte en breedte bieden voor wagentjes en karretjes en moet voorzien zijn van steunliggers.

4. De baden, douches en wastafels moeten vlot toegankelijk zijn.

5. De dienst moet uitgerust zijn met zalen voor behandelingen i.v.m. kinesitherapie, fysiotherapie, hydrotherapie en ergotherapie. Hij moet ook beschikken over een uitrusting, instrumentering en apparatuur die aan de eisen van de moderne techniek beantwoorden.

II. BIJZONDERE NORMEN VOOR DE DIENSTEN DIE ZORGEN VOOR HET ONTHAAL EN DE HUISVESTING VAN GEHANDICAPTE PERSONEN VAN DE CATEGORIEËN 3 EN 4

ARCHITECTURALE NORMEN

1. Gebouwen met verdiepingen moeten voorzien zijn van de nodige liften om een vlotte verticale circulatie te waarborgen.

2. De dienst moet uitgerust zijn met een geschikte ademhalings- en oxygenatieapparatuur en met een kinesitherapiezaal.

III. BIJZONDERE NORMEN VOOR DE DIENSTEN DIE ZORGEN VOOR HET ONTHAAL EN DE HUISVESTING VAN GEHANDICAPTE PERSONEN VAN CATEGORIE 7

a. Gehandicapte met gehoor- en spraakstoornissen.

ARCHITECTURALE NORMEN

1. De instelling moet beschikken over een audiometriezaal met een geluidsisolatiesysteem en over lokalen voor de individuele revalidatie van het gehoor en het spraakvermogen.

2. Er mogen geen trillingen (laagfrequentie-golven) in het gebouw overgebracht worden.

b. Gehandicapten met gezichtsstoornissen.

ARCHITECTURALE NORMEN

Het licht in het gebouw mag niet verblinden.

De gemeenschappelijke kamers moeten opgedeeld worden in kleine individuele eenheden waar het gerief "bij de hand" ligt.

IV. BIJZONDERE NORMEN VOOR DE DIENSTEN DIE ZORGEN VOOR HET ONTHAAL EN DE HUISVESTING VAN GEHANDICAPTE PERSONEN VAN DE CATEGORIEËN 10 EN 11.

ARCHITECTURALE NORMEN

Voor niet-leerplichtige gehandicapten met een geestelijke deficiëntie en met gepaard gaande stoornissen in de motoriek zijn de bijzondere architecturale normen van de categorieën 1, 2, 5, 6, 8, 9 en 12 van toepassing.

Bovendien moet de dienst aan de volgende normen voldoen :

1. het toezicht op de slaapzalen moet vergemakkelijkt worden door het gebruik van glazen panelen;

2. elke zorgeenheid moet voorzien zijn van een verzorgingslokaal dat met een bad uitgerust is;

3. de afval en de vuile was moeten vervoerd worden in vaten die hermetisch sluiten om geuren te voorkomen of ter plaatse verbrand worden;

4. vlakbij de slaapzalen moet worden voorzien in een lokaal en een kantoor voor voedselverdeling;

5. terrassen en binnenplaatsen moeten de gasten de mogelijkheid bieden om van het mooie weer te genieten.

V. BIJZONDERE NORMEN VOOR DE DIENSTEN DIE ZORGEN VOOR HET ONTHAAL EN DE HUISVESTING VAN GEHANDICAPTE PERSONEN VAN DE CATEGORIEËN 10 EN 14.

ARCHITECTURALE NORMEN

De individuele en gemeenschappelijke kamers (kleine eenheden van maximum drie tot zes personen) moeten zodanig ingericht zijn dat een vlotte controle mogelijk is.

Daartoe moet veiligheidsglas gebruikt worden. De deuren van de slaapkamers en -zalen moeten naar buiten opengaan. De ramen zijn slechts voorzien van een kleine regelbare opening.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene normen voor residentiële diensten voor volwassenen*

I. VOLWASSENEN VAN DE CATEGORIEËN 1 tot 12

De algemene architecturale normen zijn van toepassing, alsook de bijzondere voorwaarden voor de categorieën 1 tot 12, al naar gelang de gehuisveste gehandicapte personen.

De klaslokalen moeten vervangen worden door werkplaatsen en ruimten voor ergotherapie.

Bovendien moet voorzien worden in voldoende verzorgingspersoneel of ergotherapeuten.

II. RESIDENTIËLE NACHTDIENST VOOR VOLWASSEN GEHANDICAPTE PERSONEN VAN DE CATEGORIEËN 1 TOT 12

ARCHITECTURALE NORMEN

1. Deze diensten moeten bestaan uit autonome eenheden van maximum 30 personen. Ze worden gecreëerd in of vlakbij een agglomeratie met tewerkstellingsmogelijkheden voor de betrokkenen.

2. Alle voorzorgsmaatregelen moeten worden genomen om brand te voorkomen. Dienovereenkomstig moeten de bebouwingsplannen en de omschrijving van de gebruikte materialen onderworpen worden aan het advies van de brandweer van de gemeente.

3. Deze diensten moeten beschikken over gemeenschappelijke en individuele slaapkamers. Elke gemeenschappelijke kamer is uitgerust met maximum 4 bedden en elk bed moet beschikken over een oppervlakte van minimum 6m². De individuele kamers hebben een oppervlakte van minimum 8m².

4. Deze diensten moeten over een dagkamer en een eetkamer beschikken. De dagkamer heeft een oppervlakte van minimum 3m² per persoon. De eetkamer heeft een oppervlakte van minimum 1,50m² per persoon.

5. De dienst moet beschikken over deugdelijke sanitaire voorzieningen en over wastafels met stromend water :

- 1 voor 2 bedden voor de in gemeenschappelijke gehuisveste personen;
- 1 wastafel per individuele kamer;
- 1 bad of douche voor 10 personen;
- 1 WC voor 10 personen.

De gehandicapte personen moeten hun handen kunnen wassen. Daartoe moeten de WC's en de eetkamers met wastafels uitgerust zijn.

6. De dienst moet over een goed uitgeruste keuken beschikken.

7. Hij moet voorzien zijn van een verwarmingssysteem dat in alle weersomstandigheden een temperatuur van 20° waarborgt.

8. Hij moet 60m² voorbehouden voor het directiekantoor, de medische dienst, een onthaalkamer voor bezoekers en over lokalen voor de huisvesting van de verantwoordelijke.

9. De dienst die andere gehandicapte personen dan geestelijke gehandicapten opneemt, moet voldoen aan architecturale normen die de vlotte circulatie en de veiligheid van die personen waarborgen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen.

Namen, 9 oktober 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX